

Défense de l'Occident

Nouvelle série — 16^e année — Mai 1968 — N° 72

LE RIDEAU DE FER BOUGE

Maurice BARDECHE : *L'effritement des certitudes.* 3

PREMIERE PARTIE : LE RIDEAU DE FER BOUGE
par François DUPRAT 13

I. — *La résistance légale en Hongrie* 15

II. — *La guerre des partisans en Pologne* 23

III. — *La Tchécoslovaquie : le coup de Prague* 35

IV. — *La fin de la liberté roumaine* 43

V. — *L'asservissement bulgare* 48

VI. — *L'Allemagne de l'Est ou la résistance impos-
sible* 51

VII. — *L'Albanie d'Enver Hodja* 53

DEUXIEME PARTIE : LES REVOLTES par Fran-
çois SOLCHAGA et Yann BEUZEC 57

I. — *La Croatie contre Tito : vingt ans de résis-
tance* 59

II. — *Le drame de Budapest.* 72

III. — *Berlin-Est et Poznan* 83

IV. — *L'Octobre polonais* 88

TROISIEME PARTIE : LES DECROCHAGES par
Robert CAZENAVE et I.-M. BABANI 91

I. — *La bataille de Prague* 93

II. — *La Pologne des partisans* 96

III. — *Le « dégagement » roumain* 102

13, rue des Montibœufs - PARIS (20^e) - CCP 65.35.65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 3,75 F

Abonnements. — 1 an : 35,— F

Etranger : 1 an : 37,— F

Propagande : 50,— F et 100,— F

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal
adressé à « *Défense de l'Occident* », 13, rue des Montibœufs
Paris-20° — C.C.P. 65-35-65 Paris.

Le
sous
tre
pouv
rem
ces
des
n'osi
Le
fois,
mais
perce
de la
ridea
tera
L'
Roos
par
« dé
la li
droit
natio
naien
patio
fusse
de la
sour

L'effritement des certitudes

Le numéro spécial que nous présentons aujourd'hui sous le titre *Le rideau de fer bouge* était annoncé sur notre catalogue depuis deux ans. Nous nous félicitons de pouvoir le réaliser aujourd'hui, moins par satisfaction de remplir nos promesses que parce qu'enfin les circonstances donnent aujourd'hui un sens (précaire peut-être) à des changements que nous pressentions mais que nous n'osions pas annoncer.

Le rideau de fer bouge aujourd'hui pour la première fois, ou, du moins, nous avons l'impression qu'il bouge : mais, depuis très longtemps, derrière cette barrière, on percevait des sursauts et des agonies. Le bref historique de la résistance dans les pays situés de l'autre côté du rideau de fer que nous tentons dans ce numéro en apportera des preuves abondantes.

L'histoire des malheureux pays abandonnés à Yalta par Roosevelt est un florilège de la trahison. Elle commence par la trahison des alliés et des défenseurs. Les nations « démocratiques » qui avaient fait la guerre au nom de la liberté et des droits de l'homme avaient moins le droit que personne de dessiner à leur gré la carte des nations. Elles reniaient leurs principes, elles abandonnaient leurs buts de guerre en acceptant une carte d'occupation qui fixait le destin de peuples entiers sans qu'ils fussent consultés. La trahison intérieure prit la relève de la trahison politique. Dans tous les pays aujourd'hui soumis par personnes interposées à la dictature soviéti-

que, le parti communiste était un parti minoritaire aux effectifs faibles dont les solutions étaient refusées par la très grande majorité de la population. La prise du pouvoir par les communistes fut effectuée par la force grâce à la présence des troupes d'occupation russes. Des agents d'une puissance étrangère s'installèrent au pouvoir pour faire de leur pays des protectorats inconditionnels soumis aux directives de la politique soviétique. Les adversaires du communisme furent supprimés par le meurtre, sous le prétexte d'*épuration*. Les « compagnons de route » qui avaient cru pouvoir louvoyer par des concessions furent éliminés pour *opposition* et pour *déviaton*. On appela *ennemis du peuple* tous ceux qui essayaient de conserver à leur malheureux pays l'ombre même de l'indépendance. La soumission la plus absolue à la volonté soviétique, la trahison la plus complète des intérêts nationaux furent exigées, non seulement de ceux qui étaient appelés à recevoir quelque part du pouvoir, mais simplement de tous ceux qui voulaient survivre.

La répression policière, les camps d'extermination, les supplices, la terreur quotidienne, la pratique de la délation furent les armes dont les communistes se servirent pour étouffer toute velléité, toute ombre même d'opposition. Des nations entières furent transformées en bagnes. Et personne ne vint à leur secours. C'est cette installation du communisme dans les pays satellites de la Russie Soviétique que nous avons voulu rappeler tout d'abord. Et c'est la première partie de notre dossier.



Depuis vingt ans, néanmoins, des secousses et des soubresauts de toutes sortes témoignent de l'hostilité profonde d'une partie de la population des pays réduits au silence contre les régimes qu'ils subissent. Mais toutes ces révoltes, on le sait aussi, même quand leur violence fut perceptible par les pays situés au-delà de la barrière du silence, comme à Berlin ou à Budapest, n'aboutirent qu'à renforcer le joug. Leur échec mit en lumière une des particularités du monde moderne. Il fallut accepter la conclusion que la disproportion des forces est si grande entre une population désarmée et les moyens *militaires* dont dispose un régime décidé à se défendre, que toute révolte qui n'est pas appuyée par l'intervention d'un pays

étranger est vouée à l'insuccès. Nous devons reconnaître que notre époque était celle des tyrannies irréversibles et de l'écrasement des volontés individuelles. Une minorité énergique, organisée, supérieurement armée, appuyée sur un régime de police et de terreur, pouvait imposer sa volonté d'une façon durable, pour ainsi dire définitive, à des millions d'hommes qui en étaient insatisfaits. Cette formule qui combinait harmonieusement l'esclavage, la peur et la délation semblait être le type de gouvernement le plus propre à la civilisation de masse, celui qu'aucun tyran n'avait osé rêver avant le XX^e siècle et que les progrès de la technique et de la domestication qu'elle comporte mettaient pour la première fois à la disposition de quelques fanatiques décidés.

Ouvrons ici une parenthèse. Ce qui nous paraît atroce dans le communisme, ce n'est pas l'absence de liberté, c'est la vanité de cette tyrannie qui ne débouche que sur l'exploitation, et c'est aussi la bassesse des moyens qu'elle emploie pour se maintenir. Il est réconfortant, il est juste, il est louable qu'une minorité impose sa volonté à la masse des imbéciles. C'est la condition de tout progrès, c'est probablement la condition du bonheur des hommes, c'est en tout cas un mécanisme essentiel pour que l'humanité ne sombre pas dans la bêtise, dans la médiocrité et dans l'égoïsme irrémédiable. Si le stalinisme est la conduite d'un peuple par le petit groupe de ceux qui dans une nation possèdent les vertus de l'énergie et du civisme, alors il n'y a pas de doute, nous sommes des staliniens. Mais le communisme n'utilise cet instrument magnifique que pour imposer aux hommes une vie de caserne et une amputation intellectuelle qui ne débouchent que sur l'étouffement à perpétuité. Non seulement, il refuse à l'individu les conditions fondamentales du bonheur et de la vie, mais il se donne pour objet d'arracher et d'anéantir toute personnalité, de déraciner l'être intérieur qui est en chacun de nous et qui est nous-même et de le remplacer par une loque humaine qui n'est plus que le feldwebel de l'usine ou du parti. Cette *déshumanisation*, cette extraction des consciences, cet alignement de l'homme sur une définition économique et politique préparée en laboratoire sont obtenus de la masse par l'abrutissement et des adversaires par les supplices les plus raffinés, par les procédés les plus scientifiques de destruction de la personnalité. Le communisme sovié-

tique a dépassé de très loin en ingéniosité et en férocité le dossier des atrocités qu'il a fabriqué contre l'Allemagne hitlérienne. Mais l'*intelligentzia* progressiste cache avec soin cette accablante vérité.

Et tout cela pourquoi ? Ce n'est pas changer la condition de l'homme que de remplacer l'exploitation de l'homme par l'homme par l'exploitation de l'homme par l'Etat. L'écrasement et la stérilité du mécanisme bureaucratique, l'indifférence de tout le monde envers le monstre appelé Etat, l'uniforme du bagne imposé à tous ont transformé en une masse inerte et muette ce peuple russe qui était peut-être le plus vivant, le plus charmant et le plus original des peuples de la terre. On est parvenu en même temps à ce triste résultat que les forces de tout un peuple planifiées et utilisées comme celles des esclaves d'un pharaon n'ont pas réussi, malgré ces conditions draconiennes si favorables à la production, à rivaliser avec les performances de l'économie anarchique du capitalisme libéral. Pour aboutir à cette défaite, le régime soviétique avait pourtant exigé tous les sacrifices. Par la délation, par la promiscuité, par le sous-développement, il avait supprimé cette vie privée qui est le suprême refuge de l'homme, la condition fondamentale de son bonheur. Jamais moyen si puissant ne fut mis en œuvre pour un résultat aussi triste. Ce n'était pas l'espoir que le communisme faisait lever, mais la perspective éternelle du bagne. Avec des structures politiques de premier ordre, il en était arrivé à un tel point de désespoir qu'il n'osait plus établir sa propagande sur le tableau de la société communiste future et que depuis quinze ans le communisme cherchait ses thèmes de propagande partout ailleurs que dans l'application de la doctrine de Marx et de Lénine.

La solidité des positions communistes n'en était pas moins un point fixe dans la politique mondiale. Quelle que soit la résolution des anticomunistes, ils considéraient, il faut bien l'avouer, avec une certaine admiration, ce phénomène si contraire à l'esprit de notre temps, une royauté absolue qui n'admettait sur son sol ni les agents ni la propagande de l'étranger, qui se fermait à tout de qui lui était nuisible, une sorte d'empire souverain dans lequel les miasmes, les poisons et les marchandises de contrebande de notre civilisation frelatée ne parvenaient pas à pénétrer. C'est cette citadelle qui paraît être devenue vulnérable aujourd'hui. Si cette impression

se confirme, c'est non seulement un événement politique capital, mais c'est en même temps un processus qui nous permet d'étalonner les forces de destruction et de distorsion incontrôlables qu'engendre le monde contemporain et qui pèsent de plus en plus sur son destin.

*
**

Les événements qui se déroulent actuellement en Tchécoslovaquie et ceux qui les accompagnent en Pologne et en Roumanie ne peuvent être analysés sans référence à l'ensemble de la situation mondiale. Tels qu'ils sont et si l'on s'en tient à leur signification européenne, nous ne pouvons bien entendu que nous en féliciter. Tout ce qui affaiblit le bloc communiste est une bonne nouvelle pour l'Europe, tout ce qui annonce sa désagrégation ouvre des perspectives intéressantes. La réalisation d'une Europe indépendante entre les deux blocs n'est même probablement possible qu'à la condition que de tels mouvements s'amplifient et soient couronnés de succès. Il est devenu trop clair qu'on ne peut rien attendre, contrairement à ce que nous avons cru un moment, il y a une vingtaine d'années, d'un dialogue entre une Europe indépendante de Washington et une Russie soviétique qui ne serait plus inquiétée par la proximité d'un protectorat américain. Il est clair que la Russie veut s'en tenir au partage du monde établi à Yalta. Cette frontière qui passe au milieu de l'Europe, elle veut la considérer comme définitive. Tout ce qui la désagrège, tout ce qui l'effrite, tout ce qui permet de revenir sur la capitulation américaine acceptée par Roosevelt est un événement heureux. Dans la situation dramatique dans laquelle la capitulation sans conditions de l'Allemagne a placé tous les peuples européens, c'est même le seul événement positif que nous ayons eu à enregistrer depuis vingt ans.

Cette évolution est d'autant plus solide qu'elle se fait sous la direction des communistes eux-mêmes désireux d'échapper à la direction totalitaire de la politique soviétique. On verra, dans ce numéro, combien est remarquable le changement des méthodes. Les révoltes du passé que nous analysons avaient toutes pour objet le *renversement* du communisme : et elles échouèrent parce qu'elles créaient ainsi une situation de révolte ouverte contre laquelle le communisme se trouve puissamment armé.

Les solutions actuelles ont toutes ce trait commun qu'elles se présentent comme une *consolidation* du communisme : c'est ce qui en fait le caractère ambigu, mais c'est ce qui leur permet aussi de ne pas être écartées brutalement, car elles représentent en apparence des déviations, des interprétations du communisme à l'égard desquelles la curie du Kremlin se trouve embarrassée.

Les modes de détachement mis en œuvre dans la phase actuelle sont, en effet, très divers, mais tous sur fond conformiste. En Roumanie, il n'y a rien de plus qu'une tendance à l'indépendance, au *self-government*, née de circonstances économiques et politiques et contrôlée par les dirigeants du parti communiste eux-mêmes ; c'est une colonie qui demande qu'un certain nombre de prérogatives passent du résident général aux organismes locaux. En Tchécoslovaquie, il s'agit d'une *libéralisation* des institutions, opération qui peut aller plus loin en profondeur, mais on ne sait pas encore si l'on se bornera à quelques permissions octroyées par le pouvoir comme sous « l'empire libéral » des dernières années de Napoléon III, ou si l'on ira jusqu'à renoncer à l'exclusivité de l'exercice du pouvoir par le parti communiste, réforme-clef qui contient des développements beaucoup plus étendus. Là, le choix est entre colonialisme adouci sans participation des indigènes et début prudent de cogestion entre les assemblées indigènes et le colonisateur. Enfin, en Pologne, tout se joue sur une *question de personne* avec l'incertitude qui s'attache à ce genre de choix. Le général Moczar sera-t-il un héros de l'indépendance ou un général de fer blanc manœuvré par le Kremlin, c'est ce que personne ne peut dire encore. Ces incertitudes imposent la prudence dans l'interprétation des faits. Mais, de toutes manières, c'est une fraction du parti communiste qui contrôle l'évolution, avec la prudence, la démarche feutrée, les intrigues de sérail qui précèdent ou accompagnent tous les changements qui se font dans ce qu'il faut bien appeler encore « l'empire communiste ».

Tout cela ne décrit donc rien d'autre qu'une situation encore très fluide et qui peut toujours être rectifiée. Nous aurions le plus grand tort d'en prendre prétexte pour pousser des cris de triomphe. Mais cette méthode peut se révéler aussi, à l'usage, plus efficace et plus réaliste que les généreuses colères qui ont exprimé jusqu'ici le désir de changement. Certainement, beaucoup d'adversaires du

commu
structur
pays ar
Ce ne s
des tru
parvien
qu'ils o
soient
naissan
l'Europ
dissimu
encore
la Russ
territoir
sont à
et des p
toute r

Vue
coslova
ments
l'on ch
événem
événem
Ce q
coslova
et qui
paraiss
phénom
et de s
nam, c
seulem
d'une s
qu'ici,
unique
mondia
sive du
celles
en fav
dement
Etats-U

communisme ne voient aucun inconvénient à ce qu'une structure économique socialiste soit conservée dans les pays anciennement dirigés par les partis communistes. Ce ne sera pas un grand sujet de regret si les ambitions des trusts sont déçues en cette circonstance et s'ils ne parviennent pas à récupérer dans ces pays les positions qu'ils ont occupées autrefois. Ce qui importe, c'est que soient réunies les conditions qui permettent un jour la naissance d'un ensemble culturel et humain assurant à l'Europe la stabilité et la paix. Mais il ne faut pas se dissimuler que les perspectives qui s'ouvrent ainsi sont encore très précaires. Il ne faut pas s'attendre à ce que la Russie soviétique voie sans réagir lui échapper des territoires qu'elle considère comme des marches, qui sont à la fois pour elle le glacis de la citadelle soviétique et des positions avancées qui lui permettent de paralyser toute renaissance efficace de l'Europe.



Vue sous cet angle particulier, l'évolution de la Tchécoslovaquie si elle se précipitait serait un des événements clés de l'histoire de l'Europe depuis 1945. Mais si l'on cherche à lui donner un sens au milieu des autres événements de l'actualité mondiale, elle n'est pas un événement moins frappant ni moins riche d'enseignements.

Ce qui se passe actuellement au Vietnam et en Tchécoslovaquie relève d'un processus de même signification et qui implique la même conclusion. Ces événements paraissent très différents, ils ne sont que le même phénomène en fait. Ce qu'il y a de paradoxal, de nouveau et de scandaleux dans la capitulation américaine au Vietnam, c'est qu'une nation victorieuse sur le terrain et non seulement victorieuse mais dotée dans tous les domaines d'une supériorité écrasante qu'elle a refusé d'utiliser jusqu'ici, perde la guerre, dans des conditions équivoques, uniquement sous la pression de ce qu'on appelle l'opinion mondiale. De fausses opérations de guerre comme l'offensive du Tet, de vastes manœuvres de propagande comme celles qui se développent à l'échelle du monde entier en faveur du Vietnam ont donc triomphé d'un commandement admirablement équipé mais pusillanime : les Etats-Unis capitulent devant l'accusation d'atrocité alors

qu'ils perdent la guerre justement parce qu'ils n'ont pas voulu employer l'arme imparable qu'ils avaient à leur disposition en détruisant les digues du Mékong et en condamnant à la famine et à la désorganisation le pays qu'ils combattaient. En analysant les atermoiements de la politique américaine au Vietnam, on pouvait être tenté de les mettre sur le compte de la faiblesse, de l'indécision et de l'impéritie du Président Johnson, politicien incapable, dont la carrure et le bagout texan masquaient l'âme de *midinette*, mais dont l'inconsistance pouvait être découverte assez facilement par tous les esprits un peu attentifs. Or, ce qui arrive à l'heure actuelle à la Russie soviétique en Tchécoslovaquie (et peut-être en Roumanie) est au fond du même ordre. Rien n'est plus simple, rien ne serait plus logique pour la Russie soviétique que de répéter à Prague ou à Bucarest la démonstration qu'elle a faite à Berlin et à Budapest et qui pourrait être réitérée aujourd'hui sans aucun risque dans la consternation et la lâcheté également complètes des spectateurs. Pourquoi la Russie de Brejnev et Kossiguine ne bombarde-t-elle pas en Tchécoslovaquie les digues du Mékong? Pourquoi, aussi paralysés que les généraux du Pentagone, les maréchaux russes conservent-ils leurs tanks sous leurs enveloppes de toile cirée? Kossiguine et Brejnev ne sont assurément pas des aigles, mais d'honnêtes politiciens comme nos régimes républicains nous en ont fourni jusqu'ici et comme les Etats-Unis en touchent un tous les quatre ans après quelques mois de gesticulation : et déjà l'apparition de ce personnel insolite en Russie soviétique est un facteur important et nouveau. Mais, en vérité, ce qui compte beaucoup plus que tout cela, c'est que, pour la première fois aujourd'hui, la Russie n'apparaît plus comme cette citadelle hermétique et inaccessible que le stalinisme avait construite et qu'elle est obligée, tout comme les Etats-Unis, de tenir compte de ce monstre invertébré, informe, insaisissable, de cette maladie épidémique des imbéciles, de ce typhus qui s'exhale des marais et qu'on appelle l'opinion publique. Si, au moment où paraît ce numéro, les divisions blindées soviétiques n'ont pas fait leur apparition à Prague, c'est que la Russie soviétique est devenue comme les Etats-Unis capitalistes *l'homme malade* que la pourriture commence à gagner.

L'apparition d'un autre *leader* du communisme mon-

dial, l'
viétiq
et mé
cruel
pital
stalin
Le co
nisme
parle
évêqu
indiffe
paraît
riat d
ligne
aggra
diale
des p
leur s

Or,
séque
deux
D'abo
Mecqu
en ex
comm
interp
en ét
exami
Dès l
intern
des te
hérési
Dès le
ment
comm
tions,
riches
qu'on
peut g
Et tou
munis
comm
du co
cieuse

dial, les camouflets que reçoit chaque jour la Russie soviétique d'un autre communisme qui conteste sa direction et même son interprétation de la doctrine et qui expose cruellement son bilan, c'est là évidemment l'événement capital qui a porté le coup le plus violent au monolithisme stalinien. On ne règne que là où il n'y a pas *d'antipape*. Le communisme, religion, a son arianisme. Et cet arianisme se réclame de vérités évidentes, incontestables, il parle au nom d'un nouveau prolétariat qui insulte les évêques nantis, leur paresse sur leur trône confortable, leur indifférence de porphyrogénètes. La décolonisation apparaît sous cet éclairage comme la naissance d'un prolétariat des nations qui se place tout naturellement dans la ligne du pape de pauvres contre le pape des nantis, elle aggrave ce schisme en lui donnant une signification mondiale : et aussi en faisant paraître paradoxale la situation des peuples blancs colonisés quand les peuples de couleur sont devenus indépendants.

Or, l'apparition de ce schisme a eu d'immenses conséquences que nous mesurons encore mal. Il a mis fin deux fois au monolithisme, il l'a atteint à deux degrés. D'abord, en fait, en le contestant, en érigeant une autre Mecque. Ensuite, et plus profondément, dans les âmes, en exprimant pour la première fois dans la communauté communiste, cette idée qu'il pouvait y avoir plusieurs interprétations du communisme. Dès lors on est plus en état de trahison à l'égard du marxisme lorsqu'on examine les perspectives de ces interprétations diverses. Dès lors, il peut y avoir, dès lors y a des oppositions internes qui ne sont plus des crimes, qui sont seulement des tendances, qui ne sont même pas formellement des hérésies, qui sont seulement des questions qu'on se pose. Dès lors, *la certitude disparaît*. Et elle disparaît au moment où la multiplicité et la plasticité des moyens de communication permet des comparaisons, des interrogations, des doutes, où l'air malsain de la civilisation des riches apporte des miasmes, d'autant plus dangereux qu'on n'est plus séparé du confort par un abîme, qu'on peut goûter ce fruit pernicieux et désirable, *si on le veut*. Et toujours sans crime : car les amendements au communisme ne touchent pas au dogme de l'irréversibilité du communisme, ils constituent simplement une évolution du communisme, ils peuvent même être présentés audacieusement comme un progrès.

Ainsi, si les maréchaux russes ne dirigent pas leurs tanks sur Prague, c'est parce qu'il existe chez eux, en Russie même, et non à Prague, des hommes qui s'interrogent et qui doutent, la même espèce d'hommes qui paralyse depuis tant d'années la toute puissance du président américain. De même qu'il y a aux Etats-Unis des hommes qui se demandent : « que se passerait-il si l'Amérique devenait *un petit peu* socialiste ? » il y a maintenant en U.R.S.S. des hommes qui se disent : « que se passerait-il si le communisme devenait *un petit peu* libéral ? » La certitude en l'infailibilité scientifique du marxisme est atteinte, elle est atteinte de l'intérieur, elle est rongée par une invisible rouille : de même que la certitude en l'excellence de la générosité américaine est chancelante de l'autre côté des continents. Le moral des géants se dégrade. C'est un événement dont nous ne pouvons que nous féliciter. Il nous explique quelques autres petites choses dont la signification n'est pas très claire au premier abord. Si l'on dépave les rues à Paris, à Berlin et à Rome, c'est peut-être parce que des milliers de jeunes garçons commencent à sentir confusément qu'il y a des voies d'eau sur ces beaux *dreagnoughts* sur lesquels on les invite à être mousses. Et ils ne voient aucun radeau pour les recueillir à proximité. Si cette lecture des événements est exacte, si quelque division divisée avant même que l'encre ait le temps de sécher sur nos rotatives ne nous prouve pas à coups de canon que ce diagnostic est un peu hâtif, alors saluons ces tremblements précurseurs qui agitent le rideau de fer. C'est peut-être une nouvelle étape qui commence dans l'histoire du xx^e siècle.

Maurice BARDECHE.

PREMIERE PARTIE



Le Rideau de Fer tombe

A la
verna
rétab
guerr
pays
gouve
du Pa
enver
(Rako
social
des I
tait I
(bien
social
mait
pagn
1945
Prop
Socia
ron c
avaie
neme
désav
dépen
resta
poste
de l'i

I

LA RESISTANCE LEGALE EN HONGRIE

A la fin de la guerre, un gouvernement de coalition gouvernait la Hongrie. Disons du moins qu'il s'efforçait de rétablir un minimum d'ordre dans un pays ravagé par la guerre et où l'Armée Rouge, se conduisant comme en pays conquis, multipliait les exactions et les pillages. Ce gouvernement de coalition, dirigé par Zoltan Tildy, chef du Parti des Petits Propriétaires, personnage falot et sans envergure, comprenait des représentants du P.C. hongrois (Rakosi, Revai, Gerö, Vas, Rajk, Kallai, Nagy), du Parti socialiste (Szakasits), du parti paysan (Kovacs) et du parti des Petits Propriétaires (Ferenc Nagy). Le P.C. noyautait le gouvernement en s'appuyant sur le parti paysan (bien que Kovacs lui fut hostile) et sur une fraction des socialistes. Mais une nette opposition populaire s'affirmait face aux agissements communistes. Après une campagne électorale agitée mais correcte, les élections de 1945 marquèrent l'écrasante victoire du Parti des Petits Propriétaires qui obtint 57 % des suffrages ; le P.C. et les Socialistes se classaient loin derrière avec 15 % environ chacun des votes émis. Mais les pressions soviétiques avaient fait admettre, avant ces élections, que le gouvernement ne fut point transformé, même si les électeurs désavouaient le parti communiste. Ainsi, le Front de l'indépendance (P.C., Petits Propriétaires, Socialistes, Paysans) resta-t-il inchangé, et, au gouvernement, le P.C. garda le poste qui lui tenait le plus à cœur, à savoir le ministère de l'intérieur.

Comme le révéla une analyse de Mathias Rakosi, alors maître absolu de la Hongrie, parue en février-mars 1952, dans l'organe du Parti des Travailleurs hongrois (P.C.) Tarsadalmi, Szemle, les communistes s'étaient assurés dès la chute du régime Szalassy « *Le contrôle absolu de la police politique, l'A.V.O.* ». Cette mainmise avait été si complète que : « *C'est la seule institution dont nous nous réservâmes la direction totale, en refusant catégoriquement de la partager avec les autres partis de la coalition selon la proportion de nos forces respectives* ». Face à la police politique et aux autres services policiers, l'armée aurait pu former un dangereux bastion d'opposition ; une partie des officiers ayant rallié le gouvernement de Debreczen du général Miklos et lutté contre les « Chemises Vertes » de Szalassy et les Allemands se trouvaient « dédouanés » et intégrés dans le régime. Malgré les sympathies communistes de certains d'entre eux, le P.C. se méfiait d'une possible réaction hostile de cette force armée à son égard. Aussi, les chefs du P.C., en accord avec les Russes, s'efforcèrent-ils de réduire à sa plus simple expression cette armée. Comme l'écrit sans vergogne Rakosi :

« Nous nous étions efforcés de maintenir les effectifs de celle-ci à un niveau bien inférieur à celui autorisé par les Traités d'armistice et de la paix. C'est ainsi que l'armée hongroise ne comptait à cette époque que douze mille hommes au lieu des soixante-dix mille autorisés et que même ces soldats, groupés en petites unités, furent dispersés sur tout le territoire, sauf Budapest qui n'avait pas de garnison ».

Face à une opposition désormais privée de l'appui d'une armée puissante, les communistes savaient pouvoir compter sur des alliés autrement agissants :

« La présence de l'Armée rouge a diminué l'importance de la lutte que nous devons mener pour gagner à l'influence communiste la majorité de l'armée... Le renforcement de l'armée n'avait commencé qu'en 1948, après que le parti communiste se fût emparé du ministère de la défense ».

La résistance active étant impossible, les anticomunistes devaient se tourner vers la résistance légale. Elle semblait d'autant plus aisée que les Petits Propriétaires, à eux seuls, étaient largement majoritaires dans le pays et à l'assemblée. Mais si le fantoche Zoltan Tildy avait,

en ja
Feren
bliqu
priété
et sa

Les
les F
crate
Natio

Da
appel
Socia

press
ter d
socia

qui e
anné
outre
domi

A
M.R.
droit
étaie

ser c
la ru
livre
ohne

ressa
Hong
Le

visar
et d
Suly

excit
vaise
bien
1946

paier
get
Ce
Petit
des
de f
vrai

en janvier 1946, laissé sa place de chef du cabinet à Ferenc Nagy, en devenant le premier président de la république hongroise, ce dernier, vrai leader des Petits Propriétaires, n'était qu'un politicien sans grande envergure et sans énergie.

Les communistes craignaient surtout un accord entre les Petits Propriétaires, l'aile droite des Sociaux-Démocrates et la fraction Kovacs du parti paysan (baptisé National-Paysan).

Dans un premier stade, les communistes lancèrent un appel à la constitution d'un Front Populaire groupant Socialistes, P.C. et paysans « progressistes ». Ce front fit pression sur les Petits Propriétaires, pour leur faire adopter des positions « gauchistes ». La trahison des chefs socialistes (trahison constante dans les pays de l'Est, et qui est la principale cause des victoires communistes des années 45-48) permit la création du Front qui groupa, outre les trois partis de gauche, les syndicats, eux aussi dominés par les communistes.

A l'époque, le parti des Petits Propriétaires, comme le M.R.P. en France, était devenu le refuge des gens de droite, voire d'extrême-droite, dont les partis traditionnels étaient interdits. L'aile droite du parti souhaitait s'opposer ouvertement aux communistes, et, si nécessaire, dans la rue. Son chef de file était Désider Sulyok, qui, dans un livre de souvenirs publié en Suisse en 1948 (« *Zwei Naechte ohne Tag* », Thomas Verlag, Zurich), a apporté d'intéressants détails de ce combat contre le bolchevisme en Hongrie.

Le Front des gauches entreprit une grande campagne visant à faire expulser du parti des Petits Propriétaires et donc du Front de l'indépendance, les partisans de Sulyok. En février 1946, il organisa des manifestations, en excitant les ouvriers, victimes du marché noir, des mauvaises conditions de travail et de la pénurie de vivres, bien que tous ces maux fussent dus aux Russes (en 1946, 65 % de la production totale étaient destinés au paiement des réparations ; en 1947 encore, 18 % du budget hongrois y seront affectés).

Ces manifestations réclamaient l'expulsion du parti des Petits Propriétaires de vingt et un députés, accusés d'être des fascistes et des réactionnaires. Ferenc Nagy, au lieu de faire face, capitula devant ces manifestations, il est vrai protégées par la police et appuyées par des mena-

ces soviétiques très précises. En mars 1946, il annonça la décision d'épurer son parti, suivant les désirs des partis de gauche. Sulyok et les autres députés « fascistes » furent donc exclus du parti. Mais Sulyok ne s'avoua pas battu et créa un parti d'allure nettement nationaliste, le « Parti de la Liberté », qui entreprit de faire face aux communistes. Le premier meeting du Parti de la Liberté à Budapest en mai 1946 se termina par une bataille rangée avec les groupes de choc communistes. Cependant, malgré les constantes tracasseries policières, le Parti de Sulyok prit rapidement de l'importance et regroupa de nombreux mécontents.

Le Parti des Petits Propriétaires sortait très affaibli de cette scission. Ses éléments les plus combattifs s'en étaient retirés et une partie de son électorat se détournait de lui. Mais il n'en restait pas moins encore l'obstacle numéro un à la prise de pouvoir par les communistes.

Comme l'écrit Rakosi, les communistes tendaient : « à démasquer, à isoler, à expulser les éléments réactionnaires du Parti des Petits Propriétaires ». Cette tactique reçut la fameuse dénomination de « tactique du salami ». Tandis que le Parti des Petits Propriétaires se vidait de sa substance et que le député Pfeiffer constituait un nouveau parti d'opposition, le « Parti de l'Indépendance », la résistance légale commençait à tourner à la résistance armée. La répression communiste était d'autant plus forte que le « communiste dur » Lazlo Rajk venait de remplacer, le 21 mars 1946, le « communiste mou » Inne Nagy, comme ministre de l'intérieur.

Depuis la fin de la guerre, un certain nombre de bandes armées sévissaient en Hongrie, bandes de nature extrêmement composites (déserteurs soviétiques, survivants de l'Armée Vlassov (R.O.A.), SS hongrois) et tournées plus vers le banditisme que vers l'action politique. Mais, dès la fin de 1945, des Petits Propriétaires de la tendance Sulyok, avaient pris contact avec certaines bandes pour tenter d'organiser une action commune contre les communistes. De plus, des contacts eurent lieu avec des éléments de la Howed (Armée Hongroise) et de la gendarmerie du régime Szalassy, « internés » dans la zone d'occupation anglaise et assez libres de leurs mouvements depuis le début de la tension entre l'Est et l'Ouest.

Un vague plan d'invasion par ces forces, combiné

avec des soulèvements locaux fut même mis au point mais les comploteurs, truffés d'agents de l'A.V.O., ne purent passer à l'action.

Cependant, de nombreux attentats eurent lieu contre les forces soviétiques. A Miskolc, des combats opposèrent « partisans » et détachements de sécurité, tandis qu'un pogrom antijuif avait lieu à Kiskunmadaras (les chefs de l'A.V.O. étant presque tous Juifs).

La Conférence de Paris ayant livré de nombreuses terres hongroises, l'agitation nationaliste crut dangereusement. Le parti de la liberté multiplia ses actes de propagande et devint un danger réel pour le Front de l'Indépendance.

Mais la féroce épuration « antifasciste » avait cassé les reins aux opposants les plus actifs. Du printemps 45 à l'automne 48, les Tribunaux du Peuple avaient jugé dix-neuf mille six cent dix accusés dont quatre cent trente furent condamnés à mort et exécutés (en particulier, le major Ferenc Szalassy, chef du Mouvement National-Socialiste de la Croix Fléchée, et tous les membres de son gouvernement, furent pendus face au Danube en mars 1946). Une grande partie des jeunes gens les plus décidés étaient emprisonnés dans des camps d'internement comme ex-SS ou Croix Fléchées.

De plus, la division des partis d'opposition (Parti de la Liberté, Parti de l'Indépendance, Parti Démocratique d'Etienne Barankovics, et Parti du Peuple du Père Balogh) nuisait grandement à leur efficacité.

Dès la fin de 1946, les communistes décidèrent de mettre définitivement au pas le parti des Petits Propriétaires. En décembre 1946, plusieurs leaders du parti furent arrêtés pour complot, puis le secrétaire général, Bela Kovacs, fut lui-même arrêté par les Russes pour « complot contre la sécurité de l'Armée Rouge ». A l'été 1947, par un chantage sur la personne de son fils, les communistes obtinrent la démission de Ferenc Nagy.

Les élections, plus ou moins truquées, de 1947 (fin août), virent l'écrasement des Petits Propriétaires (14 %), la montée assez faible du P.C. (22 %), le maintien des socialistes (15 %) et le recul des nationaux-paysans (9 %). Les partis d'opposition modérés, eux, obtenaient un assez beau succès : Parti de l'Indépendance de Zoltan Pfeiffer (14 %), Parti Démocratique (16 %), Parti du Peuple (5 %) = au total 35 % des voix. Quant au parti de l'opposition

« musclée », le Parti de la Liberté, les communistes s'en étaient débarrassés en le faisant interdire comme « fasciste » au printemps de 1947, avant les élections, qui auraient dû lui apporter normalement de 30 à 40 % des voix. Son chef put s'enfuir à l'Ouest, au moment où l'A.V.O. venait l'arrêter.

Les socialistes avaient fidèlement soutenu les efforts du P.C. hongrois en vue de la liquidation de l'opposition. Mais l'aile droite (Antal Ban, Anna Kethly) commençait à se montrer inquiète, et, à la fin de 1947, les socialistes s'opposèrent à l'interdiction du Parti de l'Indépendance. Mais en février 1948, Kelemen, l'un des chefs socialistes, était arrêté par l'A.V.O. et le parti fusionnait avec le P.C. le 12 juin 1948, le nouveau parti prenant le nom de Parti des Travailleurs Hongrois. La fusion amena le contrôle total du pays, qui se concrétisa par l'interdiction de tous les partis d'opposition. Dès lors, la Démocratie Populaire est le régime de la Hongrie.

*
**

Si l'opposition se voyait brisée, la tension se déplaçait au sein même du parti victorieux. L'histoire de la crise titiste n'est pas du ressort de cette étude, nous nous limiterons donc à analyser dans quelle mesure certains groupes ont voulu se débarrasser du régime communiste hongrois en tant que tel. Dans le procès Rajk, il nous paraît que les généraux Palfy, Oesterreicher et Korondi (fusillés après jugement d'une cour martiale) étaient allés plus loin qu'une simple critique à l'égard du stalinisme, mais qu'ils avaient voulu libérer la Hongrie de la tutelle russe. Le successeur de Palfy, le général Laszlo Solyom et son adjoint, le général Kuthy furent à leur tour exécutés pour avoir visé au même but. Seule la poigne du Juif Michel Farkas, ministre de la Défense à partir de septembre 1947, assisté du général Iskvan Bata (ancien officier de l'Armée Rouge) permit de vaincre l'opposition militaire.

Dès lors, il ne pouvait plus y avoir d'opposition efficace, du moins tant que le Parti des Travailleurs Hongrois conservait son monolithisme sous la dure poigne de Rakosi et de son équipe, dont le gros handicap était d'être composée d'une très grosse majorité de Juifs (Farkas,

Rakos
tradi

La

Nagy

Hongr

Rakos

cœur

tobre

Qua

avait

la per

zenty,

dirigea

en flèc

contin

des le

et aid

de l'I

éclata

dès lo

commu

l'A.V.O

Vatica

commu

les m

janvier

accusa

tention

La c

30 août

et, en

fut lui

raissai

eut a

en sep

de ses

vasz, a

cathol

Deva

niste c

s'accro

son «

attitud

recrud

Rakosi, Geroes, Hegedus, Vas, etc.), dans un pays de tradition antisémite.

La mort de Staline, l'effacement de Rakosi, l'appel à Nagy donnaient une nette impulsion de libéralisme à la Hongrie. Mais le retour au pouvoir de Rakosistes sans Rakosi accumulait, après l'élimination de Nagy, la rancœur du peuple hongrois, préparant ainsi l'éruption d'octobre 1956.

Quant à la résistance basée sur le fait religieux, elle avait été rapidement brisée. Elle disposait pourtant, en la personne du Primat de Hongrie, le cardinal Mindszenty, d'un chef d'une toute autre classe que les fantoches dirigeants des partis démocratiques. Prenant une attitude en flèche, le cardinal refusa de reconnaître la République, continuant à afficher ses convictions légitimistes. Par des lettres pastorales, il prit à partie les communistes et aida à la constitution des partis d'opposition au Front de l'Indépendance. A la fin de 1948, le conflit ouvert éclata entre l'Eglise catholique et le Régime hongrois, dès lors définitivement et intégralement aux mains des communistes. A la Noël 48, le Primat fut arrêté par l'A.V.O.; placé dans une position fautive du fait que le Vatican était nettement en retrait sur ses positions anti-communistes combatives. Mindszenty, brisé en outre par les méthodes d'interrogatoire de l'A.V.O., reconnut en janvier 49, devant le Tribunal du Peuple, une partie des accusations portées contre lui et fut condamné à la détention perpétuelle.

La capitulation de l'épiscopat hongrois par l'accord du 30 août 1950 ne mit pas fin à la persécution policière et, en juin 1951, le successeur de Mindszenty, Mgr Groesz, fut lui-même arrêté et condamné. L'Eglise catholique paraissait alors le centre des mécontents, bien que l'A.V.O. eut arrêté le chef de l'Eglise luthérienne, Louis Ordas, en septembre 1948 (avant même Mindszenty) et éliminé de ses charges, le chef de l'Eglise calviniste, Lazlo Ravasz, aussi hostile au communisme que son homologue catholique.

Devant la lutte ouverte menée par le pouvoir communiste contre l'Eglise catholique, celle-ci vit son influence s'accroître considérablement. Comme l'écrit Fejto dans son « Histoire des Démocraties Populaires » : « Son attitude anticommuniste valut d'ailleurs à l'Eglise une recrudescence de popularité en Hongrie, en Tchécoslo-

vaquie et en Pologne. Jamais les églises et les réunions catholiques ne furent aussi fréquentées qu'au cours de ces années. C'est vers l'Eglise que convergeaient les doléances et les espoirs des anciens propriétaires déposés, des fonctionnaires révoqués, des petits bourgeois effrayés, des paysans sentant leurs propriétés menacées. D'autres se tournaient vers l'Eglise par dépit patriotique. Cette popularité inattendue encourageait le Vatican et poussait la Hiérarchie à prendre une attitude toujours plus ferme. Aux yeux du monde, elle paraissait mener le combat ; les communistes l'accusaient de conspiration et d'agitation ; en réalité, dans de nombreux cas, elle était plutôt menée : la majorité du bas-clergé, en dépit — ou peut-être en raison — de sa proximité du peuple, était, plus encore que la Hiérarchie, résolument anticommuniste. »

Mais le régime disposait des moyens nécessaires pour mettre au pas cette opposition gênante. Bien qu'il eût fort mal réussi en Hongrie dans la constitution de groupes de chrétiens « progressistes », le gouvernement Rakosi parvint à briser la résistance en décapitant le clergé par de nombreuses arrestations.

On peut considérer qu'à la fin de 1952, il n'y a plus de résistance, au moins perceptible, en Hongrie.

L'o
faite
en Po
à la
La
par
du C
Trava
mée
Natio
de p
le 30
« me
moti
en a
fer,
tionn
La
ral d
Pac,
Z. (E
allaie
total
L'a
en li
se co
Mosc
Polo
tionn
triot

II

LA GUERRE DE PARTISANS EN POLOGNE

L'occupation conjointe germano-russe, suite à la défaite polonaise de septembre 1939, avait vu la naissance, en Pologne occupée, de deux armées clandestines, dirigées à la fois contre les Allemands et contre les Soviétiques.

La première, de loin la plus importante, était formée par la fusion des groupes clandestins des quatre partis du *Comité d'Unité Nationale* (Paysan, National-Démocrate, Travailleurs Chrétiens, Socialiste) et des rescapés de l'Armée Polonaise. Sous le nom d'*Armaja Krajowa* (Armée Nationale) elle réussit à grouper des dizaines de milliers de partisans et, par exemple, entre le 1^{er} janvier 1941 et le 30 juin 1944, elle avait réussi à :

« mettre hors d'état de fonctionner près de 7.000 locomotives, 19.000 wagons, elle avait fait dérailler 732 trains, en avait incendié 443, fait sauter 38 ponts de chemin de fer, détruit 122 dépôts d'armes et « liquidé » 5.733 fonctionnaires allemands. »

La deuxième, infiniment plus faible, provenait en général des milieux du Parti Radical National-Nara du colonel Pac, ultra-nationaliste et antisémite. Sous le nom de N.S. Z. (Forces Armées Nationales), ces nationalistes polonais allaient mener leur propre combat, agissant d'une façon totalement indépendante de l'A.K.

L'attaque allemande contre l'U.R.S.S. provoqua l'entrée en lice des communistes polonais. En Pologne occupée, se constitua un *Parti ouvrier Polonais* (P.P.R.), tandis qu'à Moscou, Wanda Wasilevska, militante de l'ancien P.C. Polonais (dissous par le Komintern en 1938 pour « déviationnisme trotskystoboukhariniste ») créait *l'Union de Patriotes Polonais*.

L'accord conclu en 1943 entre le P.P.R. et les Socialistes de gauche (dissidents du P.P.S. : parti socialiste polonais) d'Osubka-Morawski amena la constitution d'une *Armée du Peuple* Armaja Ludowa (succédant à la Garde du Peuple (Gardaja Ludowa) formation militaire du P.P.R.), sous le commandement du général Rola-Zymierski, et d'un *Parlement du Peuple* (K.R.N.) qui fusionna avec l'Union des Patriotes pour créer le « *Comité Polonais de Libération Nationale* ». Le Comité devint, lors de la prise de Lublin par l'armée Rouge en juillet 1944, le « *Comité de Lublin* ».

Si l'A.K. conservait une neutralité malveillante à l'égard des formations communistes, les N.S.Z. les combattaient avec fureur. Les N.S.Z. luttèrent aussi contre les très nombreux groupes de partisans juifs, issus en général des formations para-militaires des Sionistes Révisionnistes (Hatzohar), en particulier le mouvement des jeunesses Betar, qui, contrairement à une légende tenace, avaient entrepris des actions de guérilla contre la Wehrmacht dès le début de l'occupation. L'A.K., l'A.P. et les N.S.Z. se retrouvaient unis pour combattre les partisans nationalistes ukrainiens de l'U.P.A. (armée de Libération de l'Ukraine), tout en guerroyant contre les forces suivantes ressortissant du Gouvernement Général (Pologne occupée de 1939) ou aux Commissariats d'Ukraine et de Russie Blanche.

— Formations de la Wehrmacht, de la Waffen SS et de la SS Polizei allemandes.

— Schutzmannschaften Bataillonnen (bataillons de sécurité) de SS lettons (SS obergruppenführer Jeckeln) et lituaniens (SS gruppenführer Kubiliunas).

— Bataillons de SS Ukrainiens.

— Police Bleue Polonaise (surtout chargée de la lutte contre les juifs) (1).

Devant l'avance des forces soviétiques, les résistants polonais de l'A.K. décidèrent de se soulever afin de libérer Varsovie avant l'arrivée des Russes. Le 1^{er} août 1944, le général Bor-Komarowski déclenchait le soulèvement et s'emparait d'une grande partie de la capitale ; les effectifs insurgés étaient les suivants :

46.000 hommes de l'Armaja Krajowa.

(1) Pour plus de détails sur cette guerre, cf. livre « *Histoire des SS* » de François Duprat, Editions les Sept Couleurs.

800 hommes des N.S.Z.

570 hommes de l'Armaja Ludowa.

120 hommes de l'Armaja Ludowa Polska (formation militaire des Socialistes de gauche, alliés du P.P.R.).

(Ces chiffres montrent clairement la faiblesse des effectifs gauchistes, moins élevés que ceux des extrémistes de droite des N.S.Z. et sans commune mesure avec l'importance de l'A.K.).

Le général Bor, chef de l'A.K., donna l'ordre à toutes les formations de celle-ci de se diriger vers Varsovie pour venir en aide à ses hommes. Mais les Russes, dans les régions est de la Vistule (où étaient concentrés les partisans les plus nombreux), se mirent à arrêter, au prix de collisions sanglantes, les forces de l'A.K., empêchant le renforcement des troupes de Bor. Celles-ci étaient furieusement pressées par les assauts des unités SS spéciales, hâtivement rassemblées par les Allemands.

La Brigade SS de rachat Dirlewanger, la Brigade SS russe Kaminski, des groupes de SS hongrois et Volksdeutsche de la 22^e division de cavalerie SS « Ungarn » progressaient dans la ville. Pendant ce temps, les deux divisions de Panzer SS du IV^e Corps Blindé SS du SS obergruppenführer Gille (3^e SS *Totenköpf* et 5^e SS *Wiking*) venaient de repousser les troupes rouges sur la Vistule, empêchant le développement de l'offensive soviétique.

Les Russes refusèrent, en pratique, d'aider les hommes de Bor, et gênèrent l'aide apportée par avions par les anglo-saxons. Finalement, le 3 octobre, Bor capitula devant la IX^e armée du général Lutwitz et le corps SS du SS gruppennführer Rheinefarth, avec 6 généraux, 942 officiers et 11.000 soldats.

Les Allemands rendaient aux Russes le service de les débarrasser de la fraction la plus active de la résistance polonaise. Celle-ci était, de plus, décapitée politiquement par l'arrestation et la condamnation de 16 dirigeants qui s'étaient rendus à Moscou en février 45 à la demande de Staline. Ce guet-apens liquidait le Comité d'Unité Nationale dont le chef, le Socialiste Pouzak, figurait parmi les dirigeants condamnés « pour collusion avec l'Allemagne (!) ».

Les pressions anglaises, en faveur d'un accord entre les Polonais de Londres et ceux de Lublin, la reconnaissance surprise par De Gaulle du pseudo-gouvernement de Lublin, l'impossibilité de résister longtemps à l'Armée Rouge, tous

ces facteurs entraînaient le leader paysan Mikolajczyk, vice-président du gouvernement polonais de Londres à conclure, en juin 45, un accord avec Lublin. Par cet accord, le parti paysan (S.L.) obtenait 1/3 des sièges au Conseil National (assemblée provisoire) et au gouvernement. Mais une grande majorité des chefs S.L. refusèrent l'accord, ainsi que les socialistes exilés, comme Zoulavsky. En échange de ces avantages, Mikolajczyk lança un appel aux résistants restés dans la clandestinité. L'A.K., en effet, avait refusé d'obéir aux ordres de Lublin et, sans attaquer les Russes et leurs alliés, conservait ses troupes dans l'asile des profondes forêts polonaises. Répondant à cet appel, 200.000 partisans acceptèrent de rentrer dans la vie civile et formèrent les cadres du parti S.L. Bien naturellement, ces anciens partisans étaient prêts à aider leurs camarades qui avaient refusé de se rallier au nouveau régime. Une importante fraction de l'A.K. s'opposa au compromis et engagea la lutte contre les formations armées gouvernementales.

Ces formations étaient assez disparates, manquant au départ d'homogénéité :

— Division Kosciuzko et armée de Libération du Comité de Lublin (dont le chef, le général Berling, disparut dans des circonstances suspectes, après avoir voulu aller au secours de Varsovie malgré les ordres soviétiques).

— Armaja Ludowa du général Rola-Zymiersky (ancien leader « fasciste » du temps de la dictature des colonels avant 1939).

— Formations para-militaires du P.P.R., issues de la Gardja Ludowa, dirigées par le général Mirajian Spychalsky.

— Police Politique (U.B.), dont le « Corps de Sécurité », disposant de chars, d'artillerie et même d'avions compte rapidement plus de 100.000 hommes.

L'ensemble de ces troupes fut placé sous la direction du général Szwierczyk, qui avait dirigé une armée polonaise dans l'offensive finale contre Berlin.

Face à la répression communiste s'organisait la résistance armée ; mais la résistance était extrêmement divisée, sur le plan politique comme sur le plan national.

Les Nationalistes Polonais.

Les N.S.Z. : dès la fin de l'occupation allemande, les N.S.Z. avaient entamé le combat contre le gouvernement

à majorité communiste. Leurs effectifs, jusqu'alors assez faibles (une dizaine de milliers d'hommes), s'étaient fortement gonflés du fait de leur attitude « activiste ». Poursuivant leur vieille action antisémite, les N.S.Z., profitant de la présence de très nombreux juifs dans les rangs communistes, déclencheront le pogrome le plus violent de l'après-guerre, à Kielce, en mai 1946. Disposant d'un bon réseau de soutien, les N.S.Z. allaient se montrer très active dans les régions cédées à l'U.R.S.S. en vertu du règlement du 16 août 1945, s'efforçant d'empêcher les déportations vers l'Ouest des populations ethniquement polonaises.

L'A.K. : scindée en plusieurs fractions, l'ancienne armée de l'intérieur reprit le combat, mais, souffrant de dissension, elle ne put arriver à atteindre le haut degré d'efficacité qu'elle avait eu face aux Allemands. Cependant, elle réussit à former d'importants maquis en Podolie, dans la région des lacs Mazurer et surtout dans les Karpathes.

Les Nationalistes Ukrainiens.

Les partisans de l'U.P.A. de Ruman Chukevich (alias Tarass Chuprynka), ancien chef du bataillon de volontaires Nachtigal, intégré dans la Wehrmacht, avaient mené pendant des années un combat à formes multiples, contre les Soviétiques, les Polonais de l'A.K., de l'A.L. et des N.S.Z. et contre les Allemands.

L'offensive générale déclenchée par les Russes sous la haute direction de Khrouchtchev, chargé de la résoviétisation de l'Ukraine, amena un repli des forces de l'U.P.A. qui s'installèrent en majorité dans les Karpathes, à l'intersection des frontières nouvelles de la Pologne, de l'U.R.S.S. et de la Tchécoslovaquie.

Malgré l'alignement de la Tchécoslovaquie et de la Pologne sur l'U.R.S.S., il était loisible ceux des hommes de l'U.P.A. (qui, selon Roland Gaucher, dans son excellent livre « L'opposition en U.R.S.S. », aurait compté 150.000 hommes, dont plusieurs dizaines de milliers de partisans armés) de changer le pays, selon la gravité des offensives dirigées contre eux. Parallèlement aux tentatives des nationalistes polonais d'interdire la déportation des populations sœurs vers l'Ouest, vers la nouvelle Pologne des « Terres Recouvrées » (Silésie, Poméranie, Prusse Orientale du Sud), les combattants de l'U.P.A. protégeaient les

groupes ukrainiens encore situés dans la nouvelle Pologne et qui devaient être transférés en U.R.S.S. Comme l'a bien montré Roland Gaucher, à mesure que ces populations ukrainiennes étaient expédiées vers l'Est, malgré la résistance de l'U.P.A., celle-ci perdait son support humain, qui lui permettait seul la poursuite de son combat. Il en était de même pour les résistants polonais, malgré des tentatives d'implantation dans les « *Terres Recouvrées* ».

Polonais anticommunistes et nationalistes de l'U.P.A. s'étaient durement combattus durant la II^e Guerre Mondiale. Mais les nécessités de la lutte allaient amener un changement, et sinon une véritable alliance, au moins une tolérance entre les divers mouvements. Cette alliance « de facto » est transformée en alliance « de jure » dans un but polémique, dans le film communiste polonais, improprement traduit par « *Mort aux SS* » et qui prétend montrer « objectivement » la lutte des communistes polonais contre l'A.K., les N.S.Z. et l'U.P.A.

De 1945 à 1947, les partisans, qu'ils fussent Polonais ou Ukrainiens, enregistrèrent de nombreux succès. Non seulement, ils parvinrent à accrocher très durement les forces de sécurité des 3 pays où s'exerçaient leurs activités, mais ils édifièrent de puissants réseaux de soutien. Les N.S.Z., par exemple, disposèrent de tout un réseau de terrorisme urbain très efficace, dont une image assez exacte est donnée par le célèbre film de Wajda « *Cendres et Diamants* ».

La lutte allait être menée avec une implacable férocité, de part et d'autre. Selon des chiffres de provenance communiste, qui paraissent sérieux, 30.000 membres du P.P.R. seraient tombés au combat ou auraient été abattus par des terroristes nationalistes. Au moins autant de membres de l'armée et de l'U.B. auraient été victimes de la lutte contre les partisans. Quant à ceux-ci, leurs pertes furent lourdes et une répression sans merci s'abattit sur leurs soutiens.

Le parti S.L. fut, évidemment, la première victime de cette répression. Mickolajczik n'avait accepté le compromis de juin 1945 que parce qu'il était assuré du soutien d'une grande partie de la population, tout spécialement des paysans et du clergé, à l'énorme influence. Il comptait donc que des élections, promises pour une date rapprochée, lui donneraient une majorité parlementaire et la possibilité d'éliminer les communistes du pouvoir.

Ceux-ci, par contre, parfaitement au fait des sentiments de la majorité du peuple polonais à leur égard, étaient bien décidés à remettre au plus tard possible les élections promises. Pendant ce délai de grâce, la majorité communiste du gouvernement de Front National, ayant à sa disposition les forces armées et la police, entreprit, sous le couvert de « la lutte contre le terrorisme », le démantèlement du S.L. Par des méthodes de terreur, des arrestations massives, les autorités communistes n'eurent guère de difficultés à rendre quasi impossible le fonctionnement du principal parti d'opposition. Fidèles à une méthode éprouvée, elles soutenaient les dissidences fantoches de S.L. « collaborationniste » et de P.P.S. « de gauche », qui désorientaient l'électeur moyen.

En janvier 1947, les élections, soigneusement préparées, virent la victoire complète de la coalition gouvernementale (« S.L. de gauche », « P.P.S. de gauche » et P.P.R.) sur le S.L. et le P.P.S. Peu après le S.L. était interdit, Mikolajczik s'enfuyait à l'ouest ; l'ancien secrétaire général du P.P.S., Kazimir Puzak était jeté en prison. L'action de « sous-marins » communistes notoires au sein du P.P.S., comme Cyrankiewiz, Pusinek, Kurilovicz et l'accord des P.P.S. « gauchistes » Lange, Hochfeld, Jablonski et surtout Osubka-Morawski amenaient la fusion, imposée de force aux masses socialistes, du P.P.R., du P.P.S. de gauche et du P.P.S. Ainsi se formait le Parti Ouvrier polonais (Unifié), chef incontesté de la Pologne. Cette fusion fut réalisée le 15 décembre 1948.

Les partisans restaient le seul espoir des anticomunistes polonais. Mais leur situation s'était considérablement aggravée, du fait de l'unification des troupes qui leur faisaient face, et qui avaient été placées sous les ordres d'un Etat-Major spécial soviétique, dirigé par le Maréchal Rokossovsky. En 1947, pourtant, l'U.P.A. obtenait un grand succès en tuant dans une embuscade le général Szewierczky, grand maître de la répression pour la Pologne. Mais à l'été de l'année 47, le gouvernement de Varsovie concentra onze divisions de l'armée régulière et de nombreuses forces policières contre les partisans des Karpathes. Les bandes de l'U.P.A. furent plus particulièrement visées ; leur territoire fut pris en tenaille par une dizaine de divisions soviétiques, tandis que des divisions tchèques bouclaient la frontière slovaque. L'Etat-Major de l'U.P.A. décida alors d'entreprendre une vaste

opération de diversion afin de desserrer l'étau qui enserrait les territoires libérés.

A la fin du mois d'août, une forte colonne de l'U.P.A. (une douzaine de milliers d'hommes, scindés en de nombreux petits groupes de combat) traversa la Slovaquie, en écrasant la 3^e division tchèque, puis, se fractionnant au maximum, de nombreux partisans atteignirent, en passant par la Moravie, la zone américaine d'Autriche, tandis que d'autres groupes parvenaient en Bavière. Ce raid, d'une folle audace, avait été facilité par des complicités importantes au sein du gouvernement slovaque (1).

Mais la réussite du raid ne relâcha pas la pression communiste. L'U.P.A. « éclata » en multiples petits groupes de combat pour tenter d'échapper à l'anéantissement. Les déportations vers la Sibérie des populations ukrainiennes de Pologne et d'une partie des régions occupées par l'U.R.S.S. asphyxiaient progressivement les maquis de l'U.P.A.

C'est à ce moment que des agents du M.I.5. britannique prirent langue avec les nationalistes de l'U.P.A., dans le cadre de ce début de « Guerre Froide », qui était le seul espoir des partisans.

De l'argent et quelques armes furent le fruit de cette collaboration, trop tardive pour être efficace et sur laquelle les « Mémoires » de l'espion rouge Philby apportent quelque lumière.

Tandis que les rouges parvenaient à réduire considérablement les forces de l'U.P.A., les maquis polonais étaient les uns après les autres découverts et anéantis. La disparition du parti S.L. les privait de leur principale source de recrutement et d'aide et la répression ne cessait de marquer des points. L'Armaja Krajowa fut la première à être à peu près détruite, surtout après l'écrasement de ses maquis les plus solides, dans les Karpathes (août-décembre 1947). Les réseaux terroristes des N.S.Z. résistèrent mieux, mais les partisans, privés du support populaire par les déportations massives, encerclés et affamés, furent durement atteints par les opérations de 1948.

(1) Pour l'aspect « tchèque » de l'affaire des « Bandero-vitsi » (Ukrainiens de Stepan Bandera), voir le chapitre « Le Vrai Coup de Prague », où sont explicitées les implications de l'affaire avec le coup de force du P.C. tchèque.



Au début de 1949, les groupes de partisans ne formaient plus que des îlots d'irréductibles. Mais ces irréductibles, combattant avec un héroïsme extraordinaire, infligeaient encore de furieux coups aux autorités communistes.

L'anéantissement de toute déviation politique au sein du P.O.P., par l'arrestation d'Osubka-Morawski et d'autres anciens P.P.S. gauchistes permit aux autorités communistes d'améliorer leur emprise sur la population. Surtout, l'année 1949 vit le contrôle absolu de l'U.R.S.S. sur la Pologne. En novembre 1949, en pleine crise titiste, le maréchal Rokossousky fut nommé ministre de la Défense et chef des forces armées polonaises. Ainsi, un maréchal russe (d'origine polonaise, il est vrai) devenait le chef de l'armée polonaise. Il s'entourait aussitôt d'un groupe d'officiers russes, chargés de la réorganisation et de l'« orientation » des troupes polonaises : les généraux Turkiel, Suchou, Barinov, Matvievski, Kossikov, Russinski. Selon une formule à l'honneur dans les autres Démocraties Populaires, les leviers de commande de l'armée furent confiés à des Polonais « russifiés » : le général Korczyc — né en U.R.S.S. — fut nommé chef d'état-major de l'armée ; le général de brigade Kaganovicz, juif ancien officier de l'Armée Rouge, devient chef d'E.-M. de l'aviation ; l'Amiral Cherkov, lui aussi ancien de l'Armée Rouge, devint le chef de la marine.

« Epurée » de ses éléments nationaux ou « communistes-nationaux », l'armée polonaise le lança avec une nouvelle vigueur à l'assaut des bandes de partisans nationalistes. L'offensive porta surtout sur les nationalistes polonais, l'U.P.A. ayant « glissé » en territoire soviétique depuis 1948. Bombardées par l'aviation, isolées dans des régions dévastées, les bandes furent détruites les unes après les autres. Des groupes isolés subsistèrent cependant, certains dans les régions de l'Ouest (autour de Poznan) et dans le massif montagneux de la Lysa Gora. Mais ces îlots eux-mêmes n'eurent qu'une durée de vie très limitée.

Il n'est cependant pas certain que l'anéantissement des bandes de partisans fut général. Certains indices semblent prouver que dans la région de Poznan, malgré les communiqués de victoire du gouvernement, des

groupes d'action subsistèrent, au moins jusqu'aux émeutes de juin 1956. En effet, le journal du P.P.R. « Trybuna Ludu » annonçait triomphalement en octobre 1950 que les « derniers terroristes fascistes » avaient été liquidés dans la région de Poznan. Une suite éparsée de nouvelles (mystérieux assassinats d'officiers de l'U.B., incendies de fermes collectives, etc.) montrait une agitation latente dans le secteur jusqu'en juin 1956. Au moment des émeutes, la presse communiste, pour déconsidérer les manifestants, annonçait qu'« un groupe de fascistes armés venus des forêts » avait attaqué le siège de l'U.B. de la ville. La présence d'éléments armés dans la manifestation ayant été notée par presque tous les observateurs de bonne foi (commerçants étrangers venus à la Foire de Poznan surtout), il est clair que nous sommes là en présence des « derniers terroristes fascistes » (très probablement rescapés des maquis des N.S.Z., actifs en Poznanie avant 1950), qui auraient réussi l'exploit de résister à des années de féroce répression de la part des autorités communistes. Profitant du relâchement du régime, lors de « l'Octobre Polonais » de 1956, les anciens des N.S.Z., revinrent à la vie civile. D'après certains témoignages, des réseaux se seraient reformés, et les N.S.Z. s'efforceraient de canaliser à leur profit l'intense agitation antisémite et antisioniste de ces mois derniers.

L'efficacité « totale » de la répression entraînait vers la fin de 1950 la renonciation à la lutte armée, au moins sur une grande envergure. Mais la résistance au bolchevisme se poursuivait en Pologne totalement « russifiée ».

Comme toujours en Pologne, l'Eglise Catholique devint le bastion de la résistance à l'occupant étranger et à ses valets.

Pourtant, l'origine, des points d'accord existaient entre les autorités et l'épiscopat. L'active participation du clergé à la résistance antiallemande (3.000 prêtres, soit 25 % de l'effectif total, avaient disparu du fait de la guerre) et son accord actif à la polonisation des « Terres Recouvrées » rendaient relativement intouchables le clergé, au moins dans un premier temps.

Mais les tentatives du P.O.P. pour mettre au pas le clergé, et les sympathies de celui-ci pour les partisans nationalistes allaient vite changer le tableau.

L'accord d'avril 1950, établissant un modus-vivendi entre le gouvernement communiste et l'Eglise, fut rompu par

le ré
tre l

Co

«
l'adm
valai
man
fianc
res p
lique
l'auto
collèg

Cet
entre
cardin
pour
l'épisc
pour
gressi
Ijutro
(de P
rappo

Inq
girent
l'oppo

Au
par la
nomb
natio
oppos
trait
Le po
polon
prison

La
asez
tateur
transi
tème
pour
réserv
de la

le régime, furieux des réticences du Vatican à reconnaître le « caractère polonais des Terres Recouvrées ».

Comme le note François Fejto :

« Déclarant que « le maintien du statut provisoire de l'administration ecclésiastique dans ces régions équivalait à l'approbation de prétentions révisionnistes allemandes et était comme l'expression d'un manque de confiance dans le caractère durable des nouvelles frontières polonaises », il supprima les administrateurs apostoliques temporaires et les vicaires généraux et transféra l'autorité ecclésiastique dans les diocèses occidentaux aux collègues capitulaires ».

Cette mesure semblant destinée à provoquer un schisme entre l'Eglise Catholique et les chrétiens polonais, le cardinal Wyszinsky se rendit en avril 1951 à Rome pour essayer de rétablir l'accord entre le Vatican et l'épiscopat polonais. L'Eglise sembla alors prendre parti pour le régime mais les activités des « Catholiques Progressistes », groupés autour de l'hebdomadaire « *Dzis Ijutro* » (aujourd'hui et demain) et du mouvement Pax (de Boleslav Piasecki) allaient contribuer à durcir les rapports entre l'église et le P.O.P.

Inquiets du noyautage communiste, les évêques réagirent et devinrent *nolentes volentes* les symboles de l'opposition au régime.

Au même moment, la collectivisation de l'agriculture, par la violente opposition qu'elle soulevait, accroissait le nombre des mécontents. L'épuration des « communistes-nationaux » tendance Gomulka-Spychalsky, qui s'étaient opposés à la brutalité de la mise au pas des paysans montrait que le régime était décidé à briser toute résistance. Le poids de la répression s'abattit alors sur l'épiscopat polonais dont le chef, le cardinal Wyszinsky fut jeté en prison pour « complot contre la République Populaire ».

La résistance paysanne à la collectivisation inquiétait assez les dirigeants polonais, pour qu'Hilary Minc, « dictateur de l'économie » souligne, le 9 août 1951 : « La transition du système individuel de l'agriculture au système collectiviste est un processus de longue haleine qui a pour condition préalable la constitution par l'Etat de réserves importantes de moyens matériels, l'augmentation de la production industrielle et surtout... l'accroissement

des forces financières du pays, la modification de la psychologie paysanne, l'adoption volontaire par la paysannerie de la voie nouvelle, l'accroissement du nombre des cadres des futures coopératives et enfin le renforcement des coopératives déjà existantes ».

Cet aveu des difficultés à surmonter nécessitait l'emploi de méthodes « adéquates » pour briser la résistance paysanne. L'écrasement de l'Eglise par l'arrestation de nombreux évêques, le système de délations et d'espionnage mis en honneur par les membres de Pax, le noyautage des cercles diocésains par des agents de l'U.B., tout cela ne mit pas fin pour autant à la résistance larvée du peuple polonais.

Le dur joug du stalinisme était cependant trop fort pour que la résistance pût se marquer ouvertement. En outre, le maréchal Rokossovsky, vrai chef de la Pologne, avait reçu le droit de déporter massivement les populations en cas d'opposition. Appuyé par une formidable armature policière (U.B. : 200.000 hommes du « Corps de sécurité »), militaire (450.000 hommes de l'armée polonaise et dix divisions soviétiques), et para-militaire (800.000 hommes et femmes de « *Au Service de la Pologne* »), le régime, ayant anéanti l'opposition, et réalisé la collectivisation au moins partielle de l'agriculture, paraissait assuré de sa survie, lorsque Staline mourut. Les suites de la déstalinisation allaient complètement transformer ce tableau.

Le désaveu de Staline touchait les chefs polonais, comme les autres chefs satellites, eux qui avaient été les fidèles valets du tyran disparu. Dans le cadre de cette déstalinisation, des mesures de libéralisme étaient prises et ne faisaient qu'accroître le mécontentement, du fait de leur insuffisance. En Pologne le groupe Ochab-Bierut-Cyrankiewicz-Minc était très divisé, Ochab et Cyrankiewicz étant très hostiles à Bierut. Il allait donc se montrer incapable de faire face à la montée de l'opposition du peuple polonais contre les dirigeants. Les émeutes de Poznan, la crise dans le Parti Ouvrier Polonais, la tension dans l'armée face aux supérieurs soviétiques, et, pour tout dire, l'intense vague de nationalisme antirusse allaient conduire le Parti Ouvrier Polonais à accomplir un coup de force contre la direction du parti, ou plutôt contre la fraction la plus « stalinienne » de cette direction, amenant Gomułka au pouvoir.

LA

Au
coslo

Dan

ci et

éléme

chère

cités

des

« col

par l

Vlass

devar

halek

Forei

« L

Dans

étaien

terna

du K

lovaq

Les

Comit

les fa

masse

vie.

Les

coup

III

LA TCHECOSLOVAQUIE : LE COUP DE PRAGUE

Au moment de l'effondrement du III^e Reich, la Tchécoslovaquie était une proie facile pour les communistes.

Dans un effort désespéré pour prendre de vitesse ceux-ci et empêcher l'entrée de l'Armée Rouge à Prague, les éléments « bourgeois » de la résistance tchèque déclenchèrent un soulèvement. Marqué par d'effroyables atrocités (blessés Waffen SS brûlés vifs, élèves allemands des écoles massacrés à la mitrailleuse, fonctionnaires « collaborateurs » noyés vivants), le soulèvement, aidé par la trahison de la 1^{re} Division de la R.O.A. (Armée Vlassov), ne put empêcher l'entrée des Russes à Prague, devant l'abstention américaine. Comme l'écrivit Ivo Duhaček, membre du Parti Populiste (catholique) dans *Foreign Affairs* en avril 1950 :

« La force de l'Armée Rouge se faisait sentir partout. Dans un pays désorganisé et confus, les communistes étaient la seule force organisée... Seules la situation internationale et les exigences de la politique étrangère du Kremlin avaient déterminé les communistes tchécoslovaques à ajourner leur prise de pouvoir dans ce pays ».

Les communistes contrôlaient alors presque tous les Comités Nationaux de Libération, la police et la milice, les fameuses « Garder Swoboda », qui massacraient en masse les Allemands des Sudètes, de Prague et de Moravie.

Les communistes tchèques étaient numériquement beaucoup plus forts que leurs collègues de l'Europe Danu-

bienne et ils allaient obtenir aux premières élections de l'après-guerre, à peu près libres, 43 % des voix en Bohême-Moravie (et 37 % dans l'ensemble du pays).

En Slovaquie, la tendance pro-russe était encore plus marquée ; le Conseil National, issu de l'insurrection d'août 44 (brisée par les Allemands et les Hongrois), était formé par les Socialistes qui fusionnaient aussitôt avec les Communistes et par les agrariens antifascistes qui formèrent le parti démocrate.

En Slovaquie, la tendance était d'autant plus pro-russe qu'elle était un moyen de marquer des sentiments anti-tchèques toujours aussi vivaces que du temps de la Slovaquie indépendante de Mgr Tiso. Mais l'U.R.S.S. mit le holà à toutes ces tendances et imposa la constitution à Kosice le 27 mars 45 d'un gouvernement de coalition présidé par le social-démocrate Fierlinger, de tendance pro-communiste (c'était même très probablement un « sous-marin » du P.C. tchèque). Les communistes détenaient 8 portefeuilles sur 25 (dont le plus important, celui de l'intérieur, dont le ministre était Nosek, l'un des « durs » du parti). Klemen Gottwald, chef du P.C. tchèque, était vice-président. Les autres sièges appartenaient à deux sans-parti : Masaryk, ministre des Affaires Etrangères, et Swoboda, ministre de la défense (en réalité procommuniste) et aux représentants des partis : *Socialiste-National* (le parti de Benès) : les frères Stransky, Zenkl, Drtina, Krajina, Ripka ; *Social-Démocrate* : Majer, chef de l'aile droite, Lausman, chef de la tendance centriste ; *Démocrate Slovaque* Ursiny et Srobak ; *Populiste*.

Pendant de nombreux mois, les partis non-communistes collaborèrent loyalement avec le P.C., malgré leurs inquiétudes devant la mainmise de celui-ci sur la police et la police politique. Mais l'affrontement allait éclater lorsque le Kremlin exigea, le 9 juillet 1947, que la Tchécoslovaquie refusât l'aide du Plan Marshall, malgré l'accord unanime sur ce point du gouvernement de Prague. A une conférence secrète qui se tint à la fin juillet, à Karlory-Vary, les chefs du parti socialiste-national constatèrent que : « *Le danger n° 1, c'était désormais le communisme* » (Ripka : « *Le Coup de Prague* », p. 109).

Or une grave pénurie de vivres, causée par la sécheresse de l'été 1947 imposait un très sévère rationnement. Profitant du fait que le ministre de l'agriculture était un communiste, les partis « bourgeois » déclenchèrent

une
tence

In

les

milli

les

plein

plot

du m

des

que

vue

Les

avec

nistes

mach

taire

nistes

D'a

vaqui

tchèq

L'e

lente

auprè

raien

Conse

nistes

dent

qu'à

Parti

slovac

Carol

mes,

Slova

Des

l'U.P.

d'utili

nistes

agent

Le

perso

vaque

présic

Les

une violente campagne de propagande contre « l'incompétence communiste ».

Inquiets devant le retentissement de cette campagne, les communistes lancèrent l'idée d'une taxe « sur les millionnaires », refusée par les Socialistes-Nationaux et les Populistes et admise par certains socialistes. En pleine agitation, survint l'affaire d'un ténébreux complot contre des ministres non-communistes. L'enquête du ministre de la justice Dritna, Socialiste-National, l'un des plus fougueux adversaires des communistes, révéla que le P.C. entreposait des armes et des munitions en vue d'un futur coup d'état.

Les palinodies du parti social-démocrate, s'unissant avec le P.C. puis se déjugeant, soutenant les anticommunistes puis, apeuré, n'osant aller plus loin et faisant machine arrière, interdisaient toute solution parlementaire de la crise, ce que ne comprirent pas les anticommunistes des partis tchèques.

D'autres, plus réalistes, y pensaient pour eux en Slovaquie, et un complot anticommuniste (mais aussi anti-tchèque) était en voie de formation dans ce pays.

L'exécution de Mgr Tiso venait d'y provoquer une violente agitation car le prélat était resté très populaire auprès des masses paysannes catholiques, qui le considéraient comme le champion du nationalisme slovaque. Le Conseil des Commissaires slovaques, où les non-communistes avaient la majorité, venait de révoquer le président du tribunal qui l'avait condamné à mort. Il semble qu'à ce moment des contacts eussent été pris entre le Parti Démocrate et des chefs de l'ancien gouvernement slovaque en exil au Vatican : Ferdinand Durcansky et Carol Sidor. Les émissions de radio de ces deux hommes, émises depuis le Vatican, étaient très écoutées en Slovaquie.

Des accords furent passés avec les maquisards de l'U.P.A. et les nationalistes de l'A.K. polonaise, en vue d'utiliser leurs formations de choc contre les communistes. Mais ceux-ci étaient tenus au courant par leurs agents du complot.

Le 15 septembre, la police politique arrêta quatre-vingts personnes dont des fonctionnaires du gouvernement slovaque pour « tentative de complot visant à assassiner le président Benès et à renverser l'ordre établi ».

Les autorités policières arrêtaient ensuite plusieurs

députés du Parti Démocrate et des collaborateurs du Vice-Président du Conseil Slovaque, Ursiny, anticommuniste populaire et déterminé. Les communistes organisèrent alors, en liaison avec la C.G.T. tchécoslovaque et les organisations d'anciens résistants, contrôlées par eux, de violentes manifestations contre Ursiny.

Le 31 octobre, Ursiny fut contraint de donner sa démission et Husak, Président Communiste du Conseil slovaque demanda, sans l'obtenir, l'entrée au gouvernement de délégués de la C.G.T., de la Fédération des agriculteurs et des organisations de résistance, simples marionnettes du P.C. La majorité du Conseil l'ayant refusé, Husak démissionna et l'affaire fut traitée à Prague, devant le Front National.

Les communistes tchèques reprirent la tactique de leurs camarades slovaques et s'efforcèrent de faire participer aux consultations leurs satellites, mais sans succès, malgré un soutien assez réticent des sociaux-démocrates.

Le Congrès socialiste, des 13, 14, 15 et 16 novembre, vit la victoire de l'aile centriste de Lausman sur Fierlinger et un retour en force de l'aile droite de Majer. Finalement, un compromis amena la constitution d'un nouveau gouvernement slovaque où les Démocrates perdirent une grande partie de leur importance.

Le compromis mal taillé du Front National ne satisfait personne et il apparut bientôt que les communistes mettaient en place les mécanismes d'un putsch. Le général Swoboda, ministre de la Défense, était l'un des maillons les plus importants de la chaîne d'atouts des communistes. Grâce à lui, de larges fractions de l'armée, soigneusement noyauté et épurée, étaient favorables aux communistes. Quant à la police, l'activité vigilante de Roland Nosek, ministre de l'intérieur, avait permis au P.C. de contrôler une grande partie de celle-ci.

Désireux de frapper un grand coup, Nosek « démissionna » huit commissaires divisionnaires de la ville de Prague et les remplaça par des communistes avérés.

Drtna, ministre de la justice, s'y opposa avec violence, avec l'appui de la majorité du conseil des ministres. Le plan des Socialistes-Nationaux était simple : les ministres « bourgeois » (Socialistes, Nationaux, Populistes, Démocrates Slovaques) démissionneraient en entraînant avec eux les Sociaux-Démocrates et Jan Masaryk. Gottwald ainsi mis en minorité, devrait « liquider » Nosek.

Rip
niste
d'offi
l'arm
prépa
comr
de R
bouc
lent
Nati
la vi
Fa
avec
douz
dém
leur
qui
dém
d'ac
De
don
des
Le
acce
B
sait
l'op
soci
leur
E
dém
son
L
tati
de
de
nés
les
L
dém
ouv
Ma
env
tan

Ripka, qui craignait une action violente des communiste dans cette éventualité, prit langue avec un groupe d'officiers. Malgré les efforts de Swoboda, une partie de l'armée restait anticomuniste déterminée. Ces officiers préparent un plan d'action visant à neutraliser le putsch communiste prévisible. Mais les scrupules démocratiques de Ripka et Drtina empêchent les conversations de déboucher sur un plan concret et réaliste : les officiers veulent en effet prendre les devants mais les Socialistes-Nationaux refusent. Ils craignent, à juste titre sans doute, la violence des réactions russes devant une telle action.

Face à ces tergiversations, les communistes réagirent avec énergie et détermination. Alors que le 20 février, les douze ministres bourgeois démissionnaient, les sociaux-démocrates, fidèles à leur lâcheté ordinaire, trahissaient leur engagement et restaient ministres (y compris Majer, qui avait encouragé les ministres bourgeois à donner leur démission), le 21 les communistes formaient des comités d'action révolutionnaires.

Des milices ouvrières étaient créées, auxquelles la police donnait des armes. Partout ces formations s'emparaient des leviers de contrôle du pouvoir.

Le 22, les comités d'entreprise, noyautés par le P.C., acceptaient le principe de l'action révolutionnaire.

Benès, incapable de prendre une décision ferme, laissait faire. La police commençait à arrêter les chefs de l'opposition. Plus courageux que leurs chefs, les militants socialistes-nationaux et populistes défendaient bravement leurs journaux et leurs locaux contre les milices armées.

En Slovaquie, Husak « démissionnait » ses collègues démocrates. Moscou annonçait par la voix de la *Pravda* son soutien à la « Révolution Populaire » Tchèque.

Le 23, les Partis Nationaux organisaient une manifestation de 5 ou 6.000 étudiants devant le Hradjin (Palais) de Prague. Dès le début de la manifestation, des groupes de policiers et des membres des Milices Ouvrières, amenés en camions, ouvrirent le feu, dispersant rapidement les opposants.

Le 24, au moment où le comité exécutif du parti social-démocrate se réunissait, des communistes des milices ouvrières, renforcées par des policiers en civil (d'après Majer) et des partisans de Fierlinger (d'après Ripka), envahirent le siège du parti. Malgré une violente résistance du service d'ordre du parti, ils s'emparèrent des

locaux après trois heures de bagarre rangée. Le journal social-démocrate, « Pravo Lidu » (Libre Parole) fut occupé en même temps par des miliciens armés.

Le 25, terminant (au moins provisoirement, puisqu'il s'enfuit plus tard à l'Ouest), ses palinodies, Lausman, chef de l'aile centriste des Sociaux-Démocrates, accepta de soutenir Fierlinger et les communistes. Aussi, Benès accepta la démission, ce jour-là, des ministres bourgeois et la formation d'un nouveau gouvernement présidé par Gottwald. Le nouveau gouvernement comprenait 12 communistes, trois socialistes (Fierlinger, Lausman, Erban secrétaire de la C.G.T.), Swoboda, Masaryk, et 7 dissidents des partis populiste, socialiste-national et démocrate (dont le sinistre abbé Plojhar, futur grand épurateur de l'Eglise et des Ecrivains).

**

Une épuration complète suivit l'effondrement de l'opposition anticommuniste. L'ex-ministre de la justice Drtina tenta de se suicider au moment de son arrestation (il resterait en prison 12 ans). Dans l'armée 26 généraux et 430 officiers supérieurs furent mis à la retraite, une bonne partie d'entre eux arrêtés, en particulier ceux qui avaient envisagé un contre-putsch avec les Socialistes-Nationaux.

Le suicide, si controuvé à l'heure actuelle, de Jan Masaryk, puis la mort de Benès, après les triomphales élections du 30 mai, marquèrent l'avènement de l'Ordre Nouveau à Prague. Mais toute l'opposition n'était pas encore brisée.

L'Eglise Catholique s'opposa à la poignée de traîtres du Parti Populiste qui avaient collaboré avec le P.C. Elle défendit aux prêtres de faire partie de l'Action Catholique de l'ex-abbé Plojhar « suspens a divinis ».

En juin 1949, la crise devint nettement plus grave. De très violents troubles anticommunistes éclatèrent en Slovaquie, parmi des populations profondément catholiques. Ces troubles furent très durement réprimés, et le Primat, Mgr Béran fut interné dans son palais, puis transféré en octobre dans la prison de Pancerace et en janvier 1951, pour de longues années au château de Brezany près de Prague.

En janvier 1950, les prêtres durent prêter serment au nouveau régime.

En avril, plusieurs prêtres furent condamnés pour espionnage et, le 15 avril, tous les couvents furent saisis.

En août, l'évêque de Bratislava, Mgr Buzalka et en septembre Mgr Zela, archevêque auxiliaire d'Olomuc furent arrêtés.

En novembre, neuf haut dignitaires de l'Eglise furent condamnés pour haute trahison.

Un « Congrès des prêtres tchécoslovaques pour la paix », organisé par les autorités eut beau rassembler à Prague, en octobre 1951, la majorité du clergé, l'hostilité de celui-ci à l'égard du régime resta à peu près total.

Quant à l'armée, malgré Swoboda et les épurations, on ne peut pas dire que toute opposition y eût été totalement brisée. Le général Pika, l'un des organisateurs du contre-putsch socialiste-national, fut arrêté en mars 1948, condamné à mort en janvier 49 et exécuté en juin.

Au début de 49, un nouveau complot fut découvert et un groupe d'officiers dirigés par le général Kutlvasz et le lieutenant-colonel Hruska, furent jugés en juin 49 et exécutés (sauf Kutvlas qui mourut en prison). En avril 49, le chef de l'Etat-Major, le général Bocik-Ghodsky, ami de Swoboda, considéré comme trop faible face aux comploteurs, fut remplacé par le général Simon Drgac. En avril 1950, Swoboda fut destitué et remplacé par le gendre de Gottwald, Alexej Cepicka. Celui-ci destitua Drgac, et nomma un dur, ami de Slansky, Jaroslav Prochazka, à son poste. Celui-ci entreprit de mettre au pas les adversaires ou les tièdes de l'armée. Mais l'affaire Slansky provoqua de nouveaux changements ; Prochazka fut remplacé, en février 1952, par le général Kratochvil tandis qu'un ami de Cepicka, Vuclav Thor devenait chef de l'éducation politique de l'armée à la place de Bedrich Reicin, ami de Slansky.

Après ces multiples épurations, l'armée tchèque avait cessé de pouvoir représenter le moindre danger contre le pouvoir communiste. Malgré le mécontentement populaire, fort dans les campagnes du fait de la collectivisation et chez les ouvriers, touchés par l'élévation des normes, le gouvernement communiste semblait assuré contre tout risque.

Mais en janvier 1953, de violentes émeutes éclatèrent à Pilsen, dues au mécontentement ouvrier. De véritables combats de rue y éclatèrent, et il fallut l'intervention de

blindés pour mettre fin à la résistance. Des milliers d'arrestations et de déportations s'ensuivirent.

En Slovaquie, des groupes de partisans battaient la campagne dans les forêts de l'Est, mais sans parvenir à s'y implanter très solidement. La police et l'armée leur faisaient une chasse très active et les écrasaient les unes après les autres. Les craintes des dirigeants tchèques étaient telles que, seuls des satellites, ils offrirent l'aide de leur armée aux soviétiques, pour briser la révolte du peuple hongrois. Une intense et sourde agitation traversa les peuples tchèques et slovaques pendant la révolte de Budapest, mais la fin de la résistance hongroise découragea toute idée d'imitation. Sous la houlette de Novotny, successeur des Zapotocky et Gottwald, la Tchécoslovaquie parut s'endormir. Une catastrophe économique allait bien plus tard la réveiller.

Cependant cette atonie de la vie politique ne marquait pas un arrêt complet de toute lutte intérieure. Le président Novotny s'était fait beaucoup d'ennemis au sein du parti communiste par ses manières brutales et cassantes. Les actes de la police politique étaient aussi arbitraires qu'au pire temps de Staline. Surtout les tensions nationales entre Slovaques et Tchèques étaient aussi évidentes qu'auparavant, et la Slovaquie se plaignait, à bon droit, de n'être qu'une sorte de colonie sous-développée de la puissante Bohême-Moravie. Le rôle de « vache à lait » des pays sous-développés joué par Prague, pour le plus grand profit diplomatique de Moscou, donnait un regain d'influence aux tenants plus ou moins voilés d'un « cartiérisme » à la tchèque. L'inconvénient d'être la colonie industrialisée d'un empire ayant encore certaines tares du sous-développement était sensible dans l'accroissement de la production tchécoslovaque. Au sein du parti, les adversaires de Novotny avaient l'avantage de proposer des solutions à une crise endémique sur tous les plans, alors que l'équipe au pouvoir s'avérait incapable de sortir de l'ornière et se voyait donc chargée de la responsabilité des échecs successifs de l'économie tchèque. La crise était dans l'air, à Prague, dès l'année 1965.

IV

LA FIN DE LA LIBERTE ROUMAINE

La Roumanie avait été la plus fidèle alliée de l'Allemagne dans la croisade contre le Bolchevisme. Sous la direction du remarquable général Antonescu, « Conducatoroul » (chef) de la Grande Roumanie, 40 divisions roumaines se battirent bravement contre les Rouges, même après le désastre de Stalingrad, où furent englouties les 3^e et 4^e armées roumaines (22 divisions).

Cependant les Russes, avec des prisonniers soigneusement endoctrinés par la juive Anna Pauker, avaient formé, après Stalingrad, une armée roumaine de Libération, comprenant deux divisions, Tudor Vladimirescu et Horia-Kliska-Krisan. Le minuscule P.C. roumain avait entamé dès l'été 43 des conversations avec l'opposition « démocratique » mais sans résultat. Ils réussirent cependant à créer un pseudo-Front Patriotique avec un intrigant notoire, ancien ministre « fasciste », Grozea et quelques agrariens et libéraux exclus de leur parti.

Pendant ce temps, tandis que l'Armée Rouge se ruait vers la Roumanie, Maniu, chef du parti agrarien envoyait des émissaires aux Anglais mais ceux-ci ne voulaient pas accepter la capitulation roumaine.

Devant le succès russe, Maniu (agrarien), Bratianu (libéral) et le jeune roi Michel, aidé des chefs militaires, se mirent d'accord avec le Front Patriotique.

Le 23 août 1944, le roi fit arrêter Antonescu et annonça par radio l'ordre de cessez-le-feu face aux Soviétiques.

Un nouveau gouvernement : Général Sanatescu, Bratianu, Maniu, Petrescu (socialiste), Patrascanu (communiste), déclara la guerre aux Allemands qui tentaient de prendre Bucarest avec des unités improvisées.

Dans « une atmosphère de fin du monde », comme l'écrit le progressiste Fejto, l'Armée Rouge envahit la Roumanie, déporta des milliers d'Allemands (volksdeutsche) et de Hongrois (szeklers), pilla et massacra.

Quelques Roumains refusèrent la défaite, le colonel Gheorge, promu SS brigadeführer créa 2 régiments de volontaires SS roumains tandis qu'Horia Simia, chef de la *Garde de Fer* (interné à Buchenwald depuis le putsch manqué de janvier 41 contre Antonescu) formait un gouvernement de la Roumanie Libre, qui siégea à Vienne.

Les communistes roumains, déconsidérés par les excès de l'Armée Rouge, n'étaient qu'une poignée (le P.C. durant la guerre comptait moins de 2.000 militants). Mais le 23 août, des armes avaient été distribuées aux ouvriers de Bucarest et les communistes entreprirent de prendre la direction de cette milice ouvrière, l'*Apararea Patriotica*.

Sanatescu, accusé de protéger « les fascistes », dut démissionner et fut remplacé par un général « plus à gauche », Radescu. Mais celui-ci s'avéra aussitôt un anticommuniste tout à fait déterminé.

Quand les chefs « moscovites » du P.C. revinrent de Moscou (Anna Pauker et Gheorghiu-Dej), une violente campagne se déclencha aussitôt contre Radescu (7 janvier 45).

Le 24 février, de grandes manifestations furent organisées dans toute la Roumanie contre Radescu. Des heurts sanglants eurent lieu entre l'armée et la milice ouvrière armée.

Radescu réagit par un violent discours contre les chefs communistes (« ces étrangers sans Dieu ni Patrie », ces « horribles hyènes ») et parut décidé à écraser le P.C. Les Russes intervinrent aussitôt pour soutenir leurs protégés.

Le 27 février, Vichinsky vint sommer le roi de renvoyer Radescu, tandis que des divisions russes désarmaient les unités roumaines de la capitale.

Le roi Michel essaya de se faire soutenir par les Anglo-Saxons mais sans grand résultat. Menacé d'une attaque russe, il céda et le 28 Radescu démissionna et se réfugia à la mission militaire britannique.

Le 6 mars, eut lieu la création d'un gouvernement de Front National Démocratique dirigé par Grozea (chef du fantomatique Front des Laboureurs), comprenant 3 communistes, outre Tatarescu, expogromiste notoire, un obligé de Grozea et un valet de ferme de celui-ci !

*
**

Après la Conférence de Potsdam, le roi Michel refusa de continuer l'action du gouvernement Grozea, alors lancé dans une épuration complète de l'armée (10.000 officiers chassés de l'armée) et se retira à Sinaia, sa résidence, en refusant de signer les décrets.

Sous les pressions anglo-américaines, un élargissement du gouvernement Grozea eut lieu au début de 1946, par la nomination d'un représentant libéral (Romniceanu) et d'un membre du parti paysan (Hatsieganu), ce qui amena la reconnaissance du gouvernement par les U.S.A. et la Grande-Bretagne, le 4 février 1946.

La campagne électorale fut marquée par une pression extraordinaire du P.C., des incidents sanglants et une atmosphère de terreur. Le 18 novembre, après des trucages éhontés, le bloc gouvernemental obtint 72 % des voix. Le 21, Hatsieganu et Romniceanu démissionnèrent pour protester contre les trucages électoraux.

Le parti paysan, écrasé par sa défaite électorale, commença à prêter l'oreille aux propositions de partisans nationalistes actifs dans les montagnes de Transylvanie.

Ces partisans étaient, en général, des membres de la Garde de Fer, furieux des pillages et de l'oppression russe dans leur pays. Ces bandes étaient encadrées par des officiers chassés de l'armée par le gouvernement Grozea.

Des partisans réussirent même à monter des opérations contre certaines villes de Transylvanie, mais les autorités, appuyées par l'Armée Rouge, purent mettre en ligne des forces nombreuses contre les résistants nationalistes.

A la fin de 1947, parallèlement à l'interdiction du parti de Maniu et son arrestation (15 août 1947), un officier communiste Emil Boonaras fut nommé ministre de la Défense, un ancien mécanicien, Leonte Salageanu, chef de l'Etat-Major et un autre mécanicien, Dumitro Petreso, chef de l'éducation politique. Ces hommes étaient chargés de la liquidation totale des partisans nationalistes. En réalité, des officiers russes dirigeaient toutes les opérations, l'armée roumaine n'étant qu'une simple excroissance de l'Armée Rouge.

La résistance nationaliste fut brisée à peu près totalement au cours de l'année 1948. Elle n'avait été que peu soutenue par l'Eglise Orthodoxe, dont le chef, le métropolitain Justinian, était prêt à collaborer avec le régime communiste.

*
**

La collectivisation allait redonner un coup de fouet à l'opposition au communisme. La violence du P.C. contre les Kiaborus (équivalent des Koulaks russes) déclencha une vague de résistance de la part de la paysannerie roumaine. De nombreux assassinats de policiers eurent lieu, des incendies de récoltes. Le journal du parti, *Scanteia*, publia le 18 septembre 1951, une décision du Comité Central du Parti ouvrier (issu de la fusion socialo-communiste) dénonça les erreurs de la répression ; en juin 1952, la liquidation du groupe Luca-Gheorgescu-Pauker montra que les difficultés de la collectivisation divisaient le parti. En juin 1952, le parti prétendit revenir à la collectivisation « volontaire ».

La crise de 1956 fut ressentie en Roumanie, surtout par l'agitation nationaliste qui éclata parmi les Szeklers (Hongrois de Roumanie) désireux de suivre l'exemple de leurs frères de race. Des unités de l'armée roumaine durent réprimer les manifestations à Cluj et Sibin. L'agitation persista pendant plusieurs mois, mais fut finalement écrasée par de nombreuses déportations.

Habilement, les chefs communistes allaient ensuite jouer la carte nationaliste et commencer à prendre leurs distances d'avec Moscou. Cette attitude était pourtant un paradoxe dans le cas d'un parti qui, plus que tout autre parti communiste, avait été une création artificielle de l'étranger et

dont la présence au pouvoir était une insulte au nationalisme roumain. Un parti, qui, lors de l'élimination et de l'exécution de Patrascanu, si hostile aux Hongrois, avait démontré le peu de soucis qu'il se faisait des aspirations nationales du peuple roumain.

Le paradoxe de l'histoire est que cette incroyable opération ait été un succès, au moins provisoirement. Il est vrai que les Roumains n'avaient pas d'autre choix que de soutenir leurs dirigeants dans la « Voie Roumaine vers le socialisme ». Toute autre attitude aurait pu amener une intervention militaire russe et un nouvel asservissement pour la Roumanie. Il importait donc peu, finalement, que les propagandistes d'une Roumanie, indépendante de Moscou, fussent les militants du parti créé de toutes pièces par les Russes. L'important était que ce parti débarrasse les Roumains des constantes ingérences de l'U.R.S.S. dans leurs affaires. Dans cette action, Gheorghiu-Dej pouvait compter sur la quasi-totalité du peuple et ce soutien ne lui fit jamais défaut.

V

L'ASSERVISSEMENT BULGARE

La Bulgarie, bien qu'alliée du III^e Reich, n'avait pas déclaré la guerre à l'U.R.S.S. du fait de la russophilie d'une bonne partie de la population.

Les communistes bulgares, actifs et nombreux, purent constituer avec de vrais représentants (fait extraordinaire en Europe Orientale !) du Parti Agrarien, des socialistes et du groupe national de gauche Zveno, un Front Patriotique, qui, renforcé par des agents parachutés par les avions russes, se montra très actif en 1944, montant même un certain nombre de petits maquis.

La défection de la Roumanie amena la Bulgarie à essayer de traiter avec les Anglo-Saxons, là aussi sans succès. Le 5 septembre, l'U.R.S.S. déclara la guerre à la Bulgarie. Terrorisé, le nouveau chef du gouvernement bulgare, Mouraviev, déclara la guerre à l'Allemagne, mais, le 8, les troupes russes franchirent la frontière et entrèrent en Bulgarie. Le 9, un coup d'état du Front Patriotique, soutenu par des manifestations mit fin au régime Mouraviev.

Le nouveau gouvernement était dirigé par des nationalistes de gauche, colonels Kimon Gueorguiev et Velcheu, populaires dans le pays. Une sauvage répression, très balkanique, s'abattit sur les membres du régime renversé ; les régents, et des milliers de personnes accusées de « fascisme », furent fusillés en public au milieu d'un grand concours de population.

Là aussi, comme en Roumanie, les Allemands soutinrent la constitution d'un gouvernement de la Bulgarie Libre, dirigé par le général Tsawkov, ancien attaché militaire à Berlin, qui leva un régiment de volontaires SS bulgares.

Malgré le caractère assez modéré du nouveau gouvernement, une lutte sauvage se livra entre les communistes et les agrariens dans les campagnes. Le chef des agrariens G. M. Dimitrov dut s'exiler et fut remplacé par Petkov, moins anticommuniste.

Aux élections du 27 octobre 1946, les méthodes très « spéciales » du P.C. bulgare, lui assurèrent un grand succès.

La campagne fut menée avec une brutalité inouïe : 24 agents électoraux du parti agrarien furent assassinés. Les élections donnèrent 78 % des voix au Front Patriotique (dont 55 % aux communistes) contre 22 % à l'opposition.

Le nouveau gouvernement, dirigé par George Dimitrov, revenu de Moscou, entreprit de se débarrasser de ses anciens alliés nationalistes de gauche. Déjà, une bonne partie de l'opposition « potentielle » avait été liquidée.

En 1945, cent trente et un Tribunaux Populaires avaient prononcé 10.897 condamnations (dont plus de 2.000 à mort). Plus de 10.000 personnes, au moins, auraient été assassinées sans procès.

Cependant, malgré la terreur policière, des opposants plus actifs prirent les armes contre le Front Patriotique. Des bandes de partisans, aidées par des paysans, agitèrent quelque temps les montagnes du Rhodope, mais leur activité fut peu efficace.

Les partis d'opposition, terrorisés par l'action policière, furent bientôt décapités : le socialiste Pastouhov fut condamné à 5 ans de prison. L'agrarien Petkov, arrêté en juin 1947, fut condamné à mort et pendu, marquant ainsi la fin de l'opposition parlementaire.

L'armée fut définitivement mise au pas, en 1949, par la nomination de trois généraux ayant servi dans l'Armée Rouge : le ministre de la Défense Pantchevsky, le chef d'Etat-Major Grekov et le vice-président du Conseil, chargé des questions militaires, Michailov.

L'Eglise Orthodoxe ne montra, quant à elle, aucune propension à une résistance quelconque contre l'Ordre Nou-

veau. Après la démission de l'Exarque Stephan en 1948, l'Exarque Païssa, son successeur, se montra partisan d'un large accord avec les communistes. Il accepta même la création d'un syndicat de prêtres, dirigé par Bogdanov, largement soutenu matériellement par les autorités.

Les paysans allaient donner plus de fil à retordre aux communistes bulgares. Ceux-ci s'étaient lancés rapidement dans une politique de collectivisation à outrance. Par une vague de terreur, et après une violente épuration du Front de la Patrie, les chefs communistes s'efforcèrent de vaincre la résistance paysanne. Le 1^{er} novembre 1950, 43,6 % de la superficie cultivable était déjà collectivisée. Les chefs de la collectivisation, Tchernokolov, ministre de l'agriculture, son adjoint Vlkov et le directeur des fermes coopératives, ayant été trop loin dans la voie de la violence furent sanctionnés. Tchernokolov, ayant recommencé les excès et les abus, fut, devant le mécontentement populaire, écarté du cabinet comme « ennemi de la collectivisation » (*sic*) le 23 juin 1951 puis arrêté.

Au cours de l'été 1951, les actes de sabotage, d'incendies volontaires et d'abattages clandestins du bétail se multiplièrent, amenant un nouveau durcissement du régime.

Peu à peu cependant, la résistance fut brisée et en Bulgarie ne fut plus agitée que par les querelles intestines du P.C. bulgare. L'activité de l'aile « nationale » du P.C. bulgare, groupée autour de Kostov, l'ancien chef de la résistance intérieure, montra qu'une large fraction des bulgares, même communistes, étaient opposés au contrôle de l'U.R.S.S. sur leur pays. Kostov s'opposa ainsi aux ingérences soviétiques dans les affaires économiques de la Bulgarie. Cet accès d'indépendance lui valut d'être condamné à mort et exécuté, ainsi que de nombreux membres de son groupe. Mais une certaine tension subsista, malgré tout, au sein du Parti et une féroce épuration s'ensuivit, qui brisa les reins à l'opposition nationale. L'alignement de la Bulgarie sur l'U.R.S.S. devint dès lors quasi total, tandis que les Russes en profitaient pour poursuivre, par le biais des sociétés mixtes russo-bulgares, la colonisation économique de la Bulgarie.

VI

L'ALLEMAGNE DE L'EST OU LA RESISTANCE IMPOSSIBLE

Il est très difficile de parler, avant 1953, d'une véritable résistance au Bolchevisme, en Allemagne de l'Est et cela pour deux raisons :

1) L'épouvantable bain de sang de l'invasion russe avait complètement détruit toute volonté de lutte chez les Allemands, qui ne pouvaient plus penser qu'à essayer de survivre.

2) La possibilité, pour les opposants au régime, de passer sans trop de difficultés, à l'Ouest, dans le pays d'une très large proportion des mécontents, rendant difficile le recrutement de résistants au régime.

Les Russes agirent, d'ailleurs, avec habileté et vigueur. Les hommes qu'ils ramenaient avec eux (Pieck, Gottwald, Wolweber) étaient déterminés et compétents. Bien soutenus par l'Armée Rouge, ils n'eurent aucune peine à recréer un puissant K.P.D. (Kommunistische Partei Deutschland), puis à regrouper dans un Front National les autres partis (S.P.D., Libéraux du L.P.D., nationaux-démocrates du N.D.P. de l'Est C.D.U.). Le noyautage du S.P.D. et les menaces russes amenèrent, malgré la volonté contraire des Russes socialistes, la fusion du S.P.D. et du K.P.D. sous le nom de S.E.D. (Sozialistische Einheits Partei Deutschland : Parti Socialiste Unifié d'Allemagne). Les résistances furent brisées par les Russes, puis par deux puissantes institutions policières :

1) Le S.S.D. (service secret est-allemand) de Ernst Wolweber, ancien chef de l'appareil clandestin du K.P.D. d'avant-guerre, efficace et bien outillé.

2) La Volkspolizei (Police Populaire), disposant d'unités armées et encasernées, équipées à la russe et encadrées par des officiers de la N.K.V.D. soviétique.

Face à ces forces, l'opposition anticommuniste était impuissante.

Cependant, en liaison avec l'organisation de combat du S.P.O., siégeant à Berlin-Ouest, quelques réseaux de résistance s'implantèrent dans les milieux ouvriers, mais ils furent rapidement repérés et brisés par les innombrables agents du S.S.D.

Les Eglises furent mises au pas, mais la collectivisation des terres s'avéra aussi difficile que dans les autres Démocraties Populaires. Cependant le mécontentement ouvrier, provoqué par les très mauvaises conditions de travail, restait le plus inquiétant pour le régime de Pankov. Celui-ci, grâce au bon vouloir des Russes, avait mis sur pied progressivement un Congrès du Peuple (Volkskongress) en mai 1948 puis un Volksrat (Parlement) qui en 1949 proclama la création d'une D.D.R. (Deutsche Demokratische Republick : république démocratique allemande). La D.D.R. se forma une solide armée et ses dirigeants estimèrent pouvoir montrer leur force face aux mécontents. Mais la mort de Staline allait porter un rude coup à leur prestige. Les premières mesures timides de libéralisation déclenchèrent une très forte agitation. Cette agitation, surtout sensible en milieu ouvrier, allait bientôt se transformer en crise grave.

Dans cette crise, les Eglises allaient jouer un rôle effacé, l'Eglise Catholique, du fait du petit nombre de ses fidèles en D.D.R., l'Eglise Luthérienne surtout parce qu'une fraction de ses dirigeants étaient en faveur d'une collaboration loyale avec le régime communiste. Un théologien estimé comme Barth prit alors position en faveur d'une thèse « participationniste » des protestants, dans le cadre du régime de Pankov. L'opposition anticommuniste se trouva, de cette façon, privée d'une très importante base de recrutement et de soutien.

VII

L'ALBANIE D'ENVER HODJA

Au début de la deuxième guerre mondiale, l'Albanie, récente conquête de l'Italie fasciste, était assez calme. Mais la conquête de la Yougoslavie par la Wehrmacht allait, par contre-coup, provoquer les débuts de la guerre de partisans en Albanie.

Dès l'été 1941, un certain nombre de militants du Parti Communiste yougoslave, Miladine Popovitch, Duchan Mougoha, Blajo Yovanovitch, furent envoyés en Albanie pour organiser un parti communiste local. Avec leur aide, Enver Hodja créa, le 8 novembre 1941, le P.C. albanais et forma les premiers groupes de combat communistes qui commencèrent à s'en prendre aux occupants italiens, à vrai dire peu actifs. Un mouvement de Libération Nationale fut créé en Albanie du Sud (région chrétienne) en septembre 1943 où Enver Hodja joua le rôle de dirigeant.

Pendant ce temps, les nationalistes albanais antiitaliens, hostiles aux Yougoslaves (ils voulaient le maintien dans un futur état albanais de la région de Kossovo enlevée par les Italiens aux Yougoslaves et peuplée de 600.000 Albanais) et anticommunistes créèrent en Albanie du Nord (régions musulmanes) et à Kossovo le Balli Kombetar (Front National).

Un chef de tribu influent, Mostepha Bey Frasheri en devint le chef.

Les deux mouvements se combattirent férocement dans les montagnes du pays, tandis que les Italiens tenaient vaillamment les villes.

A la capitulation italienne, le Balli Kombetar et le Mouvement de Libération Nationale s'allièrent sous la pression des Anglais pour s'emparer de l'Albanie. Mais le général Rendulic, par un coup d'audace folle, débarqua à Tirana avec une compagnie de paras allemands, désarma les 20.000 Italiens de la garnison et prit contact avec Frasheri. Celui-ci, inquiet de la mainmise yougoslave sur le M.L.N. et craignant une annexion de son pays par les partisans titistes, accepta de négocier avec les Allemands.

Avec habileté, ceux-ci offrirent la neutralité de l'Albanie, moyennant l'occupation temporaire des ports et de certains points stratégiques.

Le nouveau gouvernement, dirigé par Frasheri conclut l'accord et le SS Gruppenführer Kammerhofer, représentant du SS Hauptamt en Yougoslavie, reçut, du SS Obergruppenführer Gottlob Berger, la mission de lever une nouvelle division musulmane de la SS (après la 13^e division de montagne Handschar et la 23^e division de montagne Kama, toutes les deux croates).

Des milliers de volontaires albanais (surtout membres des Balli Kombetar) s'engagèrent par haine du bolchevisme et des Yougoslaves. Les autorités SS constituèrent ainsi la 21^e SS Gebirgsdivision SKANDERBEG (Alb. 1), du nom du héros national de la résistance contre l'envahisseur turc. Placée dans les cadres du IX^e SS Gebirgs Korps (7^e SS Geb. Div. Prinz Eugen, 13^e SS Geb. Div. Handschar, 23^e SS Geb. Div. Kama) du SS Obergruppenführer Phleps, la nouvelle division SS se mit à faire la chasse aux partisans du M.L.N., de concert avec les formations de Mostepha Bey Frasheri.

Si les bandes du M.L.N. n'étaient pas très nombreuses, il en était tout autrement des forces de l'Armée de Libération Yougoslave, dont de nombreux groupes opéraient en Albanie. Rapidement une bonne partie de l'Albanie fut infestée par les bandes et les forces nationalistes s'épuisèrent à lutter sur plusieurs fronts.

En octobre 1944, faisant suite à la trahison de la Roumanie et de la Bulgarie passées aux Russes, les Allemands (Groupe d'armée F) évacuent la Grèce et se replient le long du couloir Morava-Vardar. Les hommes des Balli Kombetar et les SS de la Skanderberg couvrent très efficacement cette retraite, en de furieux combats contre les titistes, le M.L.N., l'E.L.A.M. et l'E.L.A.S. grec-

ques, les Bulgares et les Russes du II^e Front Ukrainien.

A peu près anéantie, la Skanderberg devint un groupe de combat (Kampfgruppe) qui fut transférée dans le Nord (Kampfgruppe du SS Brigadeführer Ballauf). Le gouvernement albanais dut abandonner Tirana où s'installa le M.L.N., mais le Balli Kombetar allait continuer la lutte malgré la défaite. La plus grande partie de son action s'étant déroulée dans la région de Kossovo (Yougoslavie), nous étudierons ce mouvement dans le cadre de notre étude sur la Yougoslavie.

Le M.L.N. forma un Comité Antifasciste puis un gouvernement provisoire aux mains d'Enver Hodja.

En décembre 1945, des « élections » bien organisées donnèrent 93 % des voix au Front Démocratique, formé par le P.C. local et quelques fantoches. A cette époque, l'Albanie était une sorte de satellite de la Yougoslavie et la « générosité » titiste était aussi lourde à supporter, que la « générosité » stalinienne, comme on allait le voir en 1948.

Kotchi Dzodze, le chef le plus actif de la résistance albanaise durant la guerre, était le chef incontesté de la tendance pro-yougoslave du P.C. albanais. En novembre 1944, au congrès de Berat, Dzodze avait préconisé :

« Une confédération balkanique et même quelque chose de plus qu'une confédération ».

En tant que ministre de l'Intérieur et membre du Bureau Politique du Parti, il entreprit l'alignement systématique de l'Alliance sur le « Grand Frère » yougoslave. L'aide économique yougoslave couvrait 56 % du budget albanais en 1947 et 50 % encore en 1948. En outre des centaines d'experts militaires et civils titistes jouaient le même rôle que les « experts » soviétiques dans les autres Démocraties Populaires.

Il fallut un véritable coup d'état pour que Hodja et son fidèle ami Mehemet Chenu se débarrassent de Dzodze et de ses amis (tels les chefs policiers : Pandi Kristo, président de la commission de contrôle d'état, et Vaske Koletsi, ministre-adjoint de l'Intérieur), qui furent condamnés à mort en juin 1949.

La liquidation de Dzodze ne se passa pas sans combat. Des partisans de Dzodze formèrent des maquis et engagèrent de durs combats. Pressés par les forces de sécurité, ils passèrent alors en Yougoslavie.

Parallèlement à ce conflit, qui désorganisa pour des

années le P.C. albanais, la C.I.A. américaine et le M.I. 5 anglais s'efforçaient de mettre sur pied une invasion de l'Albanie par des anciens partisans Balli Kombetar. L'espion rouge Philby fut l'un des grands responsables de l'avortement de l'opération ; malgré ses dénégations, il est bien sûr que ses maîtres du K.G.B. aidèrent la police albanaise à arrêter les commandos envoyés en Albanie depuis l'Italie. L'échec de l'entreprise allait détruire la résistance albanaise car il se produisait au moment où l'U.D.B. (Police politique titiste) et l'armée yougoslave anéantissaient les derniers maquis Balli Kombetar.

Ecrasés, les Balli Kombetar allaient voir leurs réseaux détruits, leurs sympathisants fusillés ou déportés. La pauvreté du pays, les crises économiques dues à la collectivisation des terres, engendraient un fort mécontentement mais celui-ci ne pouvait plus se concrétiser par une résistance armée.

On put cependant noter en 1955-56, des actions de terrorisme contre des policiers du régime, et une certaine activité de partisans dans la région nord du pays. Mais ce regain d'agitation ne dura qu'assez peu et fut jugulé par une féroce répression du régime Hodja.

La crise entre l'U.R.S.S. et la Chine allait entraîner de nouveaux remous en Albanie, mais ces règlements de compte, purement intérieurs, se livrèrent au sein du P.C. albanais. Il y eut, par contre, une agitation sérieuse, causée par les persécutions religieuses. Les « Gardes Rouges » locaux commencèrent à fermer les églises et les mosquées, provoquant de violentes émeutes paysannes.

Le P.C. albanais a dû faire machine arrière et désavouer ses « Gardes Rouges », qui ont été supprimés discrètement. Depuis lors, l'Ordre Rouge semble régner en Albanie.

DEUXIEME PARTIE



Les Révoltés

Vingt

Le
éclate
Des r
Slovèn
l'Allen
le Bar
l'Italie
du Su
banie
de Sp
le Mo
tector
Mejim
paraît
Serbie

Dan
tisans
et de
sulma

La
parab
vemer
nation

I

LA CROATIE CONTRE TITO :

Vingt ans de résistance.

Le caractère arbitraire de la Yougoslavie amena son éclatement lors de l'effondrement militaire d'avril 1941. Des ruines de l'ancien « Royaume des Serbes-Croates-Slovènes » allaient surgir plusieurs états. Tandis que l'Allemagne annexait la Slovénie du Nord, et contrôlait le Banat (un moment occupé en partie par les Roumains), l'Italie ajoutait à ses possessions la Dalmatie, la Slovénie du Sud et, par l'intermédiaire de son « Royaume d'Albanie », la région de Kossovo. Un prince italien, le Duc de Spolète, devenait Roi de la Croatie indépendante et le Monténégro, redevenu autonome, était placé sous protectorat italien. La Hongrie prenait le Prokomurje, le Mejimurje, la Batchka et la Baranya. La Bulgarie s'emparait de la Macédoine yougoslave et une minuscule Serbie devenait le seul reste de l'ancien Etat.

Dans ce gigantesque ébranlement, la guerre des partisans devenait aussitôt une effroyable guerre de race et de religion, Serbes contre Croates, catholiques et musulmans contre orthodoxes.

La lutte *après* la prise du pouvoir de Tito étant inséparable de la guerre mondiale, nous étudierons les mouvements antititistes dans leur cadre naturel, celui des nations issues de l'effondrement d'avril 1941.

Le Royaume de Croatie.

L'histoire, brève et sanglante, du Royaume indépendant de Croatie se confond avec celle de l'Oustacha (« L'insurrection »). Ce mouvement nationaliste croate fut créé par Ante Pavelitch, en 1933, alors que celui-ci était député du Parti Paysan de Matchek.

Beaucoup plus fasciste que nationale-socialiste (à la différence du petit parti national-socialiste croate avec lequel elle fusionna après la création de la Croatie indépendante), l'Oustacha était profondément catholique. Elle réussit à former des groupes terroristes qui allaient s'entraîner dans les pays voisins et hostiles à la Yougoslavie, la Hongrie et l'Italie fasciste. Des contacts étaient pris, en outre, avec les terroristes macédoniens de la fameuse O.R.I.M. (Organisation Révolutionnaire Intégrée Macédonienne). L'Oustacha se fit surtout connaître par l'assassinat en 1934 du roi Alexandre de Yougoslavie.

L'Oustacha allait parvenir à ses fins grâce à la II^e guerre mondiale. Au moment même où les blindés allemands fonçaient au travers de la Yougoslavie, un soulèvement populaire permit aux commandos de l'Oustacha de s'emparer de Zagreb, la vieille capitale de la Croatie. Le coup de force, fort bien monté par Dido Kvaternik, ne rencontra qu'une faible résistance, l'armée et la police yougoslaves étant en pleine liquéfaction. L'Eglise Catholique, en la personne du Cardinal Stepinats, se rallia avec enthousiasme au nouveau régime. Pendant que les troupes allemandes défilaient dans Zagreb, acclamées par une foule énorme, Oustachis, Allemands, autonomistes du parti Matchek, « nazis » du Parti National-Socialiste Croate, négociaient âprement le statut futur de la Croatie. Matchek ayant refusé les conditions du Reich (mise en tutelle de la Croatie par l'Italie), l'Oustacha proclama alors l'indépendance de la Croatie et entreprit de créer un Etat et une armée.

Le nouvel Etat croate commença aussitôt une lutte sauvage contre les orthodoxes serbes et les juifs vivant sur son territoire. En représailles, des formations tchetniks sous la direction du major Dengitch (l'un des adjoints de Mihailovitch) massacrerent des milliers de Croates catholiques et musulmans. En outre, les premières formations de partisans titistes accumulaient les atrocités contre les collaborateurs du nouvel Etat croate : celui-ci réagit

en créant de nombreuses forces de répression. Le parti Oustacha fut militarisé par Dido Kvaternik, nommé maréchal. Les formations oustachis, en uniforme noir, combattirent avec fureur les partisans. Une légion croate fut créée, qui fut, elle aussi, engagée dans la guerre de partisans. Trois divisions furent levées et versées dans les rangs de la Wehrmacht, ainsi que deux régiments, engagés sur le front russe (et anéantis à Stalingrad). En 1942, le S.S.H.A. créa la 13^e division SS de montagne « Handschar », composée de musulmans de Bosnie-Herzégovine. Sous la direction du SS brigadeführer Saubzerweig, la division se battit contre les partisans, après avoir causé, par son indiscipline, de nombreux ennuis aux Allemands.

Pendant quatre ans, les troupes croates, soutenues par de larges fractions de la population, allaient combattre les partisans titistes et les tchetniks.



La guerre de partisans en Croatie n'étant pas du ressort de cet article, nous dirons simplement que malgré les soutiens populaires de l'Oustacha, les formations de sécurité croates ne purent juguler la menace des titistes.

Lors de l'effondrement de l'Allemagne, en avril 1945, le Povglavnik (chef) de la nation croate, Ante Pavelitch, proclama la mobilisation générale de la Croatie pour lutter contre le bolchevisme. Mais le gouvernement oustachi, très divisé, ne sut pas galvaniser la nation. Les éléments les plus durs de l'Oustacha prirent alors leurs dispositions pour continuer une lutte clandestine dans leur pays, dans la perspective de la victoire de Tito.

Pendant ce temps, le général Löhr négociait la capitulation de son groupe d'armées face aux Anglais, ainsi que celle de l'Armée croate du général Grovitch. Mais toutes ses tentatives échouèrent et les forces germano-croates furent remis aux titistes.

Alors commença la fameuse « Marche de la Mort » où périrent des milliers de soldats croates et allemands (dont des enfants de 15 ans, mobilisés en avril dans l'armée Pavelitch).

Les fosses communes de Maribor renferment encore les dizaines de milliers de cadavres, victimes de la férocité des hommes de Tito.

Mais d'autres nationalistes croates n'étaient pas tombés dans le piège de la capitulation et avaient continué le combat.

Dès la fin de la II^e Guerre Mondiale, des membres de l'Oustacha créaient en Croatie occupée par les Titistes, le « Mouvement des Croisés ».

Dans les secteurs de Gradisca, Banjaluka et Verbljam, des bandes de « Croisés » entamaient la lutte contre le régime titiste. Celui-ci ripostait en faisant agir la fameuse O.Z.N.A. (plus tard U.D.B.), police politique qui, sous la direction de Rankovitch, était chargée de briser l'opposition au nouveau régime.

Au moment des élections du 11 novembre 1945, les Croisés intensifièrent leurs attaques. Des régions entières étaient alors à peu près contrôlées par les partisans Oustachis. Ces partisans essayaient de prendre des contacts avec les puissances étrangères. A l'époque, les rapports entre les U.S.A., la Grande-Bretagne et la Yougoslavie étaient très tendus (revendications violentes de Tito sur Trieste, affaire des avions américains abattus par la chasse yougoslave), et des contacts furent pris avec les Croisés par d'« honorables correspondants » des services spéciaux américains et anglais.

Des armes et de l'argent furent remis aux Croisés qui en profitèrent pour intensifier leurs actions de guérilla. La féroce répression titiste contre les opposants et surtout le passage à l'opposition ouverte du parti paysan de Matchek (celui-ci réfugié à Paris) contribuèrent à l'accroissement des effectifs et des soutiens des Croisés. Ceux-ci développèrent leurs réseaux en s'appuyant sur les dizaines de milliers de Croates qui avaient fui leur pays. En particulier, la région de Klagenfurt, en Autriche, était devenue un centre de commandement des Croisés, avec la bienveillante abstention des autorités d'occupation américaines. D'autres commandos opéraient à partir de la frontière italienne, les Italiens rendant ainsi, avec la complicité anglo-saxonne, les bons procédés des Titistes à leur égard en Istrie et dans la région de Goritzia.

Les montagnes de Bosnie-Herzégovine étaient devenues les sanctuaires des formations des Croisés, mais l'efficace Armée Populaire yougoslave les traquait sans merci. Les monts Papouk, auparavant repaire des parti-

san
ma
la
dét
A
prè
S
Mo
dan
Tito
C
liqu
dina
l'an
cha
tion
l'éga
cou
laire
La
pen
véri
grou
de p
sati
me
dern
kovi
vaie
tion
Ve
Croi
l'arm
pays
suiv
govi

Pe
croa
Aux
rieur

sans titistes, devenaient le fief d'une nouvelle résistance, mais les troupes titistes encerclaient et bouclaient toute la région. Les ratissages ainsi organisés finissaient par détruire les unes après les autres les bandes de Croisés.

A la fin de 1947, la menace des Croisés avait été à peu près surmontée par les Titistes.

Surtout, à partir d'avril 1948, la rupture de Tito avec Moscou, donnant satisfaction aux sentiments d'indépendance de tous les Yougoslaves, popularisa le régime de Tito.

Celui-ci avait déjà brisé la résistance de l'Eglise Catholique, soutien caché des Croisés, par l'arrestation du Cardinal Stepinats le 18 décembre 1946. La condamnation de l'ancien Vicaire Général de l'Armée croate et de l'Oustacha montrait l'intention ferme de Tito de briser l'opposition religieuse, très forte en Croatie. La répression à l'égard du clergé catholique représentait un très rude coup pour les Croisés, privés de leur large soutien populaire.

La guérilla désespérée des Croisés continua cependant pendant des années, mais sans pouvoir représenter un véritable danger pour le gouvernement yougoslave. Des groupes, de plus en plus réduits, de Croisés s'efforçaient de profiter de la résistance des paysans à la collectivisation des terres, mais la relative libéralisation du régime sur ce plan leur coûta une grande partie de leurs derniers soutiens. Les féroces mesures des forces de Rankovitch firent le vide autour d'elles. Les Croisés ne pouvaient plus que lancer de petits raids ou abattre des fonctionnaires du régime.

Vers la fin de 1950, les derniers groupes organisés des Croisés furent anéantis par les hommes de l'U.D.B. et de l'armée titiste. Mais, comme il est de tradition dans les pays balkaniques, un certain nombre d'isolés purent poursuivre leurs activités dans les montagnes de Bosnie-Herzégovine.



Pendant ce temps, à l'étranger, les milliers d'immigrés croates s'efforçaient de se grouper pour libérer leur patrie. Aux U.S.A., Arturo Artukovitch, ancien ministre de l'intérieur de la Croatie libre ; en Argentine puis en Espagne,

Ante Pavelitch tentèrent de former une nouvelle Oustacha. Tandis que des éléments modérés, provenant du parti paysan croate, formaient un conseil croate en exil, installé en Allemagne, Pavelitch mettait sur pied en 1956 à Madrid un Front de Libération Croate (C.H.E.). Ce front de libération, soutenu par la grande majorité des 800.000 Croates en exil, entreprit aussitôt de mener des actions de commando contre la Yougoslavie. Dès ses origines, le Front reçut un soutien efficace de la part du S.D.E. C.E. français. Celui-ci fournissait une aide matérielle contre des renseignements importants sur l'Europe danubienne. Le Front opérait depuis les ports italiens de Bari et de Rimini. Dès 1957, des groupes, infiltrés par la côte dalmate, commencèrent à agir en Yougoslavie.

A l'étranger, les réseaux du Front de Libération entamèrent une sauvage lutte contre les agents de l'U.D.B., camouflés en « diplomates » de Tito. De nombreux attentats à la bombe eurent lieu contre des ambassades yougoslaves, au grand ennui des pays concernés. Le danger du Front devint suffisant pour que l'U.D.B. consacre ses efforts sur l'élimination de Pavelitch qui devait décéder des suites d'un attentat en 1959. Sa mort fut un rude coup pour le Front, car ses successeurs furent assez falots et des luttes de tendance eurent lieu à cette époque au sein du Comité Directeur de la nouvelle Oustacha. Ces dissensions paralysèrent l'activité des commandos croates pendant des années. Mais en 1961, une unification des commandos peut être réalisée et le front reprit avec vigueur ses opérations. Des bases furent installées en Autriche (Klagenfurt, Vienne, Innsbruck), en Allemagne Fédérale (Munich, Francfort) et en Italie (Venise, Bari, Rimini). Des collectes de fonds, grâce à Artukovitch, installé en Californie, permirent de disposer d'un certain support financier. Un groupe très actif naquit parmi les jeunes de l'immigration, qui, considérant leurs aînés comme des romantiques incurables, structura infiniment plus efficacement ses réseaux en vue de la lutte révolutionnaire.

Dès 1963, pendant que des incidents se multipliaient entre commandos du Front et agents de l'U.D.B. à l'étranger, la presse yougoslave commençait à publier des informations sur « des passages illégaux de frontières », sur des « actes de banditisme », tous commis en Croatie. La preuve était ainsi faite que les hommes du Front devenaient actifs sur le sol même de leur patrie.

En
de Y
des
pleine
cieuse
ment
on fit
franç
Croat
prit s

Ain
leur
tien f
la bor
yougo
Croat
embry
les pr
bombe

L'an
ciente
tionali
de pr
subver
réseau
govine
l'action
sade y

A l'
plus g
goslavi
de l'an
bes et
tante p

La p
nale cr
a prov
Il est
aussi f
le Fron
introdu
renaiss

Le F

En 1964-65, des attaques d'ambassades et de légations de Yougoslavie attirèrent l'attention sur les agissements des nationalistes croates. Or ceux-ci se trouvaient en pleine crise. A la demande même de l'Elysée, peu soucieuse de voir compromise sa politique de « rapprochement avec l'Est » par l'aide du S.D.E.C.E. aux Oustachis, on fit cesser tout contact entre eux et les services spéciaux français. Privés de cette importante aide matérielle, les Croates réussirent à intéresser les Américains et la C.I.A. prit sous sa houlette bienveillante le Front.

Ainsi revigorés, les nationalistes croates amplifièrent leur activité. Un puissant réseau terroriste et de soutien fut mis sur pied aux U.S.A. (qui devait faire sauter à la bombe, la même nuit de janvier 1968, tous les consulats yougoslaves des U.S.A.). Les infiltrations de guérilleros en Croatie eurent tendance à s'accroître. Surtout quelques embryons de réseaux terroristes purent être créés dans les principales villes de Croatie et quelques attentats à la bombe eurent lieu dès 1966, particulièrement à Zagreb.

L'année 1967 vit une intensification très nette de l'efficace action subversive du Front. Plus de deux cents nationalistes croates furent condamnés à de lourdes peines de prison par les tribunaux yougoslaves pour activités subversives. Les dernières condamnations ont frappé un réseau du Front travaillant à Mostar, en Bosnie-Herzégovine. Les Français, quant à eux, ont eu la révélation de l'action du Front par le récent attentat contre l'ambassade yougoslave de Paris.

A l'heure actuelle, le Front prépare des opérations de plus grande envergure, estimant que la situation en Yougoslavie lui est relativement favorable. En effet, au cours de l'année 1967, les contradictions nationales entre Serbes et Croates ont éclaté d'une façon ouverte et inquiétante pour le régime, car Tito n'a pas de vrai successeur.

La publication d'un appel à une vraie conscience nationale croate par les représentants de l'intelligentsia croate a provoqué de furieuses réactions de la part des Serbes. Il est sûr que l'opposition entre Serbes et Croates est aussi forte qu'il y a trente ans. Profitant de cette tension, le Front multiplie ses appels à la révolte, et réussit à introduire des milliers de tracts en Croatie demandant la renaissance de l'Etat Croate indépendant.

Le Front de Libération de Croatie apparaît comme le

mouvement anticomuniste le plus « activiste » et le plus sérieux de ceux opérant dans les Démocraties Populaires. Il est, en effet, indéniable qu'un processus d'action révolutionnaire est aujourd'hui en cours en Croatie. Des plans de très vaste envergure ont été récemment mis au point par l'Etat-Major du Front, plans qui envisageraient des débarquements relativement massifs de guérilleros, afin de créer des maquis efficaces dans les montagnes de Bosnie-Herzégovine. L'avenir dira si la politique menée par les nationalistes croates peut amener la libération de leur patrie du joug titiste. La Croatie sera, peut-être, la première Démocratie Populaire totalement libérée du bolchevisme.

La Slovénie.

Au moment de l'effondrement de l'Italie, la Slovénie du Sud, sous contrôle italien, devint indépendante, sous la protection de l'Allemagne. Le général Rupnik, nationaliste slovène, devint le chef du gouvernement slovène et organisa des régiments de sécurité, sous commandement SS. Une brigade de SS Polizei slovènes fut expédiée en Istrie où elle combattit les partisans titistes sous la direction du SS obergruppenführer Wolff, Höchster SS und Polizeiführer im italien (généralissime SS et chef suprême de la Police en Italie). D'autres unités de SS slovènes, sous le commandement direct de Rupnik, défendaient le territoire du nouvel Etat, moins infesté de partisans que le reste de l'ancienne Yougoslavie. Ljubjana, par exemple, la capitale de l'Etat slovène, était parfaitement calme et l'activité terroriste était à peu près nulle.

Mais la défaite de l'Allemagne allait amener la destruction de l'Etat indépendant slovène. Là, comme en Croatie, de nombreux irréductibles, anciens des unités de SS Polizei, allaient poursuivre leur combat contre les titistes, sous la forme d'action de partisans.

Baptisés du nom de « Gardes Blancs », opérant à partir de bases autrichiennes, les nationalistes slovènes multiplièrent leurs attaques tout au long des années 1945-1946. Ils agissaient en étroite liaison avec les « Croisés » et combinaient souvent avec eux leurs opérations.

L'église catholique et les paysans leur étaient très favorables et ils purent ainsi former d'assez nombreux maquis. La région des monts Triglav et Grintone fut alors le théâtre de durs combats entre les partisans slovènes

et le
de l
clage
sage
Le
Mos
Slov
miné
hom
et de
port
A
nom
rien
leur
anné
Serbi
Lon
mand
rent
Lioub
en de
et m
réfugi
Dès
taient
et au
lovitc
des p
le mo
Mih
parven
Mais
naire
laient
tiques
parler
tisans
tains
tisans
tre les
les Tit
les Ita

et les forces de sécurité titistes. Mais, là aussi, l'efficacité de Rankovitch joua contre les partisans. Un étroit bouclage de la frontière austro-yougoslave empêcha le passage des bandes de « Gardes Blancs » slovènes.

Le coup de grâce vint de la rupture entre Tito et Moscou, rupture qui mit fin à l'aide anglo-saxonne aux Slovènes. Les derniers maquis nationalistes furent exterminés. Le chef du gouvernement slovène, Miho Marinko, homme à poigne, réussit à mater l'opposition de l'Eglise et des paysans, privant ainsi les guérilleros de leur support matériel sur le terrain.

A la différence des Croates, les Slovènes en exil, peu nombreux et mal organisés, ne purent mettre sur pied rien de comparable au Front de Libération croate et leur action est à peine perceptible depuis de nombreuses années.

Serbie et Monténégro.

Lorsque l'armée yougoslave, mal équipée et mal commandée, eût été écrasée, quelques débris de celle-ci purent gagner les montagnes de la Serbie Centrale (Mont Liubotin et Tchar Dagh). Le colonel Draja Mihaïlovitch en devint le chef, et fut nommé, en janvier 1942, général et ministre de la défense du gouvernement yougoslave, réfugié au Caire.

Dès l'automne 1941, les formations de Mihaïlovitch luttèrent durement contre les troupes d'occupation en Serbie et au Monténégro. Mais, malgré les tentatives de Mihaïlovitch d'élargir le recrutement de ses tchetniks (du nom des partisans luttant contre les Turcs au XIX^e siècle), le mouvement resta exclusivement serbe.

Mihaïlovitch rencontra, à l'époque, trois fois Tito, pour parvenir à une coordination de leurs forces respectives. Mais Tito, ayant installé une administration révolutionnaire dans les régions de Serbie Occidentale que contrôlaient les partisans, essaya d'imposer des conditions politiques aux Tchetniks, ce qui entraîna l'échec des pourparlers. Aussitôt, les Titistes se mirent à liquider les partisans de Mihaïlovitch dans leur secteur, tandis que certains chefs Tchetniks entamaient la lutte contre les partisans communistes. Engagé dans une lutte sauvage contre les « séparatistes » croates, les Albanais, les Allemands, les Titistes, les Bulgares et, dans une moindre mesure les Italiens (ceux-ci essayant de s'entendre avec les Tchet-

niks), Mihaïlovitch eut alors tendance à se rapprocher du gouvernement de Belgrade du général Neditch. Celui-ci, que l'on a souvent nommé « le Pétain Serbe » n'avait aucune sympathie particulière pour le national-socialisme. Son unique but était de « limiter les dégâts pour sa race éprouvée » et Mihaïlovitch, et, surtout, certains de ses lieutenants, étaient tentés de s'allier avec lui.

Aussi vit-on, à plusieurs reprises, des formations du corps « de Défense Nationale » de Neditch combattre les partisans, aux côtés de Tchetsniks, plus ou moins dissidents.

Parallèlement aux forces du Corps de Défense Nationale, le général Neditch pouvait compter sur les miliciens du parti fasciste serbe de Liotitch, qui s'engageaient à fond contre les partisans titistes.

En 1942, la menace titiste se concrétisa par la formation d'une *Armée des partisans et des Volontaires de Libération Nationale*. A la fin de 1942, un vaste territoire était contrôlé par les Titistes dans la Lika, le Kordoun, la Bosnie et en Dalmatie. D'autres « zones libérées » existaient en Slavonie, en Serbie, et même en Slovénie. Les « zones libérées » (sous le modèle des « zones libérées » chinoises du Kuo-Chang-Tang : P.C. chinois de Mao-Tsé-Toung) servirent de base au pouvoir des partisans qui réunirent à Bihatch (Bosnie) une conférence, à la fin de 1942. Là fut créé le *Conseil Antifasciste de Libération Nationale de Yougoslavie* (A.V.N.O.J.), dont le Comité Exécutif devint le nouveau gouvernement de la Yougoslavie Communiste. Tandis que les troupes d'occupation réagissaient par de puissantes offensives, menées par de nombreuses divisions SS et croates, qui aboutirent à la reprise de Bihatch, où furent trouvées les traces des effroyables massacres des titistes dans cette ville (menés sur l'ordre du Commissaire politique de la 1^{re} Brigade Prolétarienne, qui siège actuellement dans le « Tribunal » jugeant les « crimes de guerre » américains au Vietnam, sous la direction de Jean-Paul Sartre !)

Mihaïlovitch, de plus en plus inquiet devant la montée de la menace des Titistes, mit une sourdine à sa lutte contre les occupants italiens, continua à se battre contre les autres occupants et poursuivit sa lutte d'extermination contre les Oustachis.

Tandis qu'un accord, imposé par les Russes et les Anglais, entraînait une coopération entre le Co-

mité
gosla
(gou
men
ravit
de a
qui
guer
miss
Mach
tives
niks
de le
d'une
grâce
de se
briga
Les
à leu
Du
grade
titch
force
Freie
7^e div
du S
que
Ouest
yougo
mée
plana
mier
du ge
tique
Après
géné
parèr
Mihaï
laissa
Monte
et la
et da
rent
que l

mité National de Libération et le gouvernement yougoslave en exil, présidé par Soubachitch, ancien Ban (gouverneur) de Croatie, Mihaïlovitch était complètement abandonné par Londres, qui l'avait jusqu'alors ravitaillé en armes et en munitions. Cet arrêt de l'aide anglaise avait été demandé par Fitzroy Maclean, qui en donne les raisons dans son livre « Diplomate et guerrier », où il raconte ses souvenirs de chef de la mission d'information britannique auprès de Tito. Pour Maclean, les troupes de Mihaïlovitch étaient peu combattives, faiblement disciplinées. Certains des officiers tchetniks collaboraient avec les occupants malgré les ordres de leur chef. Au contraire, l'armée des partisans était d'une efficacité redoutable, nombreuse et bien équipée, grâce aux stocks pris aux Italiens, lors de l'armistice de septembre 1943. Elle était passée de 8 divisions (à 3 brigades chacune) à 20 divisions, actives et déterminées. Les forces de Mihaïlovitch n'étaient déjà plus de taille à leur faire face.

Du côté du gouvernement « collaborateur » de Belgrade, la situation était jugée assez grave pour que Liotitch passe un accord avec le SS H.A. pour intégrer ses forces dans la Waffen SS. Ainsi naquit le SS Serbischer Freiewilligen Korps, qui combattit dans le cadre de la 7^e division de montagne de la Waffen SS (« Prinz Eugen » du SS brigadeführer Kumm). En octobre 1944, pendant que les forces allemandes se repliaient vers le Nord-Ouest, des éléments de pointe de l'Armée de Libération yougoslave firent leur jonction avec des unités de l'armée rouge, venant de Bulgarie, dans le secteur de Velika-plana, en Serbie. Tito fit concentrer 9 divisions du premier groupe d'armées yougoslaves qui, sous la direction du général Peko Daptchevitch et du Commissaire Politique Mijalko Todorovitch, afin de prendre Belgrade. Après de durs combats de rue, les divisions russes du général Jdanov et les Yougoslaves de Daptchevitch s'emparèrent de Belgrade. Pendant ce temps, les unités de Mihaïlovitch se repliaient dans le sillage des Allemands, laissant cependant des noyaux actifs en Serbie et au Monténégro. Les Tchetniks s'installèrent entre la Save et la Drina, dans la région de Petrovaradin, vers Chabats, et dans le secteur Ojek-Diakovar. Les combats continuèrent avec la même violence contre les partisans, tandis que les SS serbes de Liotitch accompagnaient les Alle-

mands dans leur retraite et créaient un gouvernement serbe en exil. Des groupes de partisans de Liotitch et de Neditch rallièrent alors les Tchetniks. Ceux-ci, à la fin de la guerre, conservaient encore une bonne partie de leurs structures. De plus, la rupture du gouvernement de coalition, issu de l'accord Soubachitch-Tito, par la démission de Soubachitch, Groll et Choutei et le refus du roi Pierre de reconnaître, en août 45, le gouvernement Tito, accrurent le soutien populaire aux Tchetniks.

Mais les forces de sécurité titistes firent tomber Mihailovitch dans un guet-apens, et le chef des Tchetniks, après un bref procès, fut condamné à mort et fusillé.

Les forces tchetniks, traquées et séparées de leur principale zone de recrutement (en Serbie), étaient les unes après les autres exterminées par les Titistes. Le Monténégro resta cependant pendant des mois un fief des Tchetniks, jusqu'au moment où les ratissages titistes les eussent écrasés.

Les popes orthodoxes avaient, en majorité, soutenus les Tchetniks. Certains se réfugièrent à l'Ouest, d'autres, comme le métropolite serbe Josip furent condamnés (Josip fut libéré en décembre 1951, pour contrebalancer auprès des orthodoxes la libération du Cardinal Stepinats). Si le patriarche Gavriilo Dojitch conclut un accord avec Tito, deux évêques orthodoxes installés aux U.S.A., Ernig et Dionisije, favorables aux Tchetniks, conservèrent pendant longtemps une grande influence sur une partie du clergé orthodoxe. Mais cette influence fut contrebalancée par le successeur de Gavriilo, Vicentoj Prodanov, qui entretint des rapports corrects avec Tito, dont l'hostilité envers l'Eglise Catholique était fort bien vue par les orthodoxes.

Privés de ce soutien essentiel, les Tchetniks ne pouvaient qu'être écrasés. Dès 1948, le mouvement tchetnik n'était plus le fait que d'une poignée d'exilés à l'Ouest ou de quelques partisans sans espoir dans les montagnes du Monténégro.

Montrant leur peu d'efficacité, comparés aux Croates, les nationalistes panserbes du mouvement tchetnik se sont avérés incapables (et sans les circonstances absolutoires des Slovènes) de créer la moindre apparence de mouvement pouvant reprendre le combat pour la libération de leur patrie. Seuls, quelques petits groupes isolés subsistent à l'étranger, limitant leur activité à des polé-

miques
l'épithète
de la s

Région

Dans
let 194
Kombe
ment a
le chap
rité sur

Lors
naise, l
contre
titistes
adversa
600.000
Kombe
il pouv
lation.

La p
autorit
lavie a
bandes
lutter
tenus
saient
recour
lutte c
Pologn
à une
et cro

Prive
voués
apport
linienn
nais d

Malg
Balli I
1950.

Il n
la bra
l'espio
lors.

miques stériles avec les nationalistes croates, flétris de l'épithète de « séparatistes », pour le plus grand bien de la survie du régime titiste.

Région de Kossovo.

Dans la zone de Kossovo, cédée à l'Albanie le 12 juillet 1941, les partisans nationalistes albanais des « Balli Kombetar » avaient été aussitôt très actifs. Leur ralliement aux Allemands après la capitulation italienne (cf. le chapitre sur l'Albanie) leur permit d'asseoir leur autorité sur la région.

Lors de l'avènement de la République Populaire Albanaise, les Balli Kombetar, forcés de lutter sur deux fronts, contre les hommes d'Enver Hodja et contre leurs alliés titistes, ne purent faire face en Albanie du Nord à leurs adversaires. Comptant sur le sentiment national des 600.000 Albanais de la riche région de Kossovo, le Balli Kombetar s'installa complètement dans cette zone, où il pouvait espérer l'appui d'une large fraction de la population.

La politique de dénationalisation entreprise par les autorités titistes à l'encontre des Albanais de Yougoslavie amena une véritable flambée de terrorisme ; les bandes albanaises purent installer de solides maquis et lutter avec efficacité contre les troupes yougoslaves. Soutenus par les populations locales, les maquis apparaissaient invincibles. Pour les vaincre, les Titistes durent recourir à des déportations massives d'Albanais (cf. → lutte contre les partisans de l'U.P.A. en U.R.S.S. et en Pologne, par les déportations de paysans ukrainiens) et à une colonisation systématique par des paysans serbes et croates.

Privés de leur support, les nationalistes albanais étaient voués à la destruction. Un ballon d'oxygène leur fut apporté par la rupture Tito-Staline, car l'Albanie, stalinienne, aida, en haine de Tito les anticomunistes albanais de Kossovo, en leur fournissant quelques armes.

Malgré cette aide surprenante, les derniers maquis du Balli Kombetar furent liquidés dans le cours de l'année 1950.

Il ne semble pas que l'organisation albanaise (dont la branche nationale fut écharpée par la trahison de l'espion Philby) ait pu se reconstituer réellement depuis lors.

II

LE DRAME DE BUDAPEST

Dans l'histoire anticomuniste, dans les efforts des satellites pour secouer le joug de Moscou, Budapest est un des faits les plus marquants, est un des épisodes les plus significatifs. Par son explosion antisoviétique et anticomuniste, Budapest aura ébranlé violemment le bloc bolchevique. Prague en récolte, actuellement les fruits.

Ce régime communiste avait été imposé en Hongrie par les baïonnettes étrangères, en l'occurrence soviétiques. Les Armées Rouges, au cours de l'avance sur l'Allemagne à la fin de la II^e Guerre Mondiale, amenèrent dans leurs fourgons des exilés communistes établis à Moscou, en particulier les quatre Juifs Rakosi, Revaï, Farkas et Gerö (ce lui-ci étant d'ailleurs de nationalité soviétique).

Malgré l'aide fournie par les Russes, tant en argent qu'en papier (bien utile pour imprimer des tracts et diffuser la propagande), les Communistes ne représentaient que 18 % du pays. Pour mieux diriger le parti, les Soviétiques avaient réussi à tenir à l'écart tous les communistes qui n'avaient pas vécu la guerre en U.R.S.S., ceux donc qui avaient résisté sur place ou avaient été internés par les Allemands, tel Rajk qui fut le seul « leader » communiste de Hongrie à avoir connu les camps de concentration. Ainsi, le premier Bureau Politique communiste ne comprenait aucun membre de l'intérieur.

Aussi, lors des premières élections d'après-guerre, si les communistes, dont les Juifs étaient le principal soutien, récoltaient 17 % des voix, les sociaux démocrates en atteignaient autant et les « petits propriétaires » dirigés par Zoltan Tildy en atteignaient 60 % ! Aussi la Présidence de la république allait être dévolue à un « petit

propriétaire », Tildy ainsi que le poste de premier ministre (Ferenc Nagy) mais les communistes occupant le poste de vice-premier ministre (Rakosi) et celui de l'Intérieur (Imre Nagy puis Rajk). Ce dernier portefeuille primordial permet aux communistes de placer leurs créatures à la direction de l'A.V.H. (police politique). Celle-ci montera des complots bidons pour évincer ses adversaires, d'abord Kovacs (premier secrétaire général des petits propriétaires); mais devant la résistance de l'Assemblée, la Police Politique Soviétique l'arrête (février 1947).

La terreur communiste s'abat : Rajk élimine plus de 1.000 associations qu'il juge « trop réactionnaires ». Le chantage le plus scandaleux est utilisé : « on » menace le premier ministre Ferenc Nagy de prendre son fils s'il ne démissionne pas ! 50 députés sont suspendus, arrêtés, exclus. Cependant en août 1947, malgré la présence soviétique, malgré la terreur, les communistes ne représentent que 22 % du pays.

La terreur s'amplifie : en juin 1948, les sociaux démocrates se fondent avec le parti communiste. En décembre 1948, le cardinal Mindszenty est arrêté pour complot et haute trahison. La dernière force organisée, non communiste, disparaît. Mais les créatures de Moscou, les 4 Juifs, ne s'estiment pas satisfaites ; en 1949, elles évincent leurs camarades de l'intérieur et arrêtent Rajk, accusé de titisme. Une de plus grandes purges de tous les pays communistes se produit. Sous l'exhortation de Kadar, son meilleur ami et son ancien adjoint, Rajk, dont le procès est instruit par le N.K.V.D. soviétique, reconnaît ses « crimes » et est pendu.

Kadar ne profite pas de sa trahison envers Rajk : il est contraint de démissionner (il était ministre de l'Intérieur) en juin 1950 ; il est arrêté et sauvagement torturé tandis que 65.000 membres du parti sont déportés.

C'est la période noire pour la Hongrie : russification intensive, terreur, délation, misère, marché noir. Les 2 budgets les plus importants sont ceux de l'Armée, puis de la police politique !

Mais en mars 1953, Staline meurt. Un certain dégel se produit. Nagy qui avait été jeté dans les oubliettes depuis 1949 (il avait dû s'accuser de déviationnisme) réapparaît. Sous la pression des Soviétiques et des événements : (Berlin-Est est secoué par de violentes émeutes le 17 juin 1953). De même Gerö, Farkas et Revaï sont

rétrogradés : Béria leur reproche d'être Juifs ! Qui, plus est, c'est Imre Nagy qui devient premier ministre : il attaque aussitôt la politique de Rakosi et libère 100.000 prisonniers. Mais l'ancienne équipe, 18 mois plus tard, profitera d'une crise cardiaque de Nagy (janvier 1955) et du limogeage de Malenkov (février 1955) pour relever Nagy d'abord de ses fonctions (avril) puis l'exclure du parti pour « activités antimarxistes ».

Mais, le mois suivant, c'est l'extraordinaire réconciliation de l'U.R.S.S. avec Tito : Khrouchtchev ne le considère plus comme un renégat. Aussitôt, en toute logique, l'écrivain Miklos Gimès demande la réhabilitation de Rajk. Cette première prise de position va déclencher le processus qui conduira 18 mois plus tard à la Révolution hongroise.

Les écrivains publient une motion que Rakosi condamne en relevant le rédacteur en chef du Journal des Ecrivains. Chose incroyable, les écrivains communistes démissionnent de leur Association pour protester contre la réaction gouvernementale. Poursuivant leur offensive, en novembre 1955, les écrivains demandent au Parti de leur garantir « un climat de probité et de franchise », afin de pouvoir travailler librement. Rakosi les vitupère en décembre mais, ainsi, il fait connaître au public les déchirements intérieurs du parti. Les événements vont se précipiter. En février 1956, c'est le fameux XX^e Congrès du Parti communiste Soviétique, où Khrouchtchev prononcera son violent réquisitoire contre le stalinisme.

En mai, l'Union des Jeunesses Communistes crée, en marge du parti, le cercle Petöfi (en souvenir du poète héros national du soulèvement hongrois de 1848 anti-autrichien et antirusse). En juin, la veuve de Rajk y déclare que les prisons d'Horty étaient moins barbares que celles de Rakosi ! Tandis que les ouvriers polonais se soulèvent à Poznan, à la fin juin, devant 6.000 personnes, au cercle Petöfi, de violentes attaques sont prononcées contre Rakosi et sa clique puis le nom de Nagy est acclamé.

Rakosi dénonce l' « action antiparti du groupe Nagy » et réunit le Politburo hongrois le 17 juillet afin de réprimer les opposants. Les Soviétiques, comprenant le sens et la profondeur exacts des sentiments Magyars, y délèguent Mikoyan qui condamne Rakosi, aussitôt dénoncé par Gerö. Rakosi doit faire son autocritique et se réfugier

en U
et d'
que
Tar
turé
ce se
réhab
du G

La
Moin
Im
En
créen
A
Gomu
tion
appel
bre d

Le
tion
arrive
s'acc
Devar
laisse
vers
au co
du G
des H
menc
devan
ci, au
tunist
cher
encor
qu'un
des b
décide
tants
abatte
Cep
afin d

en U.R.S.S. Gerö, qui l'a lâché, lui succède, exclut Farkas et d'autres staliniens, réintègre d'anciens condamnés tels que Kadar.

Tandis qu'en Pologne, en octobre, Gomulka ancien torturé également, s'installe au pouvoir, à Budapest, le 6, ce sont les funérailles de Rajk, qui sont une véritable réhabilitation, avec la présence de membres du Parti et du Gouvernement et aussi de 300.000 personnes.

*
**

La Révolution est en marche : tout va s'accélérer. Moins d'un mois après, tout sera fini.

Imre Nagy est de nouveau réintégré dans le parti.

En Province, à Szeged, le 19 octobre, les étudiants créent une organisation distincte du Parti.

A Budapest, le 22, les étudiants acclament les noms de Gomulka et Nagy, conspuent les Russes, votent une motion demandant le retrait des troupes soviétiques et appellent à une manifestation pour le lendemain 23 octobre devant la statue de Petöfi.

Le 23, le Ministre de l'Intérieur interdit la manifestation et le Juif Revaï menace de faire tirer. Or Gerö arrive juste de Yougoslavie où Tito lui a conseillé de s'accorder avec Nagy et d'atténuer la tutelle soviétique. Devant l'ampleur de la manifestation, le gouvernement laisse faire. Autour de la statue de Petöfi, on y lit des vers du poète où il exalte la nation hongroise et l'appelle au combat. Puis la manifestation se déplace vers la statue du Général Bem, Polonais qui avait combattu du côté des Hongrois. Les étudiants, grossis par les ouvriers, commencent à arracher l'étoile rouge des drapeaux et arrivent devant le Parlement à 200.000. On y réclame Nagy. Celui-ci, au courant de rien, qui n'a rien du tribun ou de l'opportuniste, est chez lui. Un de ses amis, Losonczy, va le chercher pour que Nagy harangue la foule. Mais Nagy, qui encore croit que seul le parti compte (or, lui, n'est rien qu'un simple membre, depuis peu réintégré) n'énonce que des banalités. Les manifestants, déçus, se séparent mais décident de faire grève le lendemain. Certains manifestants s'attaquent à la gigantesque statue de Staline qu'ils abattent.

Cependant, d'autres manifestants ont gagné la radio afin d'y passer un communiqué que le directeur refuse

tandis que Gerö attaque violemment les manifestants accusés de « complots, calomnies et chauvinisme ». Des étudiants essaient de prendre d'assaut le poste ; l'A.V.H. intervient et déclenche une double fusillade, tandis que des ouvriers arrivent en renfort des étudiants.

Devant l'émeute, le Comité Central convoque Nagy qui devient Premier Ministre. La loi martiale est instituée ; on parle de faire appel aux troupes soviétiques.

Le 24 octobre : ce que fait Gerö, sans prévenir Nagy et afin de lui faire endosser la responsabilité.

Dès l'arrivée des tanks soviétiques, les Hongrois les attaquent. Des groupes de partisans se forment spontanément. L'armée hongroise bascule rapidement de leur côté. Le Parti Communiste déclare « l'insurrection est provoquée par les Fascistes » mais Gerö et Nagy se heurtent. Nagy demande la fin des combats et promet l'amnistie. Les Soviétiques, qui ont délégué Mikoyan et Soulov, forcent Gerö à démissionner au profit de Kadar. Nagy évoque avec eux le retrait des troupes soviétiques de la capitale et la révision des traités liant les 2 pays tandis que la Radio est occupée par les insurgés.

Le 25 octobre : l'amnistie, dont la limite fut 2 fois prolongée, entraîne la diminution du nombre des combattants tandis que le colonel Maleter intervient à la caserne Killian. Un début de fraternisation entre les Soviétiques et les manifestants s'opère devant le Parlement jusqu'à ce que l'A.V.H. déclenche un feu nourri ; les Russes s'affolent : 170 morts.

Nagy qui croit toujours au communisme, rechigne à étaler au grand jour les dissensions du Parti : on annonce avec retard la chute de Gerö.

Des journaux « libres » réclament l'abolition de la loi martiale, le désarmement de l'A.V.H. et le retrait du Pacte de Varsovie. Mais il est à noter que personne ne réclame alors la fin du communisme.

Le 26 octobre : le nombre des insurgés a grandi et la Révolution a gagné la Province. Nagy promet alors le retrait de Hongrie des armées soviétiques et un gouvernement de « Front Populaire ».

Parmi les insurgés, beaucoup comptent sur une aide des Occidentaux mais hélas ! ils oublient le contexte international : les Français et les Britanniques ne pensent qu'à Suez, les Américains à leur très prochaine élection présidentielle (Eisenhower demandant le renouvellement

de s
ture
la P
de Y
A
le re
la re
A
plus
tique

Le
d'ou
tres
par
vacs)
La
ser l'
sur-le
natio

La
nêtre
fois
civils
loyali
volon

Le
mineu
tique
dém
réacti
sera
Sovié
est ét
pour
Russe
cre le
me co

La
antico
si on
tion
Budap

de son mandat, ne tient pas à s'engager dans une aventure où il risquerait de perdre son auréole d'homme de la Paix). En outre, ces insurgés oublient le « partage de Yalta ».

A Magyarovar, les insurgés exigent des élections libres, le retrait des forces soviétiques, le procès des staliniens et la renaissance des partis.

A Budapest, les vivres se font rares et la répression plus dure : Maleter décide, alors, de tirer sur les Soviétiques.

..

Le 27 octobre : Un nouveau gouvernement est formé, d'où sont exclus les staliniens (en particulier les ministres de l'Intérieur et de la Défense Nationale) mais, où, par contre, entrent des non-communistes (Tildy et Kovacs).

La Caserne Killian résiste : les Russes menacent d'utiliser l'aviation. Nagy réplique « dans ce cas, je démissionne sur-le-champ ». Nagy, à partir de ce moment, devient plus nationaliste que communiste.

La Province s'agite car des renforts soviétiques pénètrent dans le pays. Cependant, l'Armée Rouge est parfois hésitante : certaines unités sont contaminées par les civils ; d'autres se méfient même des troupes hongroises loyalistes. Le malaise est tel qu'en de nombreux points, volontairement, l'Armée Rouge n'intervient pas.

Le 28 octobre : Le rôle du Parti est de plus en plus mineur. Les Russes penchent alors pour une solution politique tandis que Nagy reconnaît que le soulèvement est démocratique et national, qu'il fut provoqué, en saine réaction, par les crimes de la clique Rakosi. L'A.V.H. sera abolie, le drapeau n'aura plus d'étoile rouge et les Soviétiques quitteront le pays. Un cessez-le-feu théorique est établi. Mais de nouvelles troupes pénètrent en Hongrie, pour repousser, disent-elles, les Américains. Cependant, les Russes amorcent leur reflux de Budapest, n'ayant pu vaincre les insurgés. Ceux-ci se lancent à la chasse à l'homme contre les policiers de l'A.V.H.

La Province manifeste de plus en plus des sentiments anticomunistes. La ville de Gyor lance un ultimatum : si on n'annonce pas la date des élections et de l'évacuation des troupes soviétiques, il y aura une marche sur Budapest.

Le Conseil de sécurité de l'O.N.U. se réunit, enfin, en session extraordinaire

Le 29 octobre : l'évacuation de Budapest se poursuit, les illusions quant à une intervention des Occidentaux s'accroissent tandis que les Soviets envoient des troupes, surtout des Asiates, de Roumanie ou de Tchécoslovaquie. Car si Khrouchtchev envisage pour la Hongrie le statut de la Finlande, les militaires veulent préserver le glacis hongrois.

Le parti est volatilisé ; la Province est en semi-dissidence mais à Budapest, la vie tend à se normaliser.

Le 30 octobre : le parti accepte la restauration des anciennes formations politiques. A Gyor, le comité révolutionnaire est plus radical : il veut former un gouvernement opposé à Nagy ; il réclame l'aide militaire des pays riches et veut déclarer la guerre à l'U.R.S.S. Un peu partout, on exige la neutralité du pays et le départ des forces soviétiques.

Le Cardinal Mindszenty est libéré. Nagy reçoit le colonel Maleter tandis qu'il se confirme que si les Soviétiques ont évacué Budapest, ils ont encerclé les aéroports et envoyé des renforts.

Nagy, naïf ne veut pas voir ce qui se prépare. D'autant que Radio Moscou fait une déclaration des plus encourageantes où il est question de revoir le Pacte de Varsovie et de respecter l'indépendance nationale.

Cependant, l'administration tourne à vide. Des autorités parallèles s'établissent ainsi les combattants sont plus ou moins sous les ordres de Dudas qui ne rêve que renverser Nagy.

Le 31 octobre : Mikoyan et Souslov sont de retour. Tildy réclame le multipartisme le retrait immédiat des Soviétiques et la résiliation du Pacte de Varsovie. Mikoyan demande seulement que le pays ne renie pas les « conquêtes du socialisme » et ne soit pas « une base antisoviétique ». Les Yougoslaves (bien sûr) mais les Chinois aussi (ô paradoxe) appuient cette thèse modérée.

La joie s'installe car Mindszenty est rétabli dans ses attributions, Maleter entre au gouvernement en tant que premier adjoint du Ministre de la Défense Nationale, les prisonniers politiques sont libérés.

Les ouvriers réorganisent leurs syndicats et les épurent.

Seule note grave ce jour-là : les militaires hongrois exigent, sous forme d'ultimatum, que les Russes aient évacué le pays avant la fin de l'année.



1^{er} novembre : Nagy a du mal à croire au danger. Des pressions sont faites sur lui pour qu'il dénonce le Pacte de Varsovie et qu'il proclame la neutralité de la Hongrie.

Nagy ne comprend pas que l'U.R.S.S. s'inquiète des contrecoups de la Révolution hongroise dans l'Empire bolchevique, il ne sent pas que les militaires soviétiques prônent une politique dure, il ne réalise pas que sur le plan international Moscou a les mains libres (élections américaines, dissensions occidentales dues à Suez, qui en outre est une excellente diversion pour la conscience universelle).

Moscou pour donner le change, feint d'accepter une commission chargée de régler les problèmes politiques et militaires (tels que l'évacuation des soldats soviétiques ou la dénonciation du pacte de Varsovie).

Les communistes hongrois, eux-mêmes, incitent Nagy à proclamer tout de suite la neutralité, sur l'exemple autrichien. Avant de le faire, le gouvernement hongrois essaie de savoir des Russes eux-mêmes les raisons de cette invasion : Kadar approuve cette attitude. Quand Nagy est contraint de reconnaître les faits, il alerte l'O.N.U. et les diplomates étrangers accrédités à Budapest. Il proclame enfin la neutralité du pays et convainc les ouvriers à reprendre le travail interrompu depuis le début des événements.

C'est le moment que choisit le fourbe Kadar pour disparaître. Le revirement de Moscou dont il a été averti le fait revenir à l'orthodoxie communiste : Kadar redoutait les élections libres car elles auraient provoqué la fin du communisme en Hongrie.

2 novembre : le naïf Nagy ne s'inquiète pas de cette disparition. Au contraire, il est plein d'espoir car les sociaux-démocrates ont accepté d'entrer dans son gouvernement tandis que, maintenant, les Soviétiques sont 150.000 en Hongrie et encerclent totalement Budapest. Alors, seulement Nagy proteste et alerte l'O.N.U. qui s'enlise et où les Soviétiques parlent de révolution fasciste.

Sans doute, pour gagner du temps, les Bolcheviques

acceptent de créer une commission pour régler le retrait des troupes rouges, qui ne sont là que pour protéger l'évacuation, selon les déclarations du représentant soviétique Sobolev, à l'O.N.U.

Le 3 novembre : la vie dans la capitale est redevenue quasiment normale. La délégation militaire soviétique rencontre les Hongrois conduits par Maleter (nouveau général et nouveau ministre de la Défense). Les discussions sont cordiales.

Une 2^e séance est prévue pour ce soir : elle aura lieu à Tokol, dans la banlieue car les Russes y ont une ligne directe avec Moscou.

Un nouveau remaniement ministériel est opéré : Kadar est toujours ministre ! Le nouveau cabinet comprend 4 communistes et 8 ministres de 3 autres partis politiques. Aucun ne remet en cause le socialisme. Cependant des bruits divergents au sujet de l'attitude des forces soviétiques se répandent dans Budapest qui est maintenant entièrement coupée : le pessimisme gagne. Et les ministres hongrois sont contraints d'avouer que les Russes ne les tiennent pas au courant de leurs déplacements.

Le 4 novembre : très tôt, Maleter n'appelle plus de Tokol. Attiré dans un guet-apens, il a été arrêté par le Général Sérov, chef de la Police de Sécurité soviétique. Les Soviétiques n'ont plus besoin d'alibi. Nagy apprend que les troupes bolcheviques investissent le pays et surtout la constitution en Province, à Szolnok, d'un nouveau gouvernement dirigé par... Kadar !

Quand les tanks soviétiques attaqueront l'Armée hongroise, le bien candide Nagy croira encore au malentendu, comme quoi il est difficile de se défaire de son endoctrinement communiste et la discipline qu'elle entraîne. Nagy, néanmoins, convoque un conseil de cabinet d'urgence. Bien peu de ministres pourront y venir mais y assistera.

Nagy fait un appel à la radio diffusé en plusieurs langues, car les « troupes soviétiques veulent renverser le gouvernement légal » où il demande l'aide à tous les pays du monde pour s'opposer à « l'impérialisme de Moscou qui ne connaît pas de frontières ». Puis Nagy conseille à tous ses ministres de s'enfuir, lui-même se réfugiant à l'ambassade yougoslave.

Dans une déclaration enregistrée, Kadar explique qu'il a demandé aux Soviétiques d'écraser la réaction, qui

metta
rétabl
ger.

Cep
bien q
surpri
ou d'a

Cep
tout ;
seurs

Les
tion, r
à min
résista
munist
minuit,
aussi,
9 nove
et harc

Puis
attenda
en culo
pour 20
bolchev
en gran
présent
commun
celle de
Moscou
ter la v
avoir de
goslave
tard (5
et Male
sectarism
duit tro
commun
machine
groise. I
position
grois ne

mettait en péril « nos conquêtes socialistes » et de rétablir l'ordre. Mais lui-même préfère rester à l'étranger.

Cependant les combats sont très violents et acharnés bien que les combattants de la liberté aient été souvent surpris par l'attaque soudaine et n'aient pas de munitions ou d'armes en quantité suffisante.

Cependant des barricades sont dressées un peu partout ; les rumeurs les plus folles courent parmi les défenseurs (« Les Américains viennent à notre secours »).

Les Soviétiques utilisent tanks, artillerie lourde et aviation, réduisent peu à peu les bastions hongrois. Le soir, à minuit, les Soviétiques ont pratiquement brisé toute résistance organisée dans le pays. Mais, bien que les communistes eussent lancé un ultimatum expirant le soir à minuit, la caserne Killian résistera 3 jours, la citadelle aussi, Csepel, la banlieue industrielle, tiendra jusqu'au 9 novembre ; à Pees, 5.000 personnes prirent le maquis et harcelèrent jusqu'à la fin du mois les Soviétiques.

..

Puis ce furent les exécutions (souvent les bourreaux attendaient l'âge légal pour exécuter les révolutionnaires en culottes courtes) les déportations vers l'U.R.S.S. et l'exil pour 200.000 Hongrois qui ne voulaient plus subir le joug bolchevique. En effet, Kadar (l'homme que Paris a reçu en grande pompe récemment et que la Presse nous a présenté comme un « libéral »!) rétablit la dictature communiste donc supprime les libertés, en particulier celle de la Presse, et réaligne Budapest à la botte de Moscou. Kadar, le félon, réédite envers Nagy et Maleter la vilenie dont il fut l'auteur envers Rajk : après avoir donné aux réfugiés, dont Nagy, de l'Ambassade yougoslave un sauf-conduit, il les laisse arrêter, 18 mois plus tard (5 juin 1958 !) les exécutions, en particulier, de Nagy et Maleter sont annoncées ! Nagy a été victime de son sectarisme, enseigné par les communistes : il s'est conduit trop longtemps, pendant ces journées capitales, en communiste ; il a agi, en Hongrois, trop tard, quand la machine était en place pour broyer la Révolution hongroise. L'engrenage était fatal : Nagy n'a pas pris une position claire et nette, il n'a pas compris que les Hongrois ne voulaient plus d'une dictature communiste. Ses

hésitations ont permis à l'Armée rouge de se ressaisir, de faire venir des troupes nouvelles ce qui n'a fait qu'exacerber les sentiments antirusse et anticommunistes des Hongrois. Cela a inquiété Moscou et a fait rallier Khrouchtchev au camp des durs (alors qu'il était favorable à une Hongrie, semble-t-il, de statut finlandais). Dès lors, les Soviétiques allaient se lancer dans la répression la plus impitoyable.

Les leçons de cette histoire tragique sont l'abjection de la terreur et de la répression que le communisme secrète inéluctablement, sont l'incapacité de l'O.N.U. et ses sentiments virulemment antioccidentaux. Budapest prouve aussi la lâcheté des « démocraties libérales ».

« La solution des affaires de Hongrie était dès longtemps prévue bien que les esprits libéraux et généreux aimassent à la reculer dans un sentiment de sympathique espoir. Mais si la lutte armée est près d'être achevée, la lutte des idées ne l'est pas. L'intervention russe est un de ces faits immenses dont l'influence restera et qui laissera un profond sillon dans le champ de la politique européenne. Et l'Occident que fait-il pendant que s'accomplit le gigantesque pas en avant de l'influence septentrionale ? L'Occident s'agite dans de stériles et vaines disputes. Il se nourrit de haines habilement semées, de malentendus ingénieusement créés, de controverses puérides ». Cette citation a paru dans la Gazette de Lausanne. Elle date du 30 août 1949 !

Avant de conclure ce survol des événements de Hongrie, je tiens à signaler le remarquable et dense ouvrage de Vincent Brugère-Trélat, paru sous le titre « Budapest » dans la collection « L'Histoire contemporaine revue et corrigée » de la « Table Ronde ». Ce gros volume de 360 pages se lit comme un roman à suspense tant il fourmille de faits, d'anecdotes, de précisions. Il est appuyé sur une bibliographie sérieuse et très abondante, tant Française qu'étrangère, puisée et dans des livres et dans des journaux ou revues. L'auteur y a mis aussi une carte, claire, ce qui est bien utile pour resituer les différents théâtres d'opération de Province. L'austérité du sujet est égayé par d'excellents portraits des principaux acteurs : Gerö, Nagy, Farkas, Rakosi, Rajk, Kadar, Maléter mais aussi Horty, Malenkov, Tito, Mindszenty ou Khrouchtchev.

Yann BEUZEC.

BERLI

L'agi
dès la
au sein
(memb
mal de
Béria
policier
dans le
se terra
à l'Oue
y voya
l'Allema
tragique
s'avéra,
Pankov
S.S.D.
les tent
réseau
cir. A
qui con
appui
reçu de
le débu
du S.S.
attentat
la polic

III

BERLIN-EST ET POZNAN.

L'agitation était devenue nettement perceptible en D.D.R. dès la mort de Staline. Un certain flottement était visible au sein du gouvernement de Pankov. Les « Apparatchiki » (membres de l'appareil S.E.D.), désorientés, répercutaient mal des directives souvent improvisées. Surtout la chute de Béria entraîna une complète désorganisation du système policier de la D.D.R. Il en était de même en U.R.S.S. et dans les autres Démocraties Populaires ; les agents de Béria se terraient, disparaissaient dans la nature, voire passaient à l'Ouest. Or, le S.S.D. avait été l'enfant chéri de Béria qui y voyait un excellent moyen de subversion à l'encontre de l'Allemagne Fédérale, objectif constant du Kremlin. Sa fin tragique laissait sans chefs et sans ordres, le S.S.D. qui s'avéra, de ce fait, incapable d'avertir le gouvernement de Pankov de la montée du mécontentement populaire. Le S.S.D. fut, et c'était plus grave, incapable de neutraliser les tentatives des S.R. occidentaux, et particulièrement du réseau Gehlen, en vue de noyauter l'opposition et de la durcir. A cette époque, en effet, les organisations clandestines qui commençaient à se former en D.D.R., jouissaient d'un appui certain des Occidentaux. Certains réseaux avaient reçu des armes et des explosifs et avaient entrepris, dès le début de 1953, quelques actions terroristes. Deux sièges du S.S.D. avaient été plastiqués, à Leipzig et Halle, et des attentats avaient été commis contre des fonctionnaires de la police secrète.

Mais l'explosion allait se produire par suite de l'élévation (sans augmentation de salaires) des normes de travail imposées, au début de juin, aux ouvriers. Aussitôt que les mesures d'élévation des normes eussent été annoncées, les responsables du S.E.D. furent pris à partie dans les usines par les ouvriers.

Le gouvernement tenta de réagir en mobilisant les militants du S.E.D., mais ceux-ci étaient submergés par les protestations populaires.

Le 16 juin, des ouvriers commençaient à se mettre en grève dans tout Berlin-Est et des comités de grève se formaient dans la clandestinité dans toutes les grandes villes de la D.D.R..

Le 17 juin, des cortèges d'ouvriers grévistes se formaient le long de la Stalin-Allee et remontaient l'ex-avenue des Tilleuls (Unta den Linden) en criant des slogans hostiles au régime. Les premiers barrages de Vopos (policiers populaires) étaient balayés ; les policiers hésitaient manifestement à ouvrir le feu.

Des milliers de manifestants se ruaient à l'assaut du siège du S.E.D. et s'en emparaient. Les ministres de la D.D.R., qui essayaient de prendre la parole en public, étaient chassés par la foule surexcitée.

Les durs du régime tentèrent alors de reprendre le contact de la situation, par deux moyens :

— Des contingents de Vopos, bien encadrés, furent concentrés à Berlin, pour briser l'émeute par les armes.

— Appel fut fait aux troupes russes pour coopérer au rétablissement de l'ordre.

A ce moment, on peut dire que la D.D.R. a cessé d'exister ce 17 juin au soir. Les autorités communistes se sont volatilisées et ce, non seulement à Berlin, mais aussi en province.

A Halle, des émeutiers ont pris la prison et libéré les détenus politiques. A Dresde, des heurts sanglants se sont produits avec les Vopos, qui ont fini par être complètement submergés. A Leipzig, les manifestants sont alors, pratiquement les maîtres de la ville. Mais là, les Russes interviennent avec vigueur et dispersent, avec des blindés, les

oppo
Arm
A
sate
leurs
prix.
russe
l'aub
mani
vien
Halle
s'opp
très
denta
sont
Le
S.S.D.
arriè
régna
Des
en p
d'Alle
Le
crise,
ventic
fondr
taux
d'inté
La
en 19
sangla
Pen
destru
s'étaie
émeut

opposants au régime. A Rostock, des formations de la D.D.R. Armée interviennent pour enrayer l'émeute.

A 20 heures, les Soviétiques, volant à la rescousse de leurs satellites de Pankov, proclament la loi martiale et prennent leurs dispositions pour rétablir l'ordre à n'importe quel prix. Dans la nuit, les chars de deux divisions blindées russes roulent vers Berlin-Est, où elles prennent position à l'aube. Le 18, la répression commence. Les colonnes de manifestants sont dispersées par les chars, tandis que reviennent les Vopos et les S.S.D. Des combats ont lieu à Halle, où les insurgés se sont emparés d'armes légères et s'opposent à l'entrée des troupes russes. La résistance est très rapidement brisée, tandis que, dans les secteurs occidentaux de Berlin, des manifestations de soutien à la révolte sont bloquées par des unités alliées.

Le 19, des milliers d'arrestations sont opérées par le S.S.D., tandis que le gouvernement est-allemand fait machine arrière sur le plan économique pour diminuer la tension régnante.

Des incidents violents continuent encore à se produire en province, mais l'intervention massive de l'armée russe d'Allemagne (22 divisions) brise toute agitation.

Le régime communiste sort extrêmement ébranlé de la crise, qui a montré son impopularité profonde. Mais l'intervention russe a montré que l'U.R.S.S. ne permettrait pas l'effondrement d'un régime-frère et surtout que les Occidentaux ne feraient rien pour l'empêcher d'agir dans sa sphère d'intérêts.

La leçon de Berlin-Est ne sera pourtant pas comprise en 1956 par les Hongrois révoltés, ce qui entraînera la fin sanglante de la révolution magyare.

Pendant des mois, les agents du S.S.D. poursuivirent la destruction systématique des réseaux de résistance, qui s'étaient, très souvent, imprudemment dévoilés pendant les émeutes.

*
**

Soulèvement à Poznan.

Contrairement au soulèvement de juin 1953, largement improvisé malgré une certaine aide des S.R. Occidentaux, le soulèvement de Poznan fut organisé de fond en comble par les organisations de résistance qui avaient survécu à la répression communiste. Ces organisations avaient dû se mettre en sommeil, mais quelques éléments pouvaient toujours être employés, en cas de besoin. Le groupe W.R.N., composé d'anciens du P.P.S. et surtout les N.S.Z. possédaient des réseaux en Posnanie. Profitant de la présence de nombreux étrangers venus visiter la foire de Poznan, les résistants polonais décidèrent de frapper un grand coup. On était en juin 1956, et un grand malaise agitait le peuple polonais et même le P.P.R., miné par les luttes internes. La police politique (U.B.) avait eu vent de mesures prises par les résistants nationaux et le gouvernement avait donné l'ordre de concentrer des forces importantes (toute une division blindée), dans les environs de Poznan.

Le plan des résistants était simple : il s'agissait de monter une grande manifestation anticomuniste dans la ville, manifestation pacifique qui devait être détournée de son sens par l'action de commandos armés venus des forêts. Des hommes des S.N.Z. firent mouvement depuis les Karpathes, pour participer à l'opération.

Un habile noyautage des milieux ouvriers permit d'être assuré d'un important soutien populaire.

Le 17 juin (jour anniversaire du soulèvement de Berlin-Est), des dizaines de milliers de manifestants se mirent à défiler, en partant de la foire, devant les regards ébahis des commerçants étrangers. Des centaines de jeunes se ruèrent vers le siège de l'U.B. ; à ce moment surgirent des commandos armés des N.S.Z. qui entamèrent le combat avec les groupes de l'U.B. et de la police. Des chars intervinrent très rapidement tandis que la prison tombait aux mains des émeutiers, qui libéraient les prisonniers.

Rapidement, les incidents sanglants se multiplièrent dans la ville. Les locaux du P.P.R. furent envahis et dévastés par la foule.

Mais, nettement moins surpris que les autorités de Pankov, le gouvernement de Varsovie réagit avec beaucoup

de vi
de l'
Toru
ment

Les
Pozn
comm
comb
de la

L'E
qu'il
alors
tilisé
non
leurs
çaien

To
lieu,
parti
nuer

L'
très
l'U.B
l'insu
sateu
tures

Le
fusio
proc
Gom
pein

Qu
inco
port

de vigueur, sans être forcé de recourir à l'aide militaire de l'U.R.S.S. Une division motorisée russe, stationnée à Torun et un groupement blindé de Glogau firent mouvement vers la ville, sans cependant avoir à intervenir.

Les forces de sécurité polonaises, elles, affluaient vers Poznan, où la 3^e division blindée de l'Armée Populaire commençait à pénétrer le soir du 17, livrant de véritables combats aux partisans, renforcés par les manifestants de la ville.

L'Etat-Major clandestin du mouvement, comprenant qu'il était peu réaliste de s'accrocher à la ville, donna alors l'ordre de repli à ses groupes de choc, qui se volatilisèrent immédiatement. Mais les insurgés de Poznan, non contrôlés par le W.R.N. ou les N.S.Z., poursuivirent leurs accrochages avec l'U.B. et l'Armée, qui commençaient à reprendre la ville.

Toute la journée du 18, de durs engagements eurent lieu, mais les insurgés, désorganisés par le retrait des partisans nationalistes et à peine armés, ne purent continuer à faire face aux troupes envoyées contre eux.

L'ordre fut à peu près rétabli le 19 et des arrestations très nombreuses furent effectuées par les hommes de l'U.B., mais elles ne touchèrent que les « lampistes » de l'insurrection. En particulier, aucun des habiles organisateurs du mouvement ne put être arrêté, et les structures clandestines des partisans ne furent pas atteintes.

Les procès intentés aux émeutiers tournèrent à la confusion des autorités, car dans un souci d'apaisement (les procès ayant eu lieu en pleine crise d'avant le retour de Gomulka), les accusés ne furent condamnés qu'à des peines de principe.

Quant aux militants de la résistance, leur rôle, encore inconnu jusqu'ici, allait s'avérer extraordinairement important.

IV

L'OCTOBRE POLONAIS (1956).

Une grave tension existait à l'époque au sein du P.P.R. Une partie du groupe au pouvoir, dirigé par Ochab et Cyrankiewicz, était favorable à une libéralisation du régime. Cette libéralisation avait pour but d'éviter une explosion populaire, qui depuis les émeutes de Poznan, pouvait paraître de plus en plus plausible. Or, ces risques provenaient essentiellement du sentiment nationaliste, rendu encore plus fort par la lourde pression des Russes sur la Pologne, pression dont le maréchal Rokossovsky était le représentant le plus notoire, et donc le plus détesté.

Nombre de membres du P.P.R. voulaient donc se débarrasser des « conseillers » russes, pour convaincre la population de leur patriotisme et désarmer son hostilité. Ils voulaient, pour frapper un grand coup de propagande, nommer Gomulka, leader des « communistes nationaux » et ancien « traître titiste » comme secrétaire général du P.P.R. Cette volonté ne pouvait que se heurter à la violente opposition des Russes, peu soucieux de perdre une partie de leur influence en Pologne.

Dès la mi-octobre, il est visible qu'il se prépare quelque chose à Varsovie. Les « durs » du P.P.R. font appel aux Russes et l'on s'interroge sur l'issue de la lutte lorsque l'on apprend que Gomulka est nommé secrétaire général du P.P.R. et que le général Mirajan Sychalsky (ami et co-condamné de Gomulka) remplace Rokossovsky, destitué.

Aussitôt, les Russes réagissent ; Khrouchtchev et une cohorte de membres du P.C. russe et d'officiers de l'Armée Rouge se rendent à Varsovie pour obliger les Polonais à revenir sur leur décision.

C'est alors que le groupe des partisans (dont l'histoire est analysée en détail dans la dernière partie du numéro) agit, pour la première fois, d'une façon ouverte. Leurs sympathisants de l'armée se mirent aussitôt à la disposition de Psychalsky, pour s'emparer du contrôle des divisions polonaises. Agissant avec une grande énergie, Spsychalsky, dans la nuit du 18 au 19 octobre, destitua en masse les innombrables experts soviétiques, et nomma à leur place des officiers du groupe Moczar. Ceux-ci, profitant de leurs contacts avec les anciens membres de la résistance, commencèrent à distribuer des armes aux civils, afin de renforcer leurs unités face aux Russes. Des milices se constituent ainsi le plus rapidement possible. Car, tandis que les chefs russes discutaient avec Gomulka et le nouveau bureau politique du P.P.R. et se répandaient en menaces, les quatre divisions blindées soviétiques, stationnées en Pologne, sortaient de leurs casernements et se mettaient en marche vers Varsovie.

La Révolution pacifique polonaise était dès lors menacée d'un écrasement total par l'armée rouge qui faisait affluer des renforts vers la Pologne. Sans perdre un instant, Spsychalsky rameuta ses meilleures formations vers la capitale, tandis que des milices improvisées prenaient position aux débouchés de Varsovie. Les officiers de l'U.B. étaient destitués et remplacés, comme pour l'armée, par des Partisans. Les unités de choc de l'U.B., ainsi transformées, étaient placées sous les ordres du commandement militaire, de même que les milices ouvrières, réalisant ainsi une véritable unité d'action. Ce front uni va être décisif dans la résolution de la crise. Tandis qu'une escadre soviétique se présente devant Gdansk et que les mouvements de troupes se succèdent, les Russes commencent à comprendre qu'il leur sera nécessaire soit de céder soit de livrer une véritable guerre contre l'ensemble de la nation polonaise. Khrouchtchev, réaliste, se préoccupe alors de maintenir le maximum possible des positions russes en Pologne. Par toutes sortes de pressions et de chantages, les Polonais sont forcés de faire acte d'allégeance à l'U.R.S.S. et le processus de libérali-

sation est, dès le départ, le point extrême des concessions soviétiques.

Le 20 octobre, les blindés soviétiques refluent vers leurs casernes, tandis que les envoyés russes regagnent Moscou, entérinant le premier recul sérieux de la Russie depuis la sécession titiste.

En Pologne, l'autorité se hâte de dissoudre les milices ouvrières, déjà noyautées par des membres du W.R.N. et des N.S.Z. Les paysans liquident la collectivisation et récupèrent leurs terres ; le cardinal-primat est libéré et soutient les efforts de Gomulka, lui apportant le soutien de l'Eglise Catholique. La tactique prudente de la hiérarchie catholique permet d'éviter des contre-coups sanglants, bien qu'un certain nombre d'agents de l'U.B. ou de fonctionnaires du P.P.R., particulièrement détestés, soient victimes d'attentats, surtout dans les campagnes. La victoire, au moins partielle, du mouvement populaire polonais tenait à des facteurs qui manquèrent tragiquement à la Révolution hongroise :

1) Contrôle de toutes les forces militaires de la nation par des officiers favorables au mouvement, et cela avant même les premières menaces d'intervention de l'Armée Rouge. Au contraire, en Hongrie, seuls quelques groupes de l'armée se battent avec les insurgés, et, dans la deuxième phase, l'armée, décapitée par la traîtreuse arrestation de ses chefs, se rendra aux Russes sans lutter.

2) Les milices nationales ont été constituées avec l'appui des autorités ; elles sont relativement bien cernées et bien encadrées et représentent un appoint sérieux pour l'armée polonaise.

3) La population, disciplinée par l'Eglise Catholique ne prend, pendant la crise, aucune initiative malencontreuse, qui pourrait donner aux Russes un prétexte pour passer à l'attaque.

4) Enfin, et ce n'est pas le moins important, la Pologne, peuplée et assez puissante, représentait un morceau infiniment plus dur à avaler que la petite Hongrie.

Ainsi, Varsovie ne connut pas le sort de Budapest, et le fameux « Printemps » Polonais put se développer, au moins provisoirement. La suite allait être moins heureuse, mais cela est une autre histoire.

ions
vers
ment
ssie

mili-
du
tivi-
est
tant
ente
tre-
de
ment
am-
ment
rent

ion
rant
née
rou-
ans
use
lut-

vec
ées
our

que
on-
our

plo-
eau

et
au
ise,

TROISIEME PARTIE



Les Décrochages

Si
longt
allait

La
de r
ment
1967,

Ma
crise
catas
plus
lares
L'aid
gence
sans

le ga
Les c
venu
lume
l'éco

De
et la
étonn
le pr
ral d
sur l
spéci
capab
premi

I

LA BATAILLE DE PRAGUE

Si la Tchécoslovaquie, restée stalinienne, avait pendant longtemps été l'alliée la plus fidèle de l'U.R.S.S., tout allait changer à partir de la fin de 1967.

La guerre israélo-arabe ne paraît pas avoir causé autant de remous qu'en Pologne. Une sévère épuration des éléments « sionistes » eut pourtant lieu durant l'été de 1967, provoquant une certaine agitation.

Mais l'on peut considérer que la cause première de la crise tchèque fut la situation économique absolument catastrophique du pays. La Tchécoslovaquie, le pays le plus anciennement industrialisé des Démocraties Populaires, était plongée dans des difficultés gigantesques. L'aide aux pays sous-développés, provoquée par les exigences de l'U.R.S.S., grevait le budget tchèque et cela sans grands résultats. L'agriculture restait à la traîne et le gaspillage était un facteur endémique de la production. Les difficultés de ravitaillement et l'insuffisance des revenus empoisonnaient la vie des Tchèques. Il était absolument nécessaire de faire quelque chose pour sauver l'économie nationale, au bord du chaos.

De plus les tensions existantes entre la Bohême-Moravie et la Slovaquie devenaient évidentes. Il n'est donc pas étonnant de constater que le leader de la lutte contre le président Novotny était, justement, le secrétaire général du P.C. Slovaque, Dubcek. Celui-ci pouvait compter sur le soutien des tenants d'une rénovation économique, spécialement Sik, apologiste d'une N.E.P. tchèque, seule capable de sauver le pays d'une crise économique de première grandeur.

A ce groupe d'économistes déçus par le régime Novotny, il fallait ajouter les intellectuels du type Cisar, étouffant sous le dogmatisme en honneur à Prague, les ambitieux évincés, tels le général Swoboda, les libéraux « gauchistes » comme Smrokovski, tout un assemblage composite, uni surtout par une haine commune à l'égard du groupe Novotny.

La longue lutte d'influence entre Novotny et les « libéraux » montre l'habileté technique de l'équipe de Dubcek, qui s'empara peu à peu des positions des « dogmatistes ».

L'affaire Sejna porte un coup mortel aux durs staliens, tout à fait déconsidérés par la fuite aux U.S.A. du général qui avait voulu sauver Novotny par un putsch militaire.

En mars, Novotny est définitivement écarté du pouvoir et les libéraux contrôlent la situation. Mais il apparaît que les Russes et leurs satellites les plus fidèles commençaient à montrer les dents et leurs fidèles alliés de Prague et de Bratislava s'agitaient contre la libéralisation.

Aujourd'hui, les Slovaques, certainement par vieille haine nationale contre les Tchèques, freinent le processus de démocratisation. Husak et Novomesky, leaders slovaques condamnés pour « déviationnisme nationaliste », se montrent hostiles à l'orientation prosovioniste de certains nouveaux dirigeants et sont plutôt favorables à une orientation « à la polonaise » de la situation tchèque.

Une mission tchèque s'est rendue à Moscou pour désarmer le mécontentement soviétique, de moins en moins voilé. Des menaces d'intervention russes sont même agitées dans la presse internationale. Le général Epicek, chef du Service Politique de l'Armée Rouge, se serait répandu en menaces. Toujours est-il que des mouvements de troupes satellites (Est-allemandes et hongroises surtout) sont signalés face à la Tchécoslovaquie.

Une intense agitation traverse la Tchécoslovaquie, et les non-communistes s'organisent en un mouvement, le K.A.N., qui réclame une pleine liberté d'action.

Les fantomatiques partis non-communistes du Front National reprennent une existence active (parti populiste et parti socialiste national). Les fantoches qui les dirigeaient pour le compte de la clique de Novotny sont expulsés par les adhérents de ces partis. Le P.C., en

pleine
organ
assoc
vent
phère
soulè
née, p
sa réu
du m
nostic
représ
la vic
présen
manie
chant
phant

Tou
contre
de dev
Le mo
peut-ê
des lu
Mosco
avec v
proces

pleine crise, semble avoir perdu tout dynamisme. Son organisation de jeunesse est en pleine dissolution. Les associations d'intellectuels sont en crise, elles aussi. Le vent de la liberté se lève à Prague, mais dans une atmosphère qui ne ressemble ni à l'octobre polonais, ni au soulèvement hongrois. Cette atmosphère est très ordonnée, paisible et sans la moindre trace de violence. Mais sa réussite dépend de la poursuite du caractère pacifique du mouvement et il n'est pas possible de faire un pronostic valable sur les chances qu'il a de triompher. Il représente, par son existence même, la condamnation de la victoire bolchevique des années 45-50. La Pologne représente la victoire du nationalisme autoritaire, la Roumanie celle d'un nationalisme, hier autoritaire mais penchant vers le libéralisme. Le nationalisme tchèque triomphant est, lui, infiniment plus libéral.

Tous ces nationalismes vont, tôt ou tard, se retourner contre les Russes. Le slogan « Russki Go Home » risque de devenir le leitmotiv des populations d'Europe de l'Est. Le moment du « refoulement » de l'Empire Rouge est, peut-être en train d'arriver. Mais tout dépend du résultat des luttes d'influence au sein du groupe dirigeant de Moscou. Si les « durs » l'emportent, l'U.R.S.S. réagira avec vigueur. Au contraire, si les « mous » gagnent, le processus de libéralisation pourra se poursuivre.

II

LA POLOGNE DES PARTISANS

La montée des « Partisans ».

Profitant de l'intense sentiment de frustration nationaliste, engendrée dans l'armée par l'implantation en 1949 d'experts russes à tous les hauts postes, un groupe clandestin, formé d'anciens partisans de la guerre contre l'Allemagne, se constitua, avant 1956, dans les rangs des forces militaires polonaises. Ce groupe, au départ exclusivement militaire, et dirigé par le futur général Mieczislaw Moczar (ancien de l'Armaja Ludowa), prit des contacts avec des civils, dont le plus connu fut Ryszard Strzelecki, brillant journaliste. Tandis que les militaires « Partisans » noyautaient l'armée, Moczar recherchait un soutien populaire. Il l'obtint par la prise de contrôle du Zbowid (Association des Anciens Combattants). Jusqu'en 1956, le Zbowid ne comportait que des adhérents issus des organisations de résistance favorables au P.P.R. (Bardja Ludowa, Armaja Ludowa). Mais les Partisans, devenus en grande faveur après les événements d'octobre 1956, y firent admettre les anciens résistants de l'Armaja Krajowa, et même les anciens soldats de l'Armée Anders (qui avait combattu en Italie dans le cadre de la VIII^e Armée britannique et s'était illustrée à la bataille de Monte-Cassino, en prenant la ville héroïquement défendue par la 1^{re} Fallschirmjäger-Division du général Heydrich). Le Zbowid regroupa ainsi tous les combattants de la

II^e G
ascen
nombr
du V
dével
troup

Par
prire
press
mand

Da
soule
cela
lité
régim

1)
été ju
à l'U
delà
de la

son
flèche
à la
vre c

2)
La di
que l
à un
par l
(surto
ce bi
saven

Ma
est c
gne.

3)
budg
de la
bloc
pays
désas
n'ont
un te
vent

II^e Guerre Mondiale et lorsque Moczar, poursuivant son ascension, devint ministre de l'intérieur, il fit relâcher de nombreux anciens résistants anticomunistes de l'A.K., du W.R.N., et des N.S.Z. Le secrétaire-général Rusinen développa considérablement le Zbowid, donnant ainsi des troupes aux « Partisans ».

Par l'intermédiaire de Strzelecki, les Partisans entreprirent, dès 1956, la lente colonisation des moyens d'expression, afin de s'assurer, plus tard, les leviers de commande du pays.

Dans les années 60, la politique Gomulka commença à soulever un important mécontentement populaire, et cela pour des raisons qui tenaient autant à la personnalité du secrétaire du P.P.R., qu'à la nature même du régime.

1) Gomulka, tout « communiste national » qu'il ait été jugé, était, et reste, avant tout, un communiste fidèle à l'U.R.S.S., sa politique nationale ne pouvait aller au-delà d'une indépendance très formelle. En outre, lors de la querelle Moscou-Pékin, Gomulka a pris, sans raison valable dans l'optique polonaise, une position en flèche en faveur de l'U.R.S.S., au lieu de jouer une carte à la roumaine, en vue de renforcer la marge de manœuvre de la Pologne.

2) L'échec économique du régime est un fait flagrant. La disparité entre les salaires et le coût de la vie est telle que les Polonais ne vivent, dans leur majorité, que grâce à un deuxième travail, plus ou moins « noir » (illégal) et par les colis envoyés par des parents installés à l'Ouest (surtout aux U.S.A.). La vente des produits expédiés par ce biais en Pologne est tolérée par les autorités, qui en savent la valeur de soupape de sûreté.

Mais ces maigres palliatifs ne peuvent cacher combien est catastrophique la situation économique de la Pologne.

3) L'aide au pays sous-développés grève lourdement le budget polonais. L'aide militaire, qui est une spécialité de la Pologne (ainsi que de la Tchécoslovaquie) dans le bloc soviétique, représente une charge énorme pour un pays déjà peu prospère économiquement parlant. Les désastres coûteux, essuyés par les pays arabes en juin 67, n'ont pu que développer le ressentiment polonais, devant un tel gaspillage d'armements fournis à bas prix (et souvent non payés encore) par la Pologne.

4) La montée d'un puissant courant nationaliste en Pologne a donné une nouvelle vie à l'antisémitisme traditionnel des masses polonaises. Or, jusqu'à une date récente, 70 % des hauts cadres du P.P.R. étaient juifs. Il suffit de se souvenir d'un propos prêté à Khrouchtchev en octobre 56, au plenum du P.P.R. : « Mais il n'y a que des Juifs ici », pour comprendre l'attitude du peuple polonais, à l'égard de Gomulka, soupçonné de protéger ces Juifs, tous anciens staliniens fanatiques et féroces épurateurs des opposants du régime. La guerre israélo-arabe allait considérablement aggraver cet antisémitisme, grâce au biais de l'antisionisme officiel de l'Etat polonais.

5) L'opposition de plus en plus violente entre le régime et l'Eglise Catholique multipliait le mécontentement populaire à l'encontre de Gomulka. Au Parlement, le groupe catholique Znak multipliait les coups d'épingle et ne se gênait pas pour masquer son hostilité à de nombreuses mesures gouvernementales.

Profitant de ces circonstances favorables, les Partisans partirent à la conquête du pouvoir.

Leur lente colonisation du pouvoir avait donné ses fruits. Avant le mois de juin 1967, qui allait être la date décisive de leur marche vers le pouvoir, les Partisans disposaient des moyens suivants :

1) *Toutes les forces de sécurité*, du fait des fonctions de Moczar (150.000 hommes bien équipés ; un encadrement extrêmement poussé de la population).

2) *Le ministère de la Défense*, au moins en partie, l'un des vice-ministres étant un Partisan.

3) *Les formations de choc de l'Armée* (blindées, paras, commandos), dont les chefs étaient tous des Partisans.

4) *Le Zbowid* et ses centaines de milliers d'adhérents.

5) *Les formations de jeunesse « au service de la Pologne »*, organisant des centaines de milliers de jeunes gens sous une forme para-militaire.

6) *Les milieux de presse*, influence officialisée quelques mois après par la victoire électorale des Partisans aux élections du Syndicat des journalistes.

Il est à noter que l'influence des Partisans était encore très peu sensible au sein du P.P.R. Mais tout allait changer du fait de l'attaque d'Israël contre les pays arabes.

Gue

Il

pos

les

reçu

que

(Ser

En

plex

men

l'aid

Isra

Com

fois

de l'

de l'

Le

par

par

pliqu

gue,

soit

Ou

déch

raël.

litan

polit

fluar

des

de l'

évid

tisar

Le

occa

camp

fait

avec

com

1)

trist

Cyr

à ta

Guerre Secrète pour Israël.

Il est aujourd'hui de notoriété publique qu'Israël disposait au mois de juin de renseignements complets sur les armées arabes, et surtout sur les pays arabes ayant reçu des armes des pays de l'Est. On a longtemps pensé que ces renseignements avaient été fournis au Shin Beth (Service d'espionnage israélien) par la C.I.A. américaine. En réalité, le cheminement est infiniment plus complexe. De nombreux officiers juifs polonais, particulièrement bien informés sur les armées arabes du fait de l'aide polonaise, purent donner ces renseignements à Israël, par l'intermédiaire de l'*American Joint Distribution Committee* (organisme de bienfaisance juif) filiale à la fois du Shin Beth et de la C.I.A. Un officier juif polonais de l'aviation avait, par exemple, été l'un des organisateurs de la station de radar de l'aérodrome du Caire.

Les renseignements fournis par les Juifs polonais (et par d'autres Juifs d'Europe Centrale) furent recueillis par Jordan, responsable du *Joint*. Ce rôle de Jordan explique lumineusement sa mort très mystérieuse à Prague, victime soit d'une contre-attaque du K.R.U. russe, soit d'un Commando du Mukhabarat (S.R. de Nasser).

Outre ces activités d'espionnage, les Juifs polonais se déchaînèrent contre la politique polonaise, hostile à Israël. Ochab, lui-même, président de la République, et militant discipliné, se prononça avec violence contre cette politique (sa femme juive et ses amis, tous juifs, influant sur son attitude). Dans les Universités, les enfants des hauts personnages juifs de l'Etat se mirent à faire de l'agitation. A tous les échelons du P.P.R., la crise était évidente. Ainsi le principal bastion de résistance aux Partisans était menacé d'un éclatement interne.

Les Partisans n'allaient pas laisser passer une si belle occasion. Tandis qu'ils laissaient se développer une grande campagne antisioniste, sûrs de l'appui des Polonais, du fait de leur antisémitisme, Moczar entreprenait de s'allier avec certains courants du P.P.R. Celui-ci apparaissait comme divisé de la façon suivante :

1) Le groupe Gomulka, partisan d'une politique « centriste », plutôt hostile aux Partisans. Mais le prudent Cyrankiewicz (qui avait survécu, lui le membre du P.P.S., à tant de reniements et de crises), l'un des « appuis » du

Secrétaire du P.P.R., changea de camp et se rallia aux Partisans.

2) Le groupe Gierek, soutien fidèle de Gomulka (dont Gierek était estimé devant être le successeur), mais favorable à une politique plus « ouvrière » et socialiste. Gierek, bien vu de la population silésienne (son bastion), est assez « communiste-national » et son changement de camp en faveur de Moczar se comprend assez bien.

3) Le groupe Ochab, soutenu en sous-main par les survivants du groupe de Natolin (staliniens) « convertis » au libéralisme, et composé surtout de Juifs, s'avéra incapable de faire face à la montée des partisans.

Jouant avec brio de ces contradictions, Moczar obtenait au début de 1968 le soutien de Gierek et de Cyrankiewicz. Il est vrai que les manifestations d'étudiants, orchestrées par les sionistes, allaient jouer le rôle de catalyseur. Face à la gigantesque montée de l'antisémitisme en Pologne, les Juifs polonais, mortellement inquiets, s'efforçaient de soulever la jeunesse universitaire contre le régime. Des milliers d'étudiants se heurtaient avec violence à la Police. Mais aussitôt, le mécanisme bien rodé des Partisans se mettait en route.

Des milliers de manifestants défilaient dans les villes polonaises criant leur amour de la Pologne, et leur haine du sionisme. Des nationalistes attaquaient les manifestants étudiants aux cris de « les sionistes chez Dayan ».

Suivant un mot d'ordre, la presse multipliait ses apologies du nationalisme polonais, de la grandeur nationale.

Ochab était obligé de démissionner et était remplacé par le maréchal Spychalsky. Le programme des Partisans devenait le programme officiel du P.P.R. La victoire était complète pour les Partisans.

Le programme des Partisans.

D'après ce que l'on peut connaître du programme du général Moczar, on peut dresser le tableau suivant des idées des Partisans.

● Refus de toute libéralisation du régime (telle que celle qui s'accomplit à Prague), mais au contraire durcissement dans le sens d'une radicalisation extrêmement poussée.

● Antisémitisme virulent, mépris de l' « intelligentzia » incapable de construire le socialisme et inspirée par des Juifs.

● Défense des « Valeurs polonaises ». Exaltation du patriotisme, du nationalisme polonais. Glorification de tous les combattants de la Pologne, quels que fussent leurs motifs de combattre pour elle.

● Volonté de créer une Pologne Socialiste, Une, Libre et Grande.

● Volonté de mettre au pas l'Eglise (par l'intermédiaire de Pax et de Piosecki, ami de Moczar) mais sans rompre totalement avec elle (des rumeurs ont couru en Pologne sur l'existence d'un accord secret entre le cardinal-primat et le général Moczar, en vue de développer les possibilités de manœuvre de la Pologne face à l'U.R.S.S.).

Pour schématiser le programme des Partisans, on peut dire que ce sont avant tout des nationalistes. Leur nationalisme antiallemand les force à s'entendre avec l'U.R.S.S. Mais leur nationalisme, comme, historiquement, tout nationalisme polonais, est d'abord antirusse. Il est donc probable qu'ils seront appelés à se heurter aux Russes.

Mais ils sont aussi des socialistes. Ils veulent construire un Etat fort et populaire et pour le construire, ils comptent galvaniser le peuple polonais, par leur exaltation de son nationalisme.

Disons donc que Varsovie est dorénavant le siège d'une sorte d'Etat qu'on pourrait dire « National-Socialiste », ce qui n'est pas l'une des moindres ironies de l'Histoire et une fin (peut-être provisoire) assez peu conforme au sens de l'histoire marxiste.

III

LE « DEGAGEMENT » ROUMAIN

Les événements actuels ont mis d'une façon brutale en lumière la politique d'indépendance et de libéralisation du gouvernement de Prague, politique menée — il faut le dire en passant — avec un tact admirable par la nouvelle équipe tchèque, rejetant presque dans l'oubli ce qu'on pourrait appeler « l'insurrection pacifique » du gouvernement de la République Socialiste Roumaine. En effet, ce dernier est le premier à avoir inauguré une politique de dégagement face à l'emprise économique, idéologique et politique de l'Union Soviétique.

Les tentatives hongroise et polonaise de 1956 ont, la première sombré dans le sang par une répression soviétique directe, et la seconde, ce qu'on avait appelé « le printemps polonais d'octobre », s'est peu à peu encadré dans la ligne idéologique de Moscou, jusqu'à devenir, avec l'Allemagne de l'Est et la Hongrie, plus moscovite que les Russes. Deux raisons peuvent être invoquées à l'appui d'une explication de cet échec :

1° La révolution hongroise comme la révolution polonaise ont été conçues d'abord, menées dans l'ac-

tion
rie
nis
en
« t
s'ap
peu
l'on
gea
giqu
2
éche
—
celu
port
Il
caus
quan
U.S.
d'un
rait
Sovi
ainsi
diffu

Av
niste
de m
muni
les R
cupat
en Ro
mée
reur

tion révolutionnaire ensuite, par des éléments extérieurs au parti communiste. Les éléments communistes engagés dans ces révolutions étaient tous — en Hongrie comme en Pologne — des limogés, des « traîtres à la cause », ce qui a permis à Moscou, s'appuyant sur les vrais traîtres à la cause de leur peuple, d'intervenir en Hongrie avec la brutalité que l'on connaît et de faire réfléchir Gomulka, l'obligeant à revenir petit à petit aux méthodes idéologiques moscovites.

2° Un autre élément important qui expliquerait cet échec — la guerre israélo-arabe de 1956 mise à part — argument valable surtout pour la Pologne, est celui de la garantie des nouvelles frontières par rapport à l'Allemagne.

Il y aurait bien entendu lieu de rappeler d'autres causes moins importantes peut-être, mais qui ont joué quand même, comme les divers engagements des U.S.A. à travers le monde par exemple, et l'existence d'une Allemagne populaire. Cette dernière ne pourrait plus se maintenir si elle était isolée de l'Union Soviétique, et l'Union Soviétique elle-même perdrait ainsi son bastion le plus important de présence et de diffusion de son idéologie en Europe.



Avant la conquête du pouvoir, le parti communiste roumain ne comptait que quelques centaines de membres, d'après les statistiques officielles communistes mêmes. Nous connaissons la manière dont les Russes ont manœuvré, en tant que troupes d'occupation, pour instaurer le parti au gouvernement en Roumanie le 6 mars 1945 (coup de force de l'armée russe en présence de Vichinsky, ancien procureur des funestes procès moscovites de 1937) et le

31 décembre 1947 par l'expulsion du Roi Michel de Roumanie toujours en présence de Vichinsky. L'Europe Occidentale, en pleine crise économique et politique, ne pouvait nullement intervenir pour répondre à l'appel pressant que lui lançaient les gouvernements démocratiques en place et les Etats-Unis, ignorant complètement les réalités européennes, n'avaient encore aucune envie de contrarier leurs alliés d'hier, les Russes. Libres donc de toute crainte d'intervention occidentale, les Russes ne se sont pas gênés pour employer la manière forte et ils soumièrent ce pays à un régime de terreur dépassant toute imagination.

Le secrétaire général du parti communiste roumain L. Patrascanu, professeur à la Faculté de Droit de Bucarest, avait essayé — en accord secret probablement avec le Maréchal Tito, qui venait justement d'être exclu du Komintern — de défendre une politique plus ou moins indépendante dans l'intérêt propre du pays, tout en restant soumis à Moscou en ce qui concerne la politique extérieure. Quelques mois plus tard, il fut arrêté, jugé et exécuté comme déviationniste notoire. Son successeur, G. Gheorghiu-Dej, un ancien cheminot, a commencé par se soumettre à toutes les exigences, politiques et économiques de Moscou et à la liquidation, à la demande de cette dernière, de tous les éléments progressistes ou non qui auraient pu, dans l'avenir, concevoir une politique nationale.

De 1948 à 1960, G. Gheorghiu-Dej, après avoir éliminé ses concurrents directs, Anna Pauker, Ministre de l'Extérieur, Vasile Luca, Grand Maître de la Finance, et Téohari Georgesco, Ministre de l'Intérieur et artisan de tout le système de répression, et s'être entouré au comité central de nouveaux promus dociles, entreprit une politique très prudente mais cer-

tain
imp
mer
dest
— l
dire
gran
Cha
écon
men
nom
alors
serve
com
C'
Vale
de la
la B
en la
ense
Le r
les in
testat
l'ann
au re
manie
On ra
chev
des n
maine
ladea
Les
profit
Mosco
se dég
soviét

taine de dégagement de l'emprise soviétique. Il est important de remarquer que la Roumanie a commencé ce dégagement tout d'abord en raison de la destruction de son économie. En effet, le Comecom — le marché commun des pays de l'Est — sous la direction exclusive de l'U.R.S.S., avait entrepris un grand plan d'unification économique de tous ces pays. Chacun d'eux devait être spécialisé dans un secteur économique bien déterminé, dépendant complètement de l'économie soviétique d'une part, et de l'économie des autres pays satellites d'autre part. C'est alors que la Roumanie, à qui les Russes avaient réservé un rôle purement agricole dans cet ensemble, commença à raidir sa position.

C'est au moment de la présentation du rapport Valev qui allait jusqu'à annexer toute une partie de la Moldavie longeant l'ancien territoire roumain la Bessarabie, actuellement occupé par les Russes, en la réservant à l'influence du Comecom dans son ensemble, que les choses commencèrent à se gâter. Le représentant de la Roumanie, Birladeanu, sur les instructions de son gouvernement, éleva une protestation énergique et s'opposa nettement d'abord à l'annexion de cette région par le Comecom, et ensuite au rôle que l'Union Soviétique destinait à la Roumanie dans l'ensemble de l'organisation économique. On raconte même que lors de cette séance, Khrouchtchev présent à cette mémorable réunion, alla jusqu'à des menaces directes à l'égard de la délégation roumaine, et à des insultes de son cru à l'égard de Birladeanu.

Les choses allèrent en s'empirant et les Roumains, profitant des changements politiques intervenus à Moscou — limogeage de Khrouchtchev lui-même — se dégagèrent petit à petit de l'emprise économique soviétique ; des contacts, timides au début, de plus

en plus fréquents par la suite s'établirent sur le plan économique avec les pays occidentaux. La position du Général De Gaulle encouragea le gouvernement roumain dans cette entreprise. De même, le grand conflit qui est intervenu entre la Chine et l'Union Soviétique, offrit aux Roumains des possibilités nouvelles d'émancipation ; ainsi commencèrent-ils à s'engager plus ouvertement dans une certaine indépendance du point de vue de la politique extérieure, sans rien changer cependant des méthodes idéologiques dans les structures mêmes de l'état dictatorial.

Après la mort de Gheorghiu-Dej, N. Ceausescu, le nouveau secrétaire général du parti, allait pousser beaucoup plus loin son indépendance dans la politique extérieure, jusqu'au point culminant du rétablissement des relations diplomatiques avec l'Allemagne Fédérale, et au refus de participer à toute réunion des partis communistes en vue de condamner une politique d'un autre pays communiste ou de s'immiscer dans les affaires intérieures d'un même pays.

Sur le plan intérieur, et pour s'assurer un concours complet des masses populaires, déjà du temps de Gheorghiu-Dej, on avait, discrètement d'abord, ouvertement par la suite, propagé un antirussisme catégorique et un nationalisme allant souvent jusqu'au chauvinisme : on redécouvrait l'histoire roumaine, on déterrait tous les seigneurs du passé, on réhabilitait la politique d'indépendance nationale du XIX^e siècle pour stimuler au maximum le sentiment national des Roumains, étouffé jusque là par des méthodes souvent sanglantes. En 1963, on allait jusqu'à libérer tous les prisonniers politiques, mais la terreur n'en subsistait pas moins. Des dizaines de milliers de personnes qui sortaient après 5, 10 ou 15 ans de prison, étaient vouées à la misère, interdic-

tion leur étant faite de séjourner dans toutes les villes importantes de Roumanie. Le seul travail qui leur était permis était le travail agricole. Les effets n'en furent pas moins ceux que désirait le gouvernement : le sentiment national des Roumains fut éveillé et dans le conflit que leur gouvernement avait avec l'Union Soviétique, la grande partie du peuple se rangea derrière son gouvernement, renonçant pour le moment même aux libertés les plus ordinaires tant la peur des Russes et d'une éventuelle invasion était ancrée dans leur esprit.

Il est donc intéressant de remarquer que, tout en conservant sur le plan intérieur une idéologie qui n'était guère très différente de celle appliquée par Moscou (rôle écrasant de la censure, impossibilité de déplacements autres que ceux ordonnés par le parti, maintien en quarantaine et sous surveillance de tous les anciens prisonniers politiques), le gouvernement roumain a pu, et peut-être grâce à tout ceci, conquérir une indépendance relative sur le plan de la politique extérieure. Jusque dans les derniers mois, les Russes avaient mené avec succès une politique d'isolement des Roumains, toutes les autres entreprises plus ou moins secrètes de renversement des hommes en place ayant échoué. Mais les Roumains, s'appuyant toujours sur la Chine et sur la Yougoslavie, affirmant par ailleurs leur soutien à la grande cause socialiste, allèrent de plus en plus loin dans leur audace, jusqu'à quitter avec fracas la récente réunion des partis communistes de Budapest.

Il est évident que les Russes avaient presque provoqué ce départ et que les conséquences auraient été probablement tout autres si les événements de Varsovie d'abord, et de Prague ensuite, n'étaient pas venus brouiller les cartes et sauver la politique roumaine.

Contrairement au processus de dégagement de la Roumanie, Prague a commencé par une libéralisation intérieure. Du jour au lendemain, une liberté d'expression quasi totale est accordée d'abord à l'intérieur du parti, ensuite, sous l'impulsion des étudiants, à ceux de l'extérieur du parti. L'intervention de Brejnev n'a pas pu sauver Novotny et la nouvelle équipe commença avec prudence, mais sérieusement, des limogeages en règle. Les Roumains se sentant dépassés par la position des Tchèques ont à leur tour commencé une politique de libéralisation intérieure et des limogeages à l'égard des responsables des anciennes répressions. Ainsi fut limogé Draghici, chef de la sécurité depuis l'instauration du parti communiste à la tête du pays. L'accusation principale retenue contre lui était justement d'avoir inventé toutes les pièces du procès qui ont permis l'exécution de l'ancien secrétaire général du parti, L. Patrascanu ainsi que d'une série d'autres hommes politiques communistes ou non. D'autres chefs du parti, comme Stoica, Chisinevski, etc., membre du comité central, sont plus ou moins concernés par les attaques de Ceausescu. Jusqu'où pourra-t-on aller ? La visite du Général De Gaulle, prévue pour le 14 mai, est attendue par tous les Roumains comme une consécration de leur indépendance sur le plan de la politique extérieure et avec espoir pour une libéralisation sur le plan intérieur. Il est en effet inconcevable que les Russes puissent intervenir par la force avant ou pendant cette visite. Les chefs actuels de la Roumanie sauront-ils profiter de cet élément extérieur ?

I.-M. BABANI

Le gérant : Maurice BARDECHE

Dépôt légal : 2^e trimestre 1968

N^o d'imprimeur : 807

Imprimerie H. Dévé et C^o, Evreux